

Université de Montréal

Les pratiques entourant le programme d'hébergement avec encadrement intensif :  
une analyse qualitative de la perception des intervenants

par  
Katie Lavoie

École de criminologie  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maîtrise en criminologie (M.Sc.)

Décembre 2013

© Katie Lavoie, 2013

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les pratiques entourant le programme d'hébergement avec encadrement intensif :  
une analyse qualitative de la perception des intervenants.

présenté par

Katie Lavoie

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Marie-Marthe Cousineau  
présidente-rapporteure

Denis Lafortune  
directeur de recherche

Violaine Lemay  
codirectrice de recherche

Marc Alain  
membre du jury

Mémoire accepté le : 28 novembre 2013

## RÉSUMÉ

Ce mémoire dresse un portrait des pratiques concernant le programme d'hébergement avec encadrement intensif en centre jeunesse au moment de l'étude. Depuis l'ajout, lors de la réforme en 2007, de l'article 11.1.1 dans la Loi sur la protection de la jeunesse, les motifs pour recourir à l'encadrement intensif pour les jeunes pris en charge pour leur protection sont désormais balisés. Cette réforme résulte de controverses à savoir que cette mesure ne respectait pas les droits des jeunes et brimait leur liberté. L'encadrement intensif était perçu par les juristes comme étant illégal et sans fondement juridique. Afin de connaître les effets de la réforme dans les pratiques des intervenants, des entretiens qualitatifs ont été effectués avec vingt-cinq employés des centres jeunesse de Montréal-Institut universitaire et de Laval. Malgré certaines difficultés d'implantation ainsi que certains signes de résistance au changement, les résultats laissent entendre que cette réforme permet d'accroître le respect des droits des jeunes. Du côté des conditions d'hébergement, les changements majeurs se trouvent dans la lourdeur du profil de la clientèle desservie, et la surpopulation des unités d'encadrement intensif. La mixité de la clientèle sur la réadaptation des jeunes est discutée et analysée en fonction du concept de l'inertie socioculturelle et celui du respect des droits de l'enfant.

**Mots-clés :** Adolescents – Placement – Réadaptation – Trouble de comportement – Programme d'encadrement intensif – Critères décisionnels

## ABSTRACT

This dissertation outlines practices regarding the placement in intensive supervision unit for youth centers since the advent of the reform. This was influenced by polemics and controversies caused by the belief that this measure does not respect the rights of young people by restraining their freedom. The intensive supervision unit was perceived by lawyers as illegal because no legal basis existed. To resolve this debate, the legislature established in the Youth Protection Act, in 2007, the article 11.1.1 that now frames the use of this measure. To know the effects of this reform in the practices of counsellors, qualitative interviews were conducted with twenty-five employees of youth centers in Montreal and Laval. Despite some implementation difficulties and some signs of resistance to change, the results suggest that this reform enhances the rights of young people. About living conditions, major changes are at the heavy profile of the clientele and the overcrowding intensive supervision units. Also, the mix profiles on the rehabilitation of youth is discussed and analyzed in terms of the concept of socio-cultural inertia and in regard of respecting human children rights.

**Keywords :** Youth – Residential care – Rehabilitation – Behavior disorder – Intensive supervision unit – Decisional criteria

# TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	iii
Abstract.....	iv
Table des matières.....	v
Liste des tableaux.....	x
Liste des abréviations.....	xi
Dédicace.....	xii
Remerciements.....	xiii
Introduction .....	1
CHAPITRE 1 : RECENSION DES ÉCRITS.....	6
<b>1- Survol historique de l'émergence des institutions de protection de la jeunesse.....</b>	<b>7</b>
1.1- Problèmes et controverses antérieurs .....	9
1.2- La remise en question de la légalité de l'encadrement intensif.....	10
1.3- Les dispositions relatives aux unités sécuritaires.....	10
1.4- Un jugement déterminant.....	12
1.5 Constats sur l'hébergement des mineurs et inertie socioculturelle.....	14
<b>2- La typologie de l'effectivité du droit de Demers.....</b>	<b>15</b>
<b>3- Facteurs à considérer lors de l'implantation d'un changement.....</b>	<b>16</b>
<b>4- L'environnement juridique balisant le recours à l'EI.....</b>	<b>18</b>
4.1- Les finalités de la réforme selon l'intention du législateur .....	18
4.2- Cadre juridique applicable et principaux concepts.....	19
4.2.1- <i>Respect des droits fondamentaux</i> .....	19
4.2.2- <i>L'autorité compétente et le droit de contester la décision</i> .....	20
4.2.3- <i>Décision écrite et motivée</i> .....	21
4.2.4- <i>Droit d'être informé et celui de participer au processus décisionnel</i> .....	21
4.2.5- <i>La durée de l'hébergement</i> .....	22
4.2.6- <i>L'âge du jeune</i> .....	23
4.2.7- <i>Les comportements à risque</i> .....	23
<b>5- Les critères décisionnels pour recourir à l'encadrement intensif.....</b>	<b>25</b>
5.1- Facteurs de vulnérabilités .....	26
5.2- Manifestations comportementales .....	27

5.3- Historique des placements.....	28
<b>6- Le programme d'encadrement intensif selon les documents des centres jeunesse.....</b>	<b>29</b>
6.1- Approches théoriques supportant l'intervention.....	29
6.1.1- <i>La gestion clinique du risque</i> .....	30
6.1.1.1- Le principe du risque : qui?.....	30
6.1.1.2- Le principe du besoin : quoi?.....	31
6.1.1.3- Le principe de la réceptivité : comment?.....	32
6.1.1.4- Le jugement clinique : l'individualisation de l'intervention.....	33
6.1.2- <i>La préparation au changement selon Prochaska et DiClemente</i> .....	33
6.1.3- <i>L'entretien motivationnel de Miller et Rollnick</i> .....	34
6.2- Cadre général régissant le fonctionnement des unités d'EI .....	35
6.3- Objectifs du programme d'encadrement intensif .....	36
6.4- La fin de la mesure : les enjeux de la réévaluation.....	37
<b>7- Pertinence et intérêt de l'étude.....</b>	<b>39</b>
CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE.....	40
<b>1- Considérations éthiques.....</b>	<b>41</b>
<b>2- Objectifs et questions de recherche.....</b>	<b>42</b>
<b>3- Procédures de collecte de données.....</b>	<b>42</b>
3.1- Le choix du terrain.....	43
3.2- Critères de sélection des participants.....	43
3.3- Méthode d'échantillonnage et recrutement des participants.....	44
<b>4- Instrument de collecte de données : l'entretien qualitatif.....</b>	<b>44</b>
<b>5- Caractéristiques des participants.....</b>	<b>45</b>
5.1- Profil global de l'échantillon.....	45
5.2- Scolarité des participants.....	46
<b>6- Stratégies d'analyse qualitative.....</b>	<b>47</b>
CHAPITRE 3 : RÉSULTATS DES ANALYSES QUALITATIVES.....	48
<b>1- L'origine de la réforme .....</b>	<b>49</b>
1.1- Pressions extérieurs.....	49
1.2- Perception d'abus de pouvoir.....	50
1.3- Respecter les droits des jeunes.....	51
<b>2- Réactions des participants à la réforme.....</b>	<b>52</b>

2.1- La réforme perçue comme pertinente.....	53
2.2- Difficultés d'implantation de la réforme.....	56
2.2.1- Retrait de l'encadrement statique.....	56
2.2.2- L'ajustement des décisions d'orientation.....	58
2.2.3- L'adaptation des pratiques dans les unités d'encadrement intensif.....	60
<b>3- Attitudes à l'égard du changement.....</b>	<b>61</b>
3.1- L'ouverture au changement.....	61
3.2- L'évaluation de la dangerosité.....	63
3.3- Les jeunes délinquants non judiciairisés.....	63
3.4- La mixité de la clientèle.....	64
3.5- La récurrence du changement.....	67
<b>4- Les impacts de la réforme .....</b>	<b>68</b>
4.1- L'alourdissement de la clientèle en centre de réadaptation.....	69
4.2- La prise de risque à l'égard des jeunes fugueurs.....	70
4.3- La récurrence des séjours.....	71
4.3.1- Les causes de la récurrence.....	74
4.4- La surpopulation des unités d'EI.....	75
<b>5- La clientèle des unités d'encadrement intensif.....</b>	<b>77</b>
5.1- Caractéristiques générales.....	77
5.2- Projet de vie et conflit de loyauté.....	79
<b>6- Le processus d'admission en encadrement intensif.....</b>	<b>80</b>
6.1- La compromission et le mandat de protection.....	80
6.2- Qualité de l'évaluation.....	82
6.3- La grille d'orientation.....	83
6.4- Gradation des mesures d'intervention et alternatives.....	85
<b>7- La conception des participants du programme d'EI.....</b>	<b>87</b>
7.1- Préparation au séjour en encadrement intensif.....	88
7.2- L'accueil à l'unité d'EI.....	88
7.3- L'accompagnement clinique.....	90
7.4- Objectifs et cibles d'intervention.....	91
7.4.1- La détermination des objectifs.....	92
7.4.2- L'arrêt des comportements.....	93

7.4.3- <i>La reconnaissance de la dangerosité</i> .....	93
7.4.4- <i>L'identification de moyens alternatifs</i> .....	95
7.5- <i>La programmation des unités d'encadrement intensif</i> .....	96
7.5.1- <i>Scolarisation et activités cliniques</i> .....	96
7.5.2- <i>Périodes de réflexion individuelle</i> .....	98
7.6- <i>Réintégration dans le milieu d'origine et sorties à l'extérieur</i> .....	99
<b>8- Le processus de révision</b> .....	102
8.1- <i>La difficulté de la révision</i> .....	102
8.2- <i>Les critères décisionnels</i> .....	104
<b>9- La gestion clinique du risque</b> .....	107
9.1- <i>La notion de risque</i> .....	107
9.2- <i>La notion de besoin</i> .....	110
9.3- <i>La notion de réceptivité</i> .....	111
<b>10- Les pratiques émergentes</b> .....	112
10.1- <i>Liste de rappel et intervenant flottant</i> .....	112
10.2- <i>Comité de travail et vignettes cliniques</i> .....	113
10.3- <i>Questionnaires d'évaluation et suivi</i> .....	114
CHAPITRE 4 : DISCUSSION ET CONCLUSION.....	116
<b>1- Les impacts de la réforme</b> .....	118
1.1- <i>Les effets selon l'intention du législateur</i> .....	118
1.2- <i>Les effets non-intentionnels</i> .....	119
1.3- <i>Les effets différés</i> .....	121
<b>2- L'inertie socioculturelle</b> .....	123
<b>3- La santé mentale des jeunes</b> .....	126
<b>4- Gestion du risque et révision</b> .....	127
<b>5- Conclusion</b> .....	128
5.1- <i>Les limites de l'étude</i> .....	129
5.2- <i>Les travaux futurs</i> .....	130
Références bibliographiques.....	132
Annexe I .....	I
Annexe II.....	IV
Annexe III.....	VI



Annexe IV.....XIV

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau I : La répartition des participants selon leur titre d'emploi .....46

Tableau II : Les domaines d'études des participants.....46

## Liste des abréviations

AACAP : American Academy of Child and Adolescent Psychiatry

ACJQ : Association des centres jeunesse du Québec

BIDE : Bureau international des droits des enfants

CCDL : Charte canadienne des droits et libertés

CDE : Convention relative aux droits de l'enfant

CDPDJ : Commission des droits de la personne et de la jeunesse

CJL : Centre jeunesse de Laval

CJM-IU : Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire

CPJ : Conseil permanent de la jeunesse

CQDLP : Charte québécoise des droits et libertés de la personne

DPJ : Directeur de la protection de la jeunesse

EI : Encadrement intensif

É/O : Évaluation / Orientation

ICED : Inventaire comportemental des excès et déficits

LPJ : Loi sur la protection de la jeunesse

LSJPA : Loi sur le système de justice pénal pour adolescent

LSSSS : Loi sur les services de santé et services sociaux

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux

*À tous les intervenants dévoués et  
à tous les enfants en détresse que vous aidez.*

## REMERCIEMENTS

Premièrement, je tiens à remercier chaleureusement mes mentors, Denis Lafortune et Violaine Lemay. D'une part, c'est grâce à vos enseignements respectifs, dans le cadre de mes études au baccalauréat en criminologie, que cette idée de recherche a germé dans mon esprit. D'autre part, c'est suite à votre soutien et à vos commentaires que cette étude a pu se concrétiser. Merci pour le partage de vos expertises qui ont su enrichir ma réflexion.

Deuxièmement, j'aimerais remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont permis la réalisation de cette recherche. D'abord, merci à tous les intervenants sollicités et qui ont accepté de participer à cette étude. Le temps que vous m'avez accordé et votre générosité ont été grandement appréciés. Ensuite, j'aimerais remercier l'École de criminologie pour l'octroi d'une bourse de rédaction. Ce soutien financier m'a permis de terminer la rédaction du présent mémoire.

Finalement, je remercie mes proches qui ont trouvé la force de me soutenir, de m'encourager et de m'appuyer dans cette longue étape de ma vie. Je souhaite dire à Alex à quel point je suis reconnaissante pour sa patience à mon égard. Merci à mon amie Geneviève pour ses encouragements. Finalement, merci à ma mère et à ma grand-mère d'avoir cru en moi ainsi que pour tout le soutien que vous m'avez donné.

# **INTRODUCTION**

La situation des jeunes pris en charge par les agences de protection de l'enfance et placés en centre de réadaptation a fait couler beaucoup d'encre. Les conditions de vie dans lesquels ont séjourné les pensionnaires des premières institutions, dirigées à l'époque par les communautés religieuses, ont fait l'objet de vives critiques. Dès 1947, les Frères de la Charité dénoncèrent le manque de ressources dont disposait leur institution ainsi que les répercussions engendrées par cette situation sur l'alimentation et l'éducation des jeunes pris en charge (Joyal, 2000b). L'année suivante, le rapport du Comité d'étude portant sur les causes de la délinquance juvénile exposa l'état lamentable des écoles de réforme et d'industrie (Joyal, 1999). En 1968, le député Victor Goldbloom s'inquiétait du fait que l'accent était mis sur l'état de décrépitude des établissements au détriment d'une préoccupation concernant la piètre qualité de la réadaptation des enfants et de la prévention des problèmes sociaux (Joyal, 2000b). Plus tard, les travaux de la Commission Batshaw affirmaient que les stratégies d'intervention en centre de réadaptation étaient peu développées et que les approches punitives prédominaient, sauf dans quelques institutions comme Boscoville (Joyal, 1999). Le débat entourant la fermeture de ce centre a ravivé les préoccupations concernant le sort réservé aux jeunes placés en centre de réadaptation (Gendreau, 1998).

Sur la scène internationale, une étude comparative montre que le taux de placement des jeunes en institution est plus élevé au Québec qu'en Belgique (Lemondé, 2003). Pour Lemondé (2003), deux facteurs expliquent cet écart. D'abord, la Belgique n'héberge pas en centre de réadaptation des jeunes en protection, tandis qu'au Québec le recours au placement institutionnel pour cette clientèle semble être fréquent. Ensuite, au Québec le pouvoir décisionnel en lien avec le choix du lieu d'hébergement et l'utilisation des mesures additionnelles de privation de liberté est délégué aux autorités administratives. Plus récemment, l'adoption par le Conseil de l'Europe d'un ensemble de règles communes relatives aux droits des enfants vivant en institution a témoigné de l'intérêt accordé à la situation des enfants placés dans les agences de protection (Gudbrandsson, 2006).

Au Québec, la question plus spécifique de l'hébergement des enfants en besoin de protection<sup>1</sup> dans des milieux sécuritaires a suscité plusieurs polémiques. Dans les années 1990, des enquêtes

---

<sup>1</sup> Contrairement au jeune délinquant, l'enfant en besoin de protection n'a pas été reconnu coupable d'un acte criminel. Il fait l'objet d'une prise en charge psychosociale, car on juge que sa sécurité et/ou son développement sont compromis.

effectuées par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ) ont montré que le placement des jeunes dans les unités sécuritaires ou d'encadrement intensif (EI) était parfois justifié par un rationnel punitif ou disciplinaire (Lebrun, Noël et Montminy, 2011). La CDPDJ déplorait aussi le caractère trop sécuritaire des conditions de vie qui prévalaient dans ces unités ainsi que l'utilisation abusive du recours aux mesures restrictives de liberté pour les jeunes en besoin de protection. De telles pratiques, constituant une privation supplémentaire de liberté, ont été déclarées inconstitutionnelles et illégales par les tribunaux<sup>2</sup>. Ensuite, les travaux de Desrosiers et Lemonde (2000) ont montré que les conditions d'hébergement des centres de réadaptation pour mineurs ressemblaient encore à celles qui existaient autrefois, et ce, malgré la reconnaissance de l'enfant à titre de sujet de droit. La sortie, en 2005, d'un documentaire réalisé par Paul Arcand a exposé sur la scène publique cette situation déplorable<sup>3</sup>.

Le présent mémoire s'intéresse à la situation des jeunes qui manifestent des troubles du comportement graves et récurrents même s'ils sont pris en charge par les agences de protection de l'enfance. En effet, malgré les services offerts, certains jeunes présentent des comportements persistants et susceptibles de compromettre gravement leur sécurité ou leur développement. Dans une telle situation, en vertu de l'article 11.1.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ), il est désormais possible d'envisager le recours à l'hébergement dans une unité d'encadrement intensif (EI). Pour procéder à ce type de placement sécuritaire, il faut toutefois se référer à des motifs cliniques et un cadre juridique<sup>4</sup>.

La pérennisation d'un climat institutionnel axé sur la discipline et l'emploi de mesures restrictives de liberté peut se comprendre au regard du concept d'inertie socioculturelle proposé par Lemay (2009). Ce concept permet d'expliquer comment l'avènement d'une réforme juridique peut produire peu de changement, car des pratiques et des représentations tendent à se perpétuer par la force des habitudes et des réflexes ancrés dans les traditions. À cette résistance au

---

<sup>2</sup> Protection de la jeunesse – 193 [1986] R.J.Q 736, 743 (C.S.).

<sup>3</sup> *Les voleurs d'enfance*, réalisation Paul Arcand, production Denise Robert et Daniel Louis, Montréal, 2005.

<sup>4</sup> Les dispositions du *Règlement sur les conditions du recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif* en vigueur au moment de l'étude se trouvent à l'annexe 1. Ce règlement a été adopté conformément à l'article 132k) de la LPJ. Ces conditions d'application sont entrées en vigueur le 8 novembre 2007 après avoir été publiées dans la Gazette officielle du Québec en date du 24 octobre 2007.



changement, s'ajoute l'influence de certains facteurs organisationnels qui peuvent amplifier les difficultés d'implantation.

Notre recherche vise à cerner le rapport qu'ont les intervenants avec la réforme de l'EI et l'impact de cette dernière sur le processus décisionnel d'admission et de révision, la gestion clinique du risque ainsi que les diverses composantes du programme. Le but de l'étude est de connaître la manière dont les intervenants perçoivent l'environnement juridique régissant le recours à l'EI et de comprendre comment ces représentations influencent au quotidien leurs pratiques. En théorie, ces intervenants devraient aussi tenir compte du mandat de leur établissement et des principes fondamentaux découlant de la *Convention relative aux droits de l'enfant* (CDE).

Le mandat du centre jeunesse consiste à offrir des services spécialisés afin de venir en aide aux enfants et adolescents qui présentent des difficultés d'adaptation, ainsi qu'à leur famille<sup>5</sup>. Pour remplir cette mission<sup>6</sup>, les établissements ont l'obligation d'assurer un réseau de services intégrés, accessibles, diversifiés et centrés sur la qualité ainsi que sur la continuité des interventions<sup>7</sup> (Pauzé, Toupin et Déry, 2000). Bref, un jeune hébergé dans un centre de réadaptation a le droit de bénéficier d'interventions appropriées en fonction de ses besoins et de sa situation<sup>8</sup>. En vertu de la LPJ, l'objectif inhérent à la prestation de service est de mettre fin à la situation qui compromet la sécurité ou le développement de l'enfant<sup>9</sup>.

Par ailleurs, dans les centres jeunesse, les décisions prises et les services rendus par les intervenants doivent respecter les droits et libertés garantis par les législations consacrées aux enfants. Rappelons qu'en 1996, le *Comité des droits de l'enfant* de l'Organisation des Nations-Unis, mandaté pour veiller à l'implantation de la CDE, a déterminé quatre principes fondamentaux à considérer pour interpréter et appliquer les lois destinées aux mineurs. Il s'agit

---

<sup>5</sup> Et ce, en vertu de trois législations, soit la *Loi sur les services de santé et services sociaux (LSSSS)*, la *Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)* et la *Loi sur le système de justice pénal pour les adolescents (LSJPA)*. Informations obtenues sur le site Internet de l'Association des centres jeunesse du Québec (ACJQ) à l'adresse: <http://www.acjq.qc.ca/?39697B18-66EB-4BE1-B9F2-3B097F9C5BD0>

<sup>6</sup> Conformément à l'article 84 de la LSSSS, la mission du centre de réadaptation est d'offrir des services aux personnes qui les requièrent.

<sup>7</sup> Art. 100 de la LSSSS

<sup>8</sup> Art. 8, 11.1 et 62 LPJ ; art. 3 al.2 de la *Convention relative aux droits de l'enfant* (CDE)

<sup>9</sup> Art. 2.3 al.a) LPJ

des principes de la non-discrimination, de la survie et du développement, de la participation au processus décisionnel et de l'intérêt supérieur de l'enfant<sup>10</sup>. La non-discrimination réfère au droit à un traitement juste et équitable. Le principe de la survie et du développement s'inscrit dans le droit à la vie et vise à offrir à l'enfant les conditions optimales afin de favoriser son développement. La participation de l'enfant dans les décisions qui le concernent implique que ce dernier puisse se prononcer et exprimer son point de vue. Son opinion importe, mais lorsque celle-ci s'avère incompatible avec le principe de l'intérêt de l'enfant, ce principe prévaut dans la décision<sup>11</sup>. En droit, l'intérêt de l'enfant est le principe suprême sur lequel se fondent toutes les décisions prises à son égard<sup>12</sup>.

Dans la recension des écrits, qui constituera le premier chapitre, il sera question de l'évolution historique des lois relatives au placement en unités sécuritaires d'enfants pris en charge pour des motifs de protection et des polémiques que cette pratique a suscitées dans le temps. Les constats qui en découlent permettront de préciser un cadre théorique reposant sur la notion d'inertie socioculturelle, l'effectivité du droit, ainsi que sur les facteurs organisationnels impliqués par tout changement de pratique. Ensuite, des éléments du cadre légal applicable seront présentés. Les critères décisionnels justifiant le recours à l'EI, les composantes et les modalités de l'actuel programme seront détaillées. Finalement, l'approche de gestion clinique du risque sera privilégiée afin de comprendre comment le recours à l'EI doit s'inscrire dans un continuum de services.

Le deuxième chapitre exposera la méthodologie qualitative qui a été mise à profit pour la réalisation de notre étude. Les modalités de recrutement des participants et le processus de collecte des entretiens effectués seront précisés. Au total, vingt-cinq intervenants du Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire (CJM-IU) et du Centre jeunesse de Laval (CJL) ont participé à cette recherche. Lors des entretiens, l'accent était mis sur ce que les répondants pensaient de la réforme ainsi que sur les changements produits par l'adoption de l'article 11.1.1 de la LPJ. Ensuite, une analyse thématique du contenu des entrevues a été réalisée.

---

<sup>10</sup> Respectivement : article 2 – 3 – 6 et 12 de la CDE. Bureau international des droits des enfants (2009), p.24. Ci-après BIDE.

<sup>11</sup> BIDE (2009), p. 27.

<sup>12</sup> Article 3 LPJ

Le troisième chapitre, présentant l'analyse des résultats issus de la collecte de données, sera découpé en fonction des sections suivantes : 1) l'origine de la réforme ; 2) les réactions individuelles concernant l'avènement de la réforme ; 3) les attitudes à l'égard du changement ; 4) les impacts de la réforme sur les pratiques ; 5) le profil des jeunes référés en EI ; 6) le processus d'admission en EI ; 7) la représentation du programme d'EI ; 8) les enjeux du processus de révision ; 9) la conception qu'ont les intervenants des principes de la gestion du risque. En dernier lieu, le portrait de trois pratiques d'intervention émergentes en lien avec l'EI sera dressé.

La discussion portera sur les effets de la réforme selon la typologie sur l'effectivité du droit de Demers (1996). Des liens entre les résultats de l'étude et ceux obtenus par les travaux de la CDPDJ, du MSSS et du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) seront faits. Notamment, il sera question de la mixité de la clientèle, des enjeux du processus de révision et de la gestion clinique du risque ainsi que des difficultés concernant la continuité des services. La conclusion traitera des limites de l'étude et des avenues possibles pour les travaux futurs de recherche.

## **CHAPITRE 1 : RECENSION DES ÉCRITS**

La première partie de cette recension des écrits retrace l'évolution des dispositions législatives concernant l'hébergement des mineurs en besoin de protection en centre de réadaptation. Ensuite, le cadre théorique sera élaboré à partir des travaux sur l'effectivité du droit, de la notion d'inertie socioculturelle et des facteurs organisationnels associés aux changements de pratique. Les éléments du cadre juridique régissant le recours à la mesure d'EI ainsi que les critères décisionnels feront l'objet d'approfondissement. Les modalités administratives et cliniques du programme d'EI seront aussi décrites. Pour clore ce chapitre, la pertinence de la présente étude sera exposée.

### **1-Survol historique de l'émergence des institutions de protection de la jeunesse**

Les premières institutions d'assistance publique consacrées à l'aide aux démunis ont été mises sur pied par les congrégations religieuses. Leurs établissements prenaient en charge l'hébergement et les soins à offrir aux enfants indigents (Malouin, 1996). À cette époque, le recours à l'internat semblait légitime puisque l'enfant était considéré comme un être faible. L'isolement permettait alors de le mettre à l'abri d'un environnement susceptible de le corrompre. L'objectif du placement en institution consistait à réformer les jeunes par le biais d'une rigoureuse discipline qui structurait au quart de tour le quotidien des pensionnaires (Malouin, 1996<sup>13</sup> ; Joyal, 2000a). La scolarisation était axée sur l'enseignement religieux et jumelée à l'apprentissage d'un métier.

La première législation relative aux enfants en difficulté fut adoptée à la demande des communautés ecclésiastiques qui réclamaient des moyens afin de mieux contrer l'errance, l'oisiveté et la délinquance chez les jeunes laissés à eux-mêmes (Joyal, 1999 ; 2000a). Ainsi, l'adoption de *l'Acte concernant les écoles d'industrie* et de *l'Acte concernant les écoles de réforme* visait à préserver l'ordre social menacé par le vagabondage et la criminalité juvénile. La préoccupation du législateur était alors de protéger la société par la prévention de la délinquance. Pour Joyal (1999), l'entrée en vigueur simultanée de ces deux lois illustre bien l'étroite association que les parlementaires faisaient entre le placement en école d'industrie, dont le but

---

<sup>13</sup> Malouin (1996) décrit l'évolution des pratiques d'intervention en internat en parallèle avec la modification de la conception de l'enfant. Elle identifie trois phases à l'évolution des méthodes de traitement. 1-L'âge de la réforme se caractérise par la discipline 2-L'âge de la réadaptation témoigne d'un adoucissement de la discipline grâce à la mise en place d'un système récompensant la bonne conduite 3-L'âge de la rééducation témoigne de l'émergence des pratiques issues de la psychoéducation. (p.203-211)

était de prévenir la délinquance et le placement en école de réforme, visant le redressement des jeunes délinquants. En pratique, la clientèle des garçons fut traitée sans distinction, les deux types de population ayant partagé les mêmes locaux (Malouin, 1996). Mais cela ne semble pas toujours avoir été le cas chez les filles. Malouin constate aussi que certaines institutions avaient déjà un double statut, soit celui d'école d'industrie et d'orphelinat spécialisée visant à préparer les jeunes au marché du travail. Par conséquent, la vocation de certains établissements faisait en sorte qu'ils recevaient et hébergeaient une clientèle hétérogène. Cette étroite association entre la protection des enfants négligés et la prévention de la délinquance a duré longtemps (Trépanier, 2000)<sup>14</sup>. Dans cette perspective, le mandat du centre de réadaptation était le même pour tous les enfants, peu importe qu'ils soient considérés comme des délinquants ou des jeunes en besoin de protection (Desrosiers et Lemonde, 2000).

En 1950, les écoles de réforme et d'industrie furent transformées en écoles de protection de la jeunesse ayant pour but de protéger et d'éduquer les enfants en difficulté (Malouin, 1996). « Cette dualité juridique reflète l'ambiguïté historique du mandat du centre de réadaptation et elle a d'importantes conséquences sur le respect des droits des jeunes. » (Desrosiers et Lemonde, 2000 : 440). Elle laisse encore sa trace de nos jours, notamment en ce qui concerne l'hébergement en EI pour les jeunes pris en charge en vertu de la LPJ.

En 1975, le Comité Batshaw « recommande que les centres d'accueil ne soient plus uniquement des milieux de vie institutionnels, mais plutôt des centres de services diversifiés susceptibles de répondre aux besoins spécifiques de chaque enfant. » (Joyal, 1999 : 255). Pour restreindre l'utilisation de méthodes restrictives de liberté, dont l'hébergement en milieu sécuritaire, les

---

<sup>14</sup> De 1908 à 1984, les dispositions de la loi fédérale pour les mineurs délinquants et celles de la loi provinciale sur les enfants en besoin de protection permettaient de traiter certains cas de délinquance en affaire de protection et vice versa. Dans la *Loi sur les jeunes délinquants* (LJD), une clause de transfert de compétence permettait à une province d'envoyer un jeune, coupable d'une infraction fédérale, dans une école d'industrie et de le traiter en vertu de la loi provinciale (Trépanier, 2000). Pour l'auteur, cela témoigne de la volonté des parlementaires fédéraux d'étendre le style d'intervention conçu pour la protection de l'enfance en danger aux mineurs délinquants. En 1912, un amendement à l'*Acte sur les écoles d'industrie* permit d'appliquer la LJD à certains types de comportements favorisant ainsi le recours à cette loi pour traiter des cas de protection (Boulais, 2003 ; Joyal, 1999; 2000a). Pour Trépanier (2000), cette modification montre qu'à l'époque, il n'était pas pertinent de distinguer la clientèle des enfants à protéger de celle des jeunes délinquants. Inversement, lors de l'adoption de la LPJ en 1977, il était possible de traiter plusieurs types d'infractions pénales via certaines dispositions du régime des mesures volontaire, jusqu'à leur amendement en 1984 (Joyal, 1999; Joyal et Provost, 2000).

auteurs du rapport insistaient sur la nécessité de développer des interventions et des ressources alternatives qui offrent à chaque jeune une solution appropriée à sa situation afin d'empêcher la détérioration de sa condition (Boulais, 1990 ; Joyal, 1999). Ils proposaient d'interdire l'admission dans une unité sécuritaire d'un enfant pris en charge en vertu d'une mesure de protection, mais dans certaines circonstances exceptionnelles, une ordonnance du tribunal aurait pu permettre le placement dans une telle unité (Joyal, 1999).

Depuis l'adoption de la LPJ en 1977, certaines polémiques juridiques et sociales persistent par rapport à l'hébergement des enfants en centres de réadaptation sécuritaires (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009 ; Desrosiers et Lemonde, 2000). Ce type d'hébergement se distingue des autres par l'intensité de l'encadrement statique et dynamique qui y prévaut (Lafortune, 2002 ; Tessier, 1998). Les éléments statiques sont liés aux caractéristiques de l'aménagement physique qui permettent de contrôler les déplacements et les comportements du jeune tandis que l'aspect dynamique renvoie aux modalités de la programmation, du soutien et de la présence des intervenants, bref des activités cliniques (MSSS<sup>15</sup>, 2005). À cet égard, les conditions de vie découlant de l'aspect dynamique paraissent plus déterminantes sur le vécu des jeunes que la simple désignation d'un lieu d'hébergement (Bélanger, Bernard et Montminy, 2005). Les deux prochaines sections tentent de relater les fondements à l'origine du débat qui porte sur l'EI et qui constituent les piliers de la réforme de 2007.

### 1.1-Problèmes et controverses antérieurs

Au sens de l'*Association des centres jeunesse du Québec* (ACJQ), l'EI est une mesure clinique de réadaptation ayant pour but de protéger le jeune ou son entourage et visant à mettre un terme à une situation qui compromet sa sécurité ou son développement (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). La détérioration de la situation à l'origine de la prise en charge et l'aggravation des difficultés comportementales du jeune peuvent accentuer la compromission initiale et motiver le recours à l'EI (Lafortune, Lachance & Fenchel, 2010). Tel que le mentionne le MSSS, la «liberté [d'un jeune placé en centre de réadaptation] s'avère être modulée en fonction, d'une part, de ses besoins de réadaptation, et, d'autre part, des services spécialisés qu'il requiert.» (2005 : 5). Ainsi, la privation de liberté se justifie par la nécessité d'assurer la protection (MSSS, 2006). C'est dans le prolongement de cette vision que doit s'inscrire l'EI, considéré comme un moyen de garantir à

---

<sup>15</sup> Ministère de la Santé et des Services sociaux

l'enfant le droit à la protection, et la santé, ainsi que celui de recevoir des soins adaptés à ses besoins.

Par ailleurs, les diverses législations, tant au plan international qu'au niveau provincial et fédéral, reconnaissent le droit de l'enfant à la liberté. Celle-ci ne peut être restreinte qu'en conformité avec les principes de la loi et le respect des droits fondamentaux (Bélanger, Bernard & Montminy, 2005 ; Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). Avant l'ajout de l'article 11.1.1 à la LPJ en 2007, les pratiques relatives à l'EI ont été contestées devant les tribunaux, ce que relatent les prochains paragraphes.

### 1.2-La remise en question de la légalité de l'encadrement intensif

Pour ceux qui en contestaient la légalité, l'EI ne respectait pas les droits reconnus aux articles 7 et 9 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (CCDL). Ceux-ci stipulent que «chacun a droit à la vie et à la sécurité de sa personne ; qu'il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale» et que «chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires.»<sup>16</sup>. L'analyse juridique effectuée par la CDPDJ montre qu'avant 2007, le recours à l'EI ne satisfaisait pas aux obligations découlant de ces deux articles (Tessier, 1998). Pour mieux comprendre le raisonnement menant à cette conclusion, il nous faut présenter l'évolution des dispositions de la LPJ concernant le placement dans les unités sécuritaires des jeunes en besoin de protection.

### 1.3- Les dispositions relatives aux unités sécuritaires

Au moment de préciser le contenu de la LPJ en 1977, le législateur confiait au Tribunal le pouvoir d'ordonner le placement d'un enfant âgé de 14 ans et plus dans une unité sécuritaire. Mais lors de l'entrée en vigueur de la loi en 1979, aucun règlement, balisant cette procédure, n'avait été adopté, ce qui eut pour effet de rendre inopérante, au sens juridique, la définition de ce

---

<sup>16</sup> Ces principes fondamentaux de justice sont réaffirmés à l'article 24 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* (CQDL) ainsi que dans l'article 9 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (Tessier, 1998). La CDE reconnaît aussi à l'enfant la protection contre la privation illégale ou arbitraire de liberté. Aussi l'article 37a) de la CDE stipule que tout enfant a le droit d'être protégé contre les traitements cruels et dégradants.



type d'hébergement<sup>17</sup>. La même situation d'impasse entraînée par la non-adoption d'un règlement a été produite par l'introduction de l'article 1 h) définissant le concept d'unité sécuritaire (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009).

En 1981, en s'appuyant sur l'article 62 de la LPJ, la Cour d'appel décidait que le choix de l'établissement où serait hébergé un jeune appartenait au directeur du centre d'hébergement (Boulais, 1990 ; 2003). L'année suivante, le Rapport de la commission parlementaire spéciale sur la protection de la jeunesse recommandait que les unités sécuritaires soient utilisées exclusivement pour les délinquants dangereux. Il ajoutait que dans des circonstances exceptionnelles elles pourraient accueillir, à l'écart des délinquants, des jeunes manifestant des troubles de comportements compromettant la sécurité d'autrui (Desrosiers et Lemonde, 2007). Toutefois, pour les auteurs du rapport, l'hébergement dans une telle unité devait préalablement faire l'objet d'une autorisation judiciaire (Boulais, 1990).

En 1984, le législateur a amendé la LPJ et abrogé toute référence aux unités sécuritaires, retirant ainsi les dispositions autorisant les privations de liberté inhérente à l'hébergement dans les unités d'EI (Tessier, 1998). À ce sujet, Boulais (1990 : 82) considère que :

«La disparition des articles 1 al. 1h), 47 c) et 91 al. 1 e) retirait à la fois les conditions objectives d'accès aux mesures d'hébergement sécuritaire et privait les enfants et les adolescents de tout contrôle judiciaire préalable à ces types d'hébergement. »

Aux yeux du Comité de la protection de la jeunesse<sup>18</sup>, cet amendement a probablement contribué à prolonger l'absence de distinction entre les jeunes délinquants et les jeunes à protéger (Boulais, 1990). La décision d'abolir la notion d'unité sécuritaire avait pour but de remplacer l'encadrement physique et statique par un encadrement humain et dynamique (Desrosiers et Lemonde, 2007). Toutefois, après avoir pris cette décision, le ministre a reconnu la nécessité de maintenir certaines ressources restrictives de liberté en matière de protection. Il a alors introduit l'article 11.1 qui précise qu'un enfant hébergé doit l'être dans un lieu approprié à ses besoins et au respect de ses droits, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur

---

<sup>17</sup> Boulais (1990) note que les requêtes d'hébergement sécuritaire furent rejetées par le Tribunal faute de réglementation. Selon cet auteur, le problème résidait dans la difficulté, pour le gouvernement et les centres d'accueil, de définir et de déterminer les lieux visés par ce décret.

<sup>18</sup> Maintenant devenu la CDPDJ.

ainsi qu'en fonction des ressources humaines, matérielles et financières dont l'organisation dispose.

Cette disposition a confirmé l'importance des droits et besoins de l'enfant tout en exigeant qu'il y ait un lien entre ceux-ci et les services offerts dans l'unité où il est hébergé (Boulais, 2003). Cependant, elle n'est pas suffisante pour recourir en toute légalité à la mesure d'EI, car même si la loi a aboli le concept d'unité sécuritaire, pour Tessier (1998 : 5) :

«Les tribunaux ont par ailleurs reconnu que le caractère d'une institution ne dépend pas de la définition légale du milieu d'internement, mais des conditions factuelles dans lesquelles un enfant particulier est hébergé. [...] La situation de fait dans laquelle se trouve l'enfant est celle qui permet d'évaluer la légalité de son placement.<sup>19</sup>».

#### 1.4- Un jugement déterminant

En 1986, un arrêt déclarant illégal le recours à l'hébergement en unité d'EI a fait jurisprudence<sup>20</sup>. Dans cette cause, une adolescente placée en centre de réadaptation pour des motifs de protection a contesté son transfert dans une unité où le régime de vie était conçu pour accueillir de jeunes contrevenants. Le juge a souligné qu'en amendant l'article 1 h), le législateur avait manifesté son intention de «distinguer les mécanismes d'intervention applicables en matière de protection de la jeunesse de ceux qui sont applicables en matière de délinquance» (p.737). Il en a déduit que l'adolescente avait subi une privation de sa liberté résiduelle équivalant à une «nouvelle détention», ce qui devrait avoir son propre fondement juridique (p.740). Finalement, en citant l'affaire *Miller*, il a conclu que : «Les motifs d'agir du directeur, si sérieux puissent-ils être, ne sont pas des "motifs prévus par la loi"» (p.741) et que les garanties juridiques inhérentes à l'application de l'article 24 de la CQDLP avaient été brimées. Il a rejeté ainsi l'argument de la défense formulant que l'unité où séjournait l'adolescente était un centre d'accueil comme un autre. Cette décision fut portée en appel. Mais puisque l'affaire n'a pas été traitée, la controverse entre le pouvoir administratif du *Directeur de la protection de la jeunesse* (DPJ) et celui du tribunal n'a pas été véritablement tranchée (Boulais, 2003).

---

<sup>19</sup> Nous soulignons.

<sup>20</sup> Protection de la jeunesse – 193 [1986] R.J.Q 736, 743 (C.S.). Les jugements subséquents reprirent essentiellement le même argumentaire (Boulais, 1990).

De son côté, l'ACJQ ne partageait pas cet avis. Selon l'interprétation de la LPJ faite par ses avocats, le législateur aurait laissé au DPJ la discrétion de choisir le lieu d'hébergement qui répond le mieux aux besoins du jeune (ACJQ, 2000). Conformément à l'article 62 de la LPJ, en ordonnant un placement, le tribunal délèguerait au DPJ le choix de l'endroit qui convient le mieux aux besoins de l'enfant. C'est le DPJ qui a la responsabilité de s'assurer que l'hébergement se déroule dans les conditions adéquates. Dans cette optique, l'article 11.1 déjudiciarise le recours à l'EI en permettant «aux autorités sociales de réguler l'accès aux ressources sécuritaires ou d'encadrement intensif et d'identifier les jeunes qui, en raison de leur comportement, doivent y être maintenus.» (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009 : 25).

Depuis la réforme de 2007, le pouvoir discrétionnaire délégué au DPJ est reconnu par les tribunaux. En effet, dans une requête faite en vertu de l'article 11.1.1, la juge Lefebvre a conclu que le DPJ est le mieux placé pour apprécier la situation d'un jeune puisque sa compétence et son expertise clinique en matière d'évaluation des besoins spécifiques de réadaptation surpassent celle du tribunal<sup>21</sup>. Cette marge de manœuvre dans l'exécution de l'ordonnance de placement permet désormais au DPJ d'adapter l'intervention aux situations. «Les contraintes propres à l'intervention judiciaire ne permettent pas de faire face adéquatement aux crises ponctuelles qui nécessitent une intervention immédiate» (Boulais, 2003 : 278). Dans cette optique, le recours au tribunal pour entériner une mesure d'EI paraît nuire à la possibilité d'apporter une réponse rapide et adaptée. Bref, pour les défenseurs de l'EI, le critère de l'intérêt de l'enfant jumelé aux impératifs cliniques découlant du besoin de protection justifie le recours rapide à des mesures restreignant la liberté résiduelle.

En 1992, la Commission Jasmin recommandait déjà que le niveau d'encadrement, qui dépend des dimensions dynamiques et statiques des modalités d'intervention, puisse être modulé en quantité et intensité pour répondre efficacement aux besoins du jeune (Boulais, 2003). Pour les auteurs du rapport, la compétence clinique nécessaire pour déterminer le dosage requis d'encadrement relève de l'expertise des professionnels de première ligne, quotidiennement en contact avec le jeune. Afin d'éviter que des considérations autres que cliniques n'influencent la décision, ils recommandaient la mise en place d'un recours administratif pour encadrer l'application de l'EI.

---

<sup>21</sup> Protection de la jeunesse - 0830, 2008 QCCQ 3371 (CanLII).

### 1.5-Constats sur l'hébergement des mineurs et inertie socioculturelle

Deux considérations ressortent de l'historique sur l'hébergement des jeunes en centre de réadaptation. Premièrement, la chronologie relatée ci-haut témoigne d'une confusion entourant les objectifs poursuivis par l'hébergement sécuritaire en centre de réadaptation de jeunes en besoin de protection. En effet, à l'époque des écoles de réforme et d'industrie, l'objectif de ces institutions était de protéger la société contre les délinquants ou les jeunes susceptibles de le devenir. La prévention du crime s'effectuait par l'entremise d'une rigoureuse discipline<sup>22</sup>.

En s'inspirant des travaux de Lemay (2009), il est possible d'expliquer par le phénomène de l'inertie socioculturelle la perpétuation de méthodes disciplinaires empreintes d'usages de type autoritaire, hiérarchique et correspondant aux visées paternalistes de l'époque. Cette résistance au changement peut avoir engendré les écarts observés entre les pratiques concrètes et les idéaux prônés aux plans juridique et clinique. Tel que le montre l'analyse jurisprudentielle de l'auteure, le temps doit faire son œuvre pour que les changements législatifs puissent modifier des habitudes, croyances et comportements bien ancrés dans les pratiques. Sous l'effet de l'inertie, le système de protection de l'enfance pourrait perpétuer des pratiques éducatives non respectueuses des «nouveaux» droits de l'enfance à cause de la persistance inconsciente de certaines croyances les justifiant. Dans ce contexte, serait-il possible que l'habitude reproduise aveuglément, chez les intervenants en centre de réadaptation, cette croyance que l'enfant devrait être enfermé pour son bien? Ou bien que la protection de la société passe par l'enfermement des jeunes récalcitrants?

Deuxièmement, ce survol historique illustre comment les jeunes hébergés pour des motifs de protection ont parfois été hébergés dans les mêmes institutions que les jeunes délinquants. Cette mixité de la clientèle s'explique elle aussi par l'inertie socioculturelle. Tel que le rappelle Lemay (2006 ; 2011), le domaine d'application de la LPJ est clair et sans équivoque. On ne peut

---

<sup>22</sup> S'intéressant à l'étude de la discipline chez les enfants, Gordon (2003) constate que l'usage des méthodes punitives est encore fréquemment employé puisque le recours à ces moyens est supporté par l'article 43 du Code criminel canadien. Dans le même ordre d'idées, pour assurer une meilleure protection de l'enfant, Cliche (2007) revendique l'abolition de cet article. Cependant, les partisans de la discipline traditionnellement axée sur le pouvoir de l'adulte s'opposent à de tels changements s'appuyant sur la consolidation des droits de l'enfant, car ils y voient la perte de leurs privilèges ancestraux (Gordon, 2003).

mobiliser cette loi qu'en face d'un mineur à protéger, la dimension pénale étant sous la juridiction fédérale (LSJPA). La protection de la société contre les actes du mineur relevant d'une motivation pénale, elle excède la juridiction de la LPJ. L'invoquer porte ainsi atteinte aux droits fondamentaux de l'enfant. Il est illégal de recourir à la LPJ en présence de motivation autre que la protection de l'enfant. En toute logique, l'hébergement en EI d'un jeune pris en charge en vertu de la LPJ doit être exclusivement justifié par l'urgence de le protéger et non pas de protéger la société. Tel que le prescrit la LPJ, toutes les décisions et interventions doivent être fondées sur l'objectif d'enrayer la situation de compromission<sup>23</sup>.

Serait-il possible que, malgré l'adoption de l'article 11.1.1, les décisions concernant l'EI perpétuent des motivations héritées d'une époque où l'enfant n'était pas considéré comme un sujet de droit? Quels sont les motifs justifiant le recours au programme d'encadrement intensif? Relèvent-ils de la protection de la jeunesse, comme cela devrait être le cas, ou visent-ils à protéger la société en punissant des actes regardés comme répréhensibles? Les travaux de Lemay justifient que ces questions soient posées. Afin de bien saisir les impacts de la réforme de l'EI, la prochaine section présente la typologie qui sera utilisée pour interpréter et donner sens aux résultats de cette étude.

## **2- La typologie de l'effectivité du droit de Demers**

Tel que l'ont rappelé plusieurs participants lors de la Conférence internationale tenue dans le cadre du 15e anniversaire de la CDE, conférer des droits aux enfants n'est pas suffisant, encore faut-il mettre en place des conditions permettant leur application réelle (Joyal, Noël et Feliciati, 2005). Par exemple, Lemay (2000) observe à quel point le recul historique de la puissance parentale et les choix du législateur québécois en matière de reconnaissance de l'enfant comme un sujet de droit produisent peu de changements à l'intérieur du monde scolaire. Ce constat est cohérent avec le concept d'inertie socioculturelle, selon lequel plus une habitude sociale est ancrée depuis longtemps, plus il faut du temps pour qu'un changement législatif produise ses effets. En d'autres mots, les habitudes et réflexes d'autrefois se maintiennent dans le temps sans que les acteurs en aient conscience.

---

<sup>23</sup> Article 2.3 al. a) de la LPJ

Pour analyser les effets de la réforme concernant l'EI, la typologie de l'effectivité du droit développée par Demers (1996 : 68) sera mise à contribution, car elle «constitue un point de départ utile à une interrogation sur la réalisation sociale du droit.». En s'appuyant sur une revue de la littérature abondante, cette auteure a élaboré une classification des effets susceptibles de se produire à la suite d'un changement dans la législation. Cette typologie est basée sur trois catégories dichotomiques. Premièrement, la concrétisation des effets peut être concrète ou symbolique. Les effets concrets sont ceux qui se manifestent par des comportements directement observables et des actions. Les effets symboliques relèvent de la mentalité des acteurs et réfèrent aux représentations, aux opinions ainsi qu'aux valeurs véhiculées par les participants. Deuxièmement, au niveau temporel, on distingue les effets immédiats, qui renvoient aux réactions survenues dès la mise en œuvre d'un changement de loi, aux effets différés qui sont ceux dont l'apparition est retardée. Troisièmement, les effets sont répertoriés en fonction de l'intention de législateur. Dans cette optique, certaines conséquences résultent des objectifs poursuivis par la réforme juridique ; c'est-à-dire qu'ils ont été voulus par le législateur. D'autres impacts du changement implanté par la loi se révèlent non intentionnels. Ces derniers peuvent entraîner des résultats positifs ou négatifs. Les trois catégories ne sont pas mutuellement exclusives ; un impact spécifique pouvant se retrouver dans plusieurs d'entre elles. Par exemple, la diminution du nombre de jeunes hébergés dans les unités d'EI est à la fois un effet concret, immédiat et voulu. La section suivante présente les éléments organisationnels qui font en sorte que le changement peut prendre du temps à se concrétiser au sein d'une institution.

### **3-Facteurs à considérer lors de l'implantation d'un changement**

En plus du phénomène d'inertie socioculturelle, une résistance au changement peut être influencée par des facteurs qui sont propres à l'organisation. Gagnon (2012 : 3) définit le changement organisationnel comme «toutes modifications de situation voulues et initiées par la direction.». Tel que le relate cet auteur, le changement organisationnel est un processus complexe, dont le résultat est incertain. Il en présente trois caractéristiques principales. D'abord, le changement organisationnel s'inscrit en rupture avec les traditions et les pratiques passées. Ensuite, lors de l'implantation d'un changement, les nouvelles pratiques passent par une période de coexistence avec les anciennes. Finalement, au sein des organisations, le changement est

récurrent. Cette dernière caractéristique peut influencer négativement sur la perception qu'en ont les acteurs.

Des chercheurs de l'Université du Texas ont développé et validé empiriquement un modèle organisationnel de la disposition au changement (Simpson et Flynn, 2007, 2009). Selon eux, l'implantation d'un changement au sein d'une institution est déterminée par plusieurs facteurs. Premièrement, sur le plan de la motivation, le personnel doit percevoir la nécessité, l'utilité et la pertinence du changement proposé. Pour ce faire, il importe que les employés soient impliqués dans les décisions concernant l'orientation du changement et la planification du processus d'implantation. Constatant, eux aussi, que la non-implication des intervenants nuit à l'implantation de programmes Pauzé et Touchette (2010 : 9) écrivent que :

«Ce manque de consultation est peu susceptible de faire naître l'engagement des intervenants dans une démarche de changement et contribue certainement au fait que certaines formations génèrent plus de frustrations que d'enthousiasme, mettant ainsi en péril le succès de l'opération.»

Dans un tel contexte, les auteurs ont constaté que les pratiques n'évoluent que peu, car les intervenants tendent à critiquer et remettre en question la pertinence du programme à implanter.

Deuxièmement, au niveau de l'organisation, les dirigeants doivent soutenir et valoriser le changement souhaité. En d'autres mots, ils sont responsables d'offrir et d'assurer les conditions requises pour l'implantation (Pauzé et Touchette, 2010). Tout d'abord, au niveau du transfert des connaissances, il est nécessaire d'offrir une formation pour permettre aux intervenants de développer les compétences nécessaires à l'implantation du changement. Ensuite, le changement doit être soutenu par une supervision clinique. En contrepartie, certains facteurs organisationnels peuvent nuire à l'implantation, notamment : le roulement de personnel, la surcharge de travail, le manque de temps et l'impression de redondance avec les pratiques actuelles.

Finalement, l'implantation d'un changement est aussi influencée par la nature de ce dernier : plus les nouvelles procédures seront complexes et plus le changement présentera un défi. Dans cette optique, un programme aux modalités flexibles, compatibles avec d'autres approches d'intervention, qui s'adaptent à la culture et aux valeurs du milieu, s'implantera plus facilement.

À la lumière de ces connaissances sur le changement organisationnel, on peut se demander quels ont été les effets de la mise en œuvre de l'article 11.1.1 de la LPJ sur les pratiques? L'implantation de cette réforme s'est-elle heurtée à des facteurs organisationnels nuisibles au changement?

Maintenant qu'ont été exposés les éléments du cadre théorique qui balisera l'analyse des résultats, les prochaines sections seront consacrées à la définition du cadre légal régissant l'EI ainsi qu'à la présentation des principales composantes du programme.

#### **4-L'environnement juridique balisant le recours à l'encadrement intensif**

Les composantes du cadre légal actuellement en vigueur<sup>24</sup> seront abordées sous l'angle des droits de l'enfant. En guise d'entrée en matière, les finalités de la réforme selon l'intention du législateur seront présentées. Ensuite, les différentes composantes du cadre juridique applicable au recours à l'hébergement dans une unité d'EI seront définies et explicitées.

##### **4.1-Les finalités de la réforme selon l'intention du législateur**

Tel que le soulignent Brault, Lachance & Sarrazin (2009), l'élaboration du nouveau cadre légal poursuivait les quatre objectifs que voici :

1. Assurer que le recours à ce type d'hébergement soit respectueux des droits reconnus aux jeunes.
2. Rappeler le caractère restrictif de ce type d'hébergement.
3. Appuyer la logique décisionnelle sur un processus d'évaluation clinique et administratif cohérent ainsi que sur des pratiques reconnues.
4. Favoriser la recherche de solutions alternatives avant de recourir à l'encadrement intensif.

C'est dans le but de garantir le respect des divers droits des enfants que les modifications juridiques entourant le recours à l'EI ont été adoptées (ACJQ, 2007; Desrosiers et Lemonde, 2007; Naves et Touahria-Gaillard, 2009). En encadrant l'utilisation de ce type d'hébergement, le législateur a permis « un meilleur équilibre entre le droit d'un enfant à la protection et son droit à

---

<sup>24</sup> Consulter l'annexe 1 pour le libellé de l'article 11.1.1 et du Règlement.



la liberté. » (Desrosiers et Lemonde, 2007 : 397). Selon ces juristes, en balisant les motifs permettant de recourir à l'EI et en rappelant les garanties procédurales à respecter, le législateur manifestait l'intention de réduire la durée et la fréquence d'utilisation de ce type d'hébergement.

Les données obtenues par la CDPDJ nous permettent d'avoir une idée de l'ampleur du recours à l'EI (Lebrun, Noël et Montminy, 2011). Pour l'ensemble du Québec, entre novembre 2007 et septembre 2010, 1647 jeunes ont été hébergés en EI, ce qui représentait un total de 3601 séjours. Toujours selon cette source, malgré une grande disparité dans le recours à l'EI d'un centre jeunesse à l'autre, les analyses indiquent la diminution, au fil du temps, de l'utilisation de cette mesure dans quatre établissements sur seize.

#### 4.2- Cadre juridique applicable et principaux concepts

Les prochaines sections détailleront les obligations et les concepts inhérents au cadre juridique régissant désormais les pratiques d'EI.

##### *4.2.1-Respect des droits fondamentaux*

Tel que mentionné à l'article 11.1.1, le recours au programme d'EI doit s'exercer conformément aux conditions prévues par la loi. Pour supporter l'implantation du nouveau cadre légal dans les organisations, l'article 4 du règlement indique que chaque centre jeunesse doit faire adopter par le conseil d'administration de l'établissement une politique en matière d'EI. Cette obligation vient accentuer l'importance de respecter les droits des jeunes. Il en résulte la parution de guides<sup>25</sup> qui viennent clarifier et préciser les motifs justifiant le recours au programme de réadaptation dans une unité d'EI (ACJQ, 2007).

Lorsque deux droits fondamentaux s'opposent, en l'occurrence le droit à la liberté et celui à la protection de son intégrité physique et psychologique, l'application de l'article 9.1 de la CQDLP et l'article 1 de la CCDL prône la recherche de la solution la plus juste et équitable (Kirouack, 2009). En 1985, les membres du Comité de la protection de la jeunesse avaient élaboré trois critères à prendre en considération afin de décider de recourir à un hébergement sécuritaire

---

<sup>25</sup> Au niveau provincial : «*Cadre de référence pour l'adoption d'un protocole relatif à la mise en place d'un programme de réadaptation avec hébergement dans une unité d'encadrement intensif*» (ACJQ, 2007). Au niveau local : «*Protocole sur le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif dans les installations du CJM-IU*» (CJM-IU, 2008).

(Boulais, 1990). Pour eux, ce type de placement doit : 1) s'inscrire à la suite d'un processus judiciaire ; 2) considérer le critère de dangerosité ; 3) répondre aux besoins manifestés par le jeune.

Afin de s'assurer que la privation de liberté inhérente à l'hébergement dans une unité d'EI soit justifiée juridiquement, les standards de pratiques et les orientations du MSSS proposent de transposer les règles de droit contenues dans l'arrêt *Oakes*. Voici plus précisément les questions que le décideur devrait se poser avant d'envisager une mesure restrictive de liberté comme l'EI :

« 1- L'objectif poursuivi est-il suffisamment important pour justifier la restriction ou la suppression d'un droit? On réfère ici à un objectif se rapportant à des préoccupations "urgentes ou réelles" dans une société libre et démocratique.

2- Les moyens retenus pour atteindre cet objectif sont-ils proportionnés?

Trois éléments doivent alors être considérés selon la Cour suprême :

- le moyen adopté doit avoir un lien rationnel avec l'objectif poursuivi, ce qui implique que les mesures ne doivent être ni arbitraires, ni inéquitables, ni fondées sur des considérations irrationnelles;
- le moyen choisi doit être de nature à porter le moins possible atteinte au droit à la liberté en question;
- le moyen doit avoir des effets proportionnés à l'objectif : plus les effets préjudiciables d'une mesure sont graves, plus l'objectif doit être important. » (MSSS, 2005 : 3 & MSSS, 2006 : 4).

Pour le MSSS, l'application de ces critères de rationalité et de proportionnalité à la prise de décision permet de respecter le droit à la liberté. Les composantes dynamiques et statiques de l'intervention doivent être modulables en quantité et en intensité pour répondre aux besoins du jeune. Pour ce faire, il importe de démontrer la correspondance entre ceux-ci et les services offerts, de même que le lien entre la mesure prise et l'atteinte de l'objectif visé (Boulais, 2003). Comme mentionné dans l'historique, il est admis que la détermination du dosage individuel des composantes dynamiques et statiques de l'intervention relève surtout de la compétence clinique des professionnels en contact avec le jeune.

#### *4.2.2-L'autorité compétente et le droit de contester la décision*

Le pouvoir de recourir au programme d'EI a été délégué par le législateur au DPJ ou à la personne qu'il désigne par écrit. Conformément aux prescriptions de l'article 11.1.1, le Tribunal de la jeunesse n'a pas le pouvoir d'ordonner l'hébergement d'un enfant dans une unité d'EI. Il est

cependant l'autorité compétente pour entendre les litiges en cette matière et il a juridiction pour réviser la décision du DPJ<sup>26</sup>. Sur les sept jugements recensés en date du 26 avril 2012<sup>27</sup> relatifs à la contestation d'une décision d'EI, un seul ordonne la fin immédiate de l'hébergement en EI<sup>28</sup>. Dans ce cas spécifique, la preuve a établi que, durant son séjour, le jeune avait entrepris des démarches dans le but d'obtenir de l'aide pour ses difficultés<sup>29</sup>. Cette amorce de changement jumelé à la reconnaissance de ses problèmes et à la dispense de services externes a fait en sorte que le juge considère le risque gérable par le dispositif habituel du centre de réadaptation. C'est l'enclenchement d'un processus de recherche d'aide qui a justifié la cessation du placement en EI.

#### *4.2.3-Décision écrite et motivée*

Tel que précisé au troisième alinéa de l'article 11.1.1, la décision de recourir à EI doit faire l'objet d'une mention détaillée au dossier du jeune, précisant les motifs et la période d'application. En vertu de l'article 63 de la LPJ, la CDPDJ doit recevoir un avis pour tous les jeunes ayant fait l'objet d'une décision d'orientation vers le programme d'EI. Cette obligation légale est renforcée dans les protocoles administratifs (ACJQ, 2007). Cette formalité s'effectue automatiquement lorsque le conseiller à l'Accès saisit la décision dans le système informatisé (CJM-IU, 2008).

#### *4.2.4-Droit d'être informé et celui de participer au processus décisionnel*

La LPJ octroie une place importante à la participation active du jeune et de ses parents dans les prises de décisions et le choix des mesures qui s'imposent (Demers, 2009; Naves et Touahria-Gaillard, 2009). Pour assurer le respect du droit d'être informé, les balises, les motifs justifiant la décision et les recours possibles doivent être expliqués le plus rapidement possible à l'enfant et ses parents (ACJQ, 2007; CJM-IU, 2008). Pour ce faire, lors de la rencontre d'admission dans

---

<sup>26</sup> S'ils sont insatisfaits des services reçus lors d'un séjour dans une unité d'encadrement intensif, le jeune ou ses parents peuvent aussi utiliser les recours usuels mis à leur disposition en s'adressant au comité des usagers du centre jeunesse ou en dénonçant la situation au commissaire local aux plaintes et à la qualité des services. Si la réponse de cette instance ne les satisfait pas, ils peuvent poursuivre leur démarche en s'adressant au Protecteur du citoyen. Pour faire valoir un de leurs droits qui aurait été brimé, ils peuvent se plaindre à la CDPDJ (Brault et coll., 2009).

<sup>27</sup> Les références de ces sept jugements sont disponibles à l'annexe 2. Recensement effectué en date du 26 avril 2012 dans la base de données CanLII.

<sup>28</sup> Protection de la jeunesse – 1021, 2010 QCCQ 5145 (CanLII).

<sup>29</sup> Il a contacté un organisme spécialisé en toxicomanie et fait appel à de l'aide psychologique.

l'unité d'EI, le jeune se verra remettre un dépliant d'information spécialement conçu à cet effet et diffusé par le MSSS (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). Dans son jugement concernant la contestation d'un hébergement en unité d'EI, la juge Lefebvre<sup>30</sup> convient que la remise de ce dépliant avec l'explication de son contenu et des motifs justifiant cette mesure est suffisante pour remplir la condition légale.

#### *4.2.5-La durée de l'hébergement*

L'amendement vient circonscrire la durée du séjour. Il faut d'abord préciser qu'un placement dans une unité d'EI pour un jeune qui fait l'objet d'une demande de mesure de protection immédiate<sup>31</sup> ne peut excéder 48 heures sans prolongation judiciaire<sup>32</sup> (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009; CJM-IU, 2008; Despatie, Dunberry et Waddell, 2009). Pour ceux qui sont placés dans une unité d'EI en vertu d'une ordonnance d'hébergement obligatoire en centre de réadaptation<sup>33</sup>, le séjour doit prendre fin dès que sont disparus les motifs ayant justifié le recours à cette mesure (ACJQ, 2007; CJM-IU, 2008; Despatie, Dunberry et Waddell, 2009).

De manière générale, la loi précise que la situation d'un jeune qui est placé en EI doit faire l'objet d'une réévaluation minimalement tous les mois ou dès qu'un changement significatif survient. Le MSSS précise dans ses orientations qu'un séjour en EI «ne peut excéder trois mois, à moins que les motifs qui le justifient soient toujours présents.» (2006 : 9)<sup>34</sup>. En conséquence, le nouveau cadre légal renforce le droit du jeune de n'être privé de sa liberté qu'en conformité avec les principes juridiques (Desrosiers et Lemonde, 2007).

Dans son rapport de mise en œuvre des amendements à la LPJ, la CDPDJ observe de grandes disparités entre les centres jeunesse par rapport à la durée des séjours en EI (Lebrun, Noël et Montminy, 2011). Elle varie entre des séjours très courts de quelques heures ou quelques jours à des périodes de plus de 170 jours ou même 368 jours. La pertinence de tels écarts est mise en

---

<sup>30</sup> Protection de la jeunesse - 0830, 2008 QCCQ 3371 (CanLII).

<sup>31</sup> Article 79 et 46 de la LPJ.

<sup>32</sup> Article 47 de la LPJ.

<sup>33</sup> Article 91 al. j) de la LPJ.

<sup>34</sup> Cependant, la politique administrative mise en place par le CJM-IU est plus rigoureuse et stipule que la première révision doit être réalisée deux semaines après le début de l'hébergement et si celui-ci se poursuit, la seconde révision devra avoir lieu au plus tard quinze jours après (CJM-IU, 2008 et Despatie, Dunberry et Waddell, 2009).

doute par la Commission. Les données indiquent que la durée moyenne des séjours tourne habituellement autour de 27 à 50 jours. Concernant la récurrence du recours à l'EI, un peu plus de la moitié des jeunes n'ont fait qu'un seul séjour. Près de 36% des jeunes ont été orientés en EI de 2 à 4 reprises. Les 23 jeunes qui ont fait 10 séjours ou plus représentent 1,4% de tous les jeunes ayant bénéficié du programme d'EI. Les résultats indiquent que le taux de récurrence fluctue selon les établissements.

#### *4.2.6- L'âge du jeune*

Désormais, l'âge d'admissibilité au programme d'EI est balisé. Conformément à l'esprit de la loi, la référence d'un jeune de moins de quatorze ans doit être appuyée par une double autorisation : celle de la personne désignée par le directeur général du centre de réadaptation et celle venant personnellement du DPJ (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). Considérant cette prérogative, légalement aucune limite d'âge minimale n'est fixée pour recourir au programme d'EI, mais du point de vue clinique cette mesure ne s'adresse pas à un jeune ayant moins de douze ans. Le MSSS (2006) recommande que cette mesure soit appliquée aux jeunes de quatorze ans et plus et il rappelle que l'utilisation pour les moins de quatorze ans doit être exceptionnelle. Cependant, les données obtenues par la CDPDJ indiquent que cinq centres jeunesse hébergent en EI des jeunes de moins quatorze ans, dont un qui a eu recours à cette mesure pour des jeunes de dix ans (Lebrun, Noël et Montminy, 2011). Les répercussions de ces écarts d'âge sur les conditions de vie et sur la réponse offerte par les unités d'EI aux besoins des jeunes préoccupent la CDPDJ.

#### *4.2.7- Les comportements à risque*

Le programme de réadaptation avec hébergement dans une unité d'EI est destiné au jeune qui présente un « risque sérieux de danger pour lui-même ou pour autrui ». Cependant, la notion de risque est sujette à interprétation (Desrosiers et Lemonde, 2007). À cet égard, dans un jugement concernant une requête contestant un hébergement en EI, le juge Boudreau<sup>35</sup> utilise la définition du Multidictionnaire de la langue française dans l'interprétation de l'expression «risque sérieux». Par conséquent, le concept du risque correspond à une «possibilité d'accident, de malheur» et l'adjectif «sérieux» réfère à la dangerosité et à la gravité.

---

<sup>35</sup> Protection de la jeunesse - 0822, 2008 QCCQ 3356 (CanLII), page 7.

De son côté, le juge Lévesque<sup>36</sup> reconnaît que les notions de danger et de risque sont difficiles à évaluer, car elles évoluent en fonction du temps. Il transpose l'analyse effectuée par Boulais de la notion de «risque de tort sérieux» applicable à l'article 79 de la LPJ et conclut qu'«Il n'est pas nécessaire que le danger soit actuel, mais il doit être quand même bien réel.» (p.8). Dans son examen jurisprudentiel, Boulais (2003 : 327) ajoute que «Les termes "tort sérieux" visent non seulement la santé physique, mais aussi les préjudices affectifs, moraux ou psychologiques. Le risque doit être analysé en prenant en considération l'âge de l'enfant, sa fragilité émotive et l'ensemble des circonstances».

Pour s'assurer que la privation de liberté soit conforme au principe du risque, la loi exige des intervenants de justifier leur décision par une évaluation rigoureuse et objective de la situation de l'enfant, et ce, à l'aide d'outils cliniques reconnus. Pour respecter cette nouvelle exigence, la décision de référer un jeune au programme de réadaptation dans une unité d'EI doit toujours s'appuyer sur le contenu de la *Grille d'orientation vers un programme de réadaptation avec hébergement dans une unité d'encadrement intensif* (ACJQ, 2007 ; CJM-IU, 2008). Les facteurs de risque à prendre en considération lors de l'évaluation ont été regroupés dans cet outil dans le but d'objectiver les décisions et d'uniformiser les pratiques et ils seront explicités dans la section subséquente (Despatie, Dunberry et Waddell, 2009 ; Lafortune et Fenchel, 2010).

Sur la base de faits observables, l'intervenant du milieu d'origine où réside le jeune à orienter en EI évalue la situation en considérant le risque qu'engendrent certaines manifestations comportementales. Lorsque l'intervenant référent<sup>37</sup> croit bon de recourir à l'EI, il adresse sa demande au conseiller à l'Accès qui détermine la recevabilité de celle-ci «sur la base du niveau de dangerosité que représente l'enfant pour lui-même ou autrui.» (CJM-IU, 2008 : 9). Autrement dit, pour orienter un jeune en EI, le niveau de risque doit être élevé dans le sens où il est fort probable qu'un passage à l'acte, entraînant des blessures graves au jeune ou que celui-ci cause de tels dommages à autrui, survienne à brève échéance (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). En confiant une telle décision de placement à une équipe, il est attendu que l'évaluation soit plus exhaustive, que les échanges soient accrus, qu'on tienne mieux compte de l'ensemble des

---

<sup>36</sup> Protection de la jeunesse - 0819, 2008 QCCQ 2738 (CanLII).

<sup>37</sup> Le milieu d'origine, milieu référent, service référent ou intervenant référent sont des synonymes qui font référence à la personne qui adresse la demande d'orientation en EI.

facteurs pertinents et que les sentiments d'isolement, d'impuissance et les biais personnels soient diminués (Bilodeau, 1993). En effet, lorsqu'on envisage une mesure de placement, il faut absolument éviter les prises de décisions impulsives et émotives (St-Antoine, 1994; Bilodeau, 1993). Au final, une décision gagnante tant pour le service référent que pour le jeune doit être recherchée (Despaties, Dunberry et Waddell, 2009). Suivant les principes de droit, celle-ci doit être prise dans le meilleur intérêt de l'enfant.

### **5-Les critères décisionnels pour recourir à l'encadrement intensif**

L'outil d'évaluation reconnu et validé pour supporter la prise de décision conduisant un jeune vers l'EI est la *Grille d'orientation* (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009; Lafortune et Fenchel, 2010). Cet instrument clinique est en développement depuis le premier *Cadre de référence de l'ACJQ* en 2000 et a subi plusieurs changements au fil du temps et des différents travaux de recherche (Lafortune et Fenchel, 2010 ; Lafortune, Lachance et Fenchel, 2010). En se basant sur les informations contenues dans ces deux derniers textes, la présente section détaillera les grandes caractéristiques de la sixième et dernière version, soit celle en vigueur au moment d'effectuer cette recherche.

La *Grille d'orientation* est constituée de quatre sections : l'inventaire des facteurs de vulnérabilité, l'évaluation des manifestations comportementales, l'historique des placements et un tableau synthèse. La grille prend la forme d'un formulaire PDF avec des capacités interactives qui utilisent les informations soumises afin de créer automatiquement le tableau synthèse. En annexe, un glossaire clôt l'instrument. Celui-ci vise à clarifier la définition des termes utilisés dans l'outil afin de réduire la marge d'interprétation. Le tableau synthèse dresse le portrait clinique du jeune en résumant les différentes informations saisies et il se divise en six parties.

- 1- Pour chacun des six comportements évalués, les indicateurs<sup>38</sup> de gravité<sup>39</sup>, d'intensité<sup>40</sup> et de réurrence<sup>41</sup> sont déterminés par une légende de feux indiquant le niveau de risque et l'urgence d'agir<sup>42</sup>.

---

<sup>38</sup> La construction des indicateurs comportementaux, c'est-à-dire la sélection des items à prendre en considération et leur pondération, s'est effectuée sur la base d'un consensus d'experts obtenu suite à la tenue de trois groupes de discussion avec des utilisateurs qualifiés de la grille, c'est-à-dire des conseillers à l'Accès.

<sup>39</sup> La notion de gravité a été opérationnalisée en fonction des deux critères suivants : 1- les manifestations objectives et 2- la faible prévalence d'un comportement problématique, tel qu'observé dans la pratique.

- 2- Les facteurs de vulnérabilité spécifiques au jeune sont aussi représentés en fonction de la légende de feux.
- 3- Une section ouverte sert à compléter les observations se rapportant aux indicateurs des comportements.
- 4- Un tableau récapitule les résultats des interventions mises en place pour chacun des comportements évalués.
- 5- Une section ouverte laisse place au jugement clinique et permet l'appréciation de la dangerosité<sup>43</sup>.
- 6- La recommandation et la décision concernant la demande de recourir à l'hébergement en EI.

Maintenant que le contenu du tableau synthèse est défini, les composantes des trois premières sections de la grille seront approfondies.

#### 5.1-Facteurs de vulnérabilité

Quatre facteurs de vulnérabilité sont répertoriés dans la *Grille d'orientation*. Premièrement, l'âge du jeune doit être considéré. Ainsi, un jeune de moins de quatorze ans se verra attribuer un feu jaune, correspondant à l'hypothèse d'un risque modéré. Deuxièmement, un jeune atteint d'une maladie physique indique un risque important de haut niveau. Troisièmement, un jeune présentant un trouble mental sera considéré par un feu jaune (risque modéré). À cet égard, le rapport de la CDPDJ indique que la proportion de jeunes hébergés en EI et souffrant de problèmes de santé mentale est à la hausse dans certains centres jeunesse (Lebrun, Noël et

---

<sup>40</sup> *L'intensité* des comportements est conceptualisée à partir de leur fréquence d'occurrence au cours des trois derniers mois, de l'élévation de celle-ci au cours du dernier mois et de la présence de l'agir dans plus d'un milieu de vie.

<sup>41</sup> La notion de *récence* s'opérationnalise grâce aux items concernant l'attitude de négation ou de minimisation du jeune, les mesures disciplinaires imposées ainsi que les résultats nuls ou négatifs des interventions effectuées à l'interne et à l'externe.

<sup>42</sup> Un feu vert signifie l'absence de problématique ou de danger. Le feu vert apparaît par défaut en l'absence d'information et est associé à des données considérées bénignes ou communes ne justifiant pas le recours à l'encadrement intensif. Ensuite, un feu jaune signale la présence d'un risque anticipé ou modéré. En dernier lieu, un feu rouge indique un risque immédiat ou important supportant le recours à l'encadrement intensif.

<sup>43</sup> Ce concept réfère à la probabilité, au cours des prochains jours ou de la prochaine semaine, que le jeune manifeste, à un niveau de gravité élevé, l'un des six comportements répertoriés. Cette probabilité s'évalue par une mise en relation des facteurs de vulnérabilité, des besoins d'intervention ainsi que du niveau de réceptivité du jeune et doit tenir compte du contexte, des antécédents et des éléments cliniques actuels (Lafortune et Fenchel, 2010).



Montminy, 2011)<sup>44</sup>. Selon leurs informations, les longs séjours en EI semblent être associés à la présence d'un diagnostic de trouble de santé mentale au dossier du jeune. La CDPDJ s'interroge sur la portée de ce facteur dans la décision de recourir à l'hébergement en EI, puisque les jeunes concernés présentent des besoins particuliers qui requièrent des services spécialisés. Quatrièmement, le même niveau de risque sera alloué à un jeune prenant une médication psychotrope. Finalement, d'autres facteurs de vulnérabilité peuvent être consignés dans une section ouverte. Le niveau de risque encouru doit alors être cliniquement jugé par l'intervenant en fonction de la spécificité de la situation.

## 5.2-Manifestations comportementales

Cette section de la *Grille d'orientation* permet d'évaluer exhaustivement la présence, la gravité, l'intensité et la réurrence, au cours des trois derniers mois, des six comportements suivants : la fugue, la toxicomanie, la violence, l'automutilation, les idéations et tentatives suicidaires ainsi que les conduites sexuelles problématiques. Les comportements ici visés doivent généralement s'inscrire dans un mode de fonctionnement bien installé et perdurer dans le temps. C'est lorsque les autres formes d'intervention<sup>45</sup> se sont avérées infructueuses et que les programmes de réadaptation réguliers n'ont pas permis d'atteindre les progrès souhaités que le recours à l'EI est opportun (CJM-IU, 2008).

Ce critère est très important puisqu'il sert à explorer les diverses alternatives possibles avant de recourir au programme d'EI. En évaluant chacun des services mis en place pour enrayer en amont les conduites à risque du jeune, la grille permet de s'assurer que l'EI est le dernier moyen pour inciter un jeune à modifier ses comportements (Despatie, Dunberry et Waddell, 2009) et assurer sa protection (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). Les solutions de rechange à l'EI doivent donc être examinées et analysées, mais il n'est pas nécessaire que toutes les options aient effectivement été tentées. Boudreau (1993) constate que certaines décisions de placement en milieu substitut découlent de l'absence d'alternatives et de la disponibilité restreinte des services. Serait-il possible que parfois cela soit le cas dans les décisions de recourir à l'EI?

---

<sup>44</sup>Par contre, aucun chiffre détaillé sur la prévalence des jeunes présentant un trouble de santé mentale n'est présenté. Dans l'exemple rapporté, le nombre de jeunes ayant un diagnostic ou étant en attente de confirmation médicale est passé de 2 à 14 à un intervalle d'une année. La nature des diagnostics n'est pas précisée.

<sup>45</sup> Exemple : arrêt d'agir, isolement, programmation spéciale et mesures disciplinaires diverses

En général, les jeunes orientés en EI cumulent deux ou trois problématiques (Lebrun, Noël & Montminy, 2011). Le polymorphisme, c'est-à-dire cette cooccurrence d'au moins trois comportements de différente nature, est susceptible d'engendrer des complications à la planification de l'intervention ainsi qu'au processus de gestion du risque (Lafortune, Lachance & Fenchel, 2010). C'est dans cette optique que le programme d'EI a été conçu pour joindre cette minorité de jeunes pour « qui la structure habituelle ne convient pas, ceux qui ne peuvent fréquenter l'école publique, ceux qui ont besoin de surveillance plus étroite, d'activités particulières. » (ACJQ, 2007 : 4).

Selon les données compilées par la CDPDJ, les comportements manifestés par les jeunes orientés en EI et les plus fréquemment répertoriés sont la fugue et la consommation, et ce, tant chez les garçons que chez les filles. Suivent ensuite en troisième place la violence pour les garçons et les conduites sexuelles problématiques pour les filles. Le comportement impulsif dangereux semble être fréquemment corrélé à des problèmes de santé mentale. Dans une étude dressant le portrait des caractéristiques de vingt jeunes filles placées dans une unité d'EI des Centres jeunesse de l'Outaouais, selon les cotations des candidates au *Child Behavior Checklist/4-18*, 90% de celles-ci ont tendance à avoir des comportements qui enfreignent les règles (Gauthier et Tardif, 2009). De plus, 55% éprouveraient de la difficulté au niveau de l'agressivité verbale et physique et 90% reconnaissent agir sans réfléchir de temps à autre. Aussi, les 2/3 de l'échantillon présenteraient des problèmes internalisés, le plus fréquent étant celui de l'anxiété/dépression. En dernier lieu, 35% des filles avaient plus d'un trouble internalisé. Ces résultats sont cohérents avec ceux obtenus par Leblanc (1995), qui a constaté une aggravation de la lourdeur des problématiques de la clientèle prise en charge par le CJM-IU.

### 5.3-Historique des placements

La majorité des jeunes référés à un programme de réadaptation dans une unité d'EI ont bénéficié de plusieurs types de services et ont connu antérieurement de nombreux placements (CJM-IU, 2008). Dans la recherche de Gauthier et Tardif (2009), 35% des sujets étaient à leur premier placement, contre 30% qui avaient fait l'objet d'un ou de deux placements dans le passé. Le 35% restant avait un lourd historique de placements antérieurs. Cette récurrence des placements dans

la clientèle générale du CJM-IU a également été documentée dans la recension des écrits de Pauzé et ses collègues (2000).

## **6-Le programme d'encadrement intensif selon les documents des centres jeunesse**

Cette section a pour but de décrire les modalités d'application du programme d'EI tel que présenté dans la documentation des centres jeunesse. D'abord, une présentation des trois approches théoriques supportant l'intervention auprès des jeunes hébergés dans une unité d'EI sera faite. Ensuite, le cadre général du fonctionnement d'une unité d'EI sera présenté. Cette mise en contexte permettra de préciser les objectifs du programme. Finalement, les enjeux propres à la réévaluation du séjour seront exposés.

### **6.1-Approches théoriques supportant l'intervention**

Dans le but de donner un sens à l'EI, il a été nécessaire de trouver des assises théoriques à l'extérieur du domaine de la protection de la jeunesse. Les modèles d'intervention préconisés par l'ACJQ ont été retenus puisque leur efficacité a été démontrée empiriquement dans des champs connexes. Tel que mentionné dans la section exposant le cadre légal, le programme d'EI est destiné au jeune qui présente un « risque sérieux de danger pour lui-même ou pour autrui » en raison de manifestations comportementales graves, intenses et récurrentes. La dangerosité et le concept de risque qui lui est sous-jacent sont actuellement très présents dans l'organisation et la gestion des services sociaux, de santé ainsi qu'en matière correctionnelle (Brault et Lafortune, 2009). Pratt (2001) montre comment la notion de dangerosité est construite socialement et évolue avec le temps. Autrefois définie strictement sur le nombre d'antécédents comportementaux, l'évaluation de la dangerosité tient désormais compte de la nature des gestes anticipés.

La terminologie utilisée dans la législation relative à la mesure d'EI est compatible avec le principe du risque tel que défini par Andrews, Bonta et Hoge (1990). Les prémisses de ce modèle de gestion du risque ont été adaptées afin d'inscrire le recours au programme d'EI au sein d'une logique clinique ancrée dans un continuum de services (Brault et Lafortune, 2009). À l'origine, le modèle de la gestion du risque a été développé auprès de la population carcérale adulte (Andrews, Bonta et Hoge, 1990). Ensuite, le modèle a été adapté et appliqué au traitement des jeunes délinquants pour assurer l'efficacité de l'évaluation de la clientèle et la gestion des services de réadaptation (Flores, Travis et Latessa, 2003). Il importe de souligner que, pour bien

cadrer avec les pratiques relatives à l'EI, la notion de récidive doit être remplacée par celle de passage à l'acte récurrent (Brault et Lafortune, 2009). Le modèle de la préparation au changement développé par Prochaska et DiClemente et l'approche motivationnelle conçue par Miller et Rollnick forment le socle sur lequel doit s'appuyer la philosophie de l'intervention de réadaptation dans les unités d'EI (Brault et Lafortune, 2009). Voici sommairement les principales composantes de chacune de ces approches.

#### *6.1.1-La gestion clinique du risque*

La gestion clinique du risque en matière de recours à l'EI, tel que défini par Brault et Lafortune (2009: 3), «désigne toutes les stratégies qui permettent d'évaluer, d'assumer et de réduire les risques de dommages.», pour la santé, la sécurité ou le développement du jeune. L'objectif vise «à aider l'enfant à fonctionner au sein de l'environnement le moins encadrant et le moins restrictif de liberté possible, sans compromettre pour autant sa sécurité, ni celle d'autrui.» (Brault et Lafortune, 2009: 5). Une pratique d'intervention soutenue par le modèle de la gestion clinique du risque intègre les quatre principes élaborés par Andrews, Bonta et Hoge (1990) : le risque, les besoins de réadaptation, la réceptivité, ainsi que le jugement clinique.

##### 6.1.1.1- Le principe du risque: qui?

Pour contrer la chronicisation des troubles sévères du comportement, les services de réadaptation doivent être offerts au sein d'un continuum qui privilégie une stratégie d'intervention la moins restrictive de liberté possible (AACAP<sup>46</sup>, 1997; 2007; Waddell et coll., 1999). Le principe du risque réfère à l'adéquation entre le type d'encadrement requis (déterminé par le niveau de surveillance et de privation de liberté) et les caractéristiques spécifiques du jeune. Il stipule que les interventions d'intensité élevée, comme le programme d'EI, devraient être réservées aux jeunes à risque élevé de commettre un passage à l'acte (Andrews, Bonta et Hoge, 1990; Brault et Lafortune, 2009). Dans le même ordre d'idée, les individus à faible risque devraient être soumis à des interventions de moindre intensité, car même en l'absence de services, la probabilité que leurs comportements les placent dans une situation dangereuse est faible (Andrews et Dowden, 2006).

---

<sup>46</sup> American Academy of Child and Adolescent Psychiatry

En somme, l'évaluation du risque ou du niveau d'inadaptation permet l'appariement entre les caractéristiques du jeune, l'intensité de la mesure et le type d'intervention (AACAP, 2005). Les résultats de plusieurs recherches confirment l'importance de l'évaluation du risque dans la planification et la mise en place d'interventions efficaces (Andrews, Bonta & Wormith, 2006; Andrews et Dowden, 2006; Côté, 2001; Granger & Chevrel, 1999). Selon les résultats d'une récente méta-analyse, l'application du principe du risque ne se limite pas à l'intensité de la mesure, car une mesure intensive qui ne cible pas les bons besoins de réadaptation et qui n'emploie pas les bonnes stratégies d'intervention ne sera pas efficace (Andrews et Dowden, 2006). En d'autres mots, pour être adéquates les stratégies d'intervention doivent aussi considérer le principe des besoins et celui de la réceptivité.

#### 6.1.1.2- Le principe du besoin: quoi?

Le principe du besoin fait référence à la correspondance qui doit exister entre les cibles d'interventions et les facteurs de risque associés aux comportements (Andrews, Bonta & Hoge, 1990). Autrement dit, les interventions doivent porter sur les éléments modifiables qui contribuent à l'occurrence du passage à l'acte. Ainsi, lorsqu'un programme traite de besoins de réadaptation sans lien direct avec l'actualisation du comportement, le respect du principe du risque perd de son efficacité (Andrews et Dowden, 2006).

Le processus d'évaluation permet d'identifier pour chaque jeune les besoins de réadaptation à prioriser lors des interventions (Andrews, Bonta & Hoge, 1990; Flores, Travis et Latessa, 2003). Les programmes les plus efficaces sont multimodaux, c'est-à-dire qu'ils visent plusieurs facteurs de risque dynamique (AACAP, 1997; 2007; LeBlanc, 2003; Lispey, 1995; Waddell & coll., 1999). Andrews, Bonta et Wormith (2006) identifient les huit grandes catégories de facteurs de risque suivantes :

- 1) L'historique des comportements antisociaux se définit par sa précocité, sa variété et sa persistance. Au plan de l'intervention, il faut travailler sur le développement et l'adoption de comportements alternatifs. En d'autres mots, il s'agit d'élaborer un plan de prévention de la rechute.
- 2) Au niveau des traits de personnalité, un faible contrôle de soi, la recherche de plaisir ou de sensations fortes ainsi qu'une propension à l'agressivité constituent des facteurs de risque. Pour les amoindrir, l'intervention doit être axée sur l'accroissement des habiletés

en résolution de problème, l'apprentissage des compétences de gestion et de régulation de la colère ainsi que sur le déploiement des stratégies d'adaptation.

- 3) Les cognitions à risque sont les attitudes, croyances, valeurs et rationalisations qui supportent et valorisent le mode de vie antisocial. Pour les réduire, l'intervention doit viser la reconnaissance de leur potentiel de risque et la construction d'une identité prosociale.
- 4) L'association avec des pairs délinquants et l'absence d'un entourage positif favorisent le passage à l'acte. L'intervention vise donc à réduire les fréquentations avec les pairs délinquants et à augmenter les relations avec des pairs prosociaux.
- 5) Le faible support et le manque de contrôle de l'entourage familial ou conjugal peuvent être améliorés par une stratégie de réduction des conflits, l'établissement de relations satisfaisantes et un niveau plus élevé de surveillance et de supervision.
- 6) L'intervention de réadaptation doit tenter d'accroître la satisfaction, le niveau de performance et les gratifications associés à l'école et au monde du travail, car manifester peu d'intérêt pour ces sphères constitue un facteur de risque.
- 7) L'engagement et la poursuite des loisirs ou passe-temps non criminels doivent être valorisés et récompensés afin de réduire l'investissement dans les activités délictueuses.
- 8) Concernant la consommation et l'abus de substance, l'intervention doit viser la réduction des méfaits et le renforcement des conduites alternatives.

#### 6.1.1.3- Le principe de la réceptivité : comment?

La réceptivité concerne la manière de dispenser les interventions (Andrews, Bonta et Hoge, 1990). Ce principe renvoie aux méthodes et approches d'intervention dont l'efficacité a été démontrée empiriquement sous l'angle de l'apprentissage et du développement des habiletés sociales. L'adhésion au principe de la réceptivité peut être augmentée par une formation et une supervision clinique adéquates (Andrews, Bonta et Wormith, 2006). Les intervenants chaleureux, tolérants, flexibles et sensibles aux règles et procédures en vigueur sont plus aptes à délivrer des programmes efficaces, car ils utilisent leur autorité de manière ferme, mais juste (Andrews, Bonta et Hoge, 1990). Par leurs propres attitudes, croyances et valeurs prosociales, ils montrent l'exemple à suivre en exposant des alternatives aux attitudes et comportements antisociaux. L'exploration de ces alternatives doit être soutenue par des indications concrètes, le modelage, la résolution de problème et le renforcement positif. De plus, il importe de concevoir le plan

d'intervention en fonction des forces de l'individu sur lesquelles prendront racine les acquis ultérieurs (Andrews, Bonta & Wormith, 2006).

Selon les connaissances issues des données probantes, les programmes efficaces sont composés d'interventions comportementales, cognitives ou développementales (LeBlanc, 2003; Lipsey, 1995). Par contre, étant donné que les jeunes référés au programme d'EI ont souvent de faibles habiletés cognitives et qu'ils peuvent présenter des lacunes au niveau verbal, Gauthier et Tardif (2009) remettent en doute la pertinence de recourir à de telles approches. Néanmoins, plusieurs études établissent que les individus ayant un faible niveau de maturité sont plus réceptifs aux programmes d'intervention structurés (Andrews, Bonta et Hoge, 1990). Selon ces auteurs, pour les sujets considérés à risque élevé et qui sont peu motivés, il est important que des programmes soient facilement accessibles.

#### 6.1.1.4- Le jugement clinique : l'individualisation de l'intervention

Faire preuve de jugement clinique signifie prendre la décision la plus judicieuse après avoir considéré tous les principes détaillés ci-haut (Andrews, Bonta et Hoge, 1990). Le processus de la gestion du risque comporte trois étapes (Brault, Lachance et Sarazzin, 2009). Premièrement, il s'agit d'*identifier* le niveau de risque. Deuxièmement, pour l'*évaluer*, il faut identifier et analyser les facteurs de risque et de protection propres à la situation du jeune. Troisièmement, il s'agit de *déterminer* les mesures et moyens à mettre en place pour gérer le risque et le réduire.

Dans ce sens, le jugement clinique permet d'individualiser l'intervention en fonction des caractéristiques de chaque situation. Étant donné qu'il est étroitement lié à la connaissance, un bon exercice du jugement clinique repose sur la formation continue du personnel, la discussion de cas en équipe et la supervision (Brault et Lafortune, 2009).

#### *6.1.2-La préparation au changement*

Prochaska, Norcross et DiClemente, (1994, voir aussi Prochaska, DiClemente et Norcross, 1992) ont conçu six étapes qui forment un processus dynamique et cyclique dans lequel il est possible d'avancer, de stagner ou de reculer. En voici une brève description.

**1) Précontemplation – inaction** : le problème est nié ou minimisé. Le statu quo est valorisé.

- 2) **Contemplation – prise de conscience** : cette phase se caractérise par l'émergence d'une reconnaissance du problème, sauf que l'ambivalence domine le discours.
- 3) **Préparation – décision** : il y a reconnaissance du problème et désir de changement. Un plan de changement peut être élaboré.
- 4) **Action – travail** : c'est l'exécution du plan et des moyens de changement.
- 5) **Maintien – généralisation** : c'est la phase cruciale. Une fois le changement réalisé, il faut le perpétuer dans le temps.
- 6) **Rechute – passage à l'acte** : c'est le retour des vieilles habitudes. Cette étape fait partie du processus d'apprentissage.

#### *6.1.3-L'entretien motivationnel*

L'entretien motivationnel (EM) diffère des approches autoritaires qui visent à imposer le changement par des moyens extérieurs comme la punition ou les récompenses. Par définition, l'EM est considérée «comme une méthode directive, centrée sur le client, pour augmenter la motivation intrinsèque au changement par l'exploration et la résolution de l'ambivalence.» (Miller et Rollnick, 2006: 31). Pour ce faire, la méthode de l'EM combine plusieurs stratégies d'intervention afin d'explorer et résoudre l'ambivalence grâce au questionnement et à l'introspection. Afin d'accroître le discours favorable au changement l'accent est mis sur les intérêts et les préoccupations actuelles de l'aidé. Les ambitions et les inquiétudes de l'individu servent de leviers d'intervention pour créer suffisamment de divergence entre la situation immédiate et celle désirée et faire émerger des raisons de changer. Il s'agit de ce que les auteurs nomment le «discours-changement». Autrement dit : «[...] le changement apparaît du fait de sa cohérence avec les valeurs et les préoccupations de la personne.» (Miller et Rollnick, 2006: 32). Arriver à pratiquer l'EM exige chez l'intervenant l'intégration d'une série complexe de compétences, dont l'écoute réflexive. La formation continue et la supervision clinique sont des éléments à prioriser pour supporter les praticiens dans la consolidation de leurs habiletés. De plus, l'attrait de l'EM réside dans sa compatibilité avec d'autres approches thérapeutiques, dont l'approche cognitive-comportementale. Finalement, l'EM se démarque par sa flexibilité, pouvant être conçu comme un préalable à un traitement plus spécifique, être utilisé ponctuellement lorsqu'il y a impasse thérapeutique ou s'inscrire tout au long d'une prise en charge.



## 6.2-Cadre général régissant le fonctionnement des unités d'EI

Cette section expose le cadre général qui régit le fonctionnement d'une unité d'EI. Les interventions qui y sont menées doivent être conçues en fonction d'une réduction, à court terme, du niveau de risque que représentent les conduites du jeune (ACJQ, 2007). Le séjour vise un retour rapide dans le service d'origine ou dans un milieu moins restrictif de liberté. La prestation de services offerts doit permettre d'amorcer la reprise de la démarche d'intervention qui a été compromise par les comportements à risque (CJM-IU, 2008; Despatie, Dunberry et Waddell, 2009). Pour ce faire, un contexte propice à la reconnaissance des problèmes vécus et à l'intégration de mécanismes internes de contrôle doit être mis en place dans l'unité d'EI (CJM-IU, 2008). L'intensité de la programmation et des interventions se justifie par les besoins de protection du jeune et d'autrui (ACJQ, 2007; CJM-IU, 2008). Le jeune doit bénéficier d'un accompagnement clinique soutenu et individualisé se traduisant notamment par l'assignation d'un intervenant responsable de son cheminement (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009).

Pour assurer un suivi soutenu, l'intervenant référent devrait rester impliqué auprès du jeune tout au long du séjour en EI. En effet, ce partenariat tend à ce que les activités et services offerts dans l'unité d'EI s'inscrivent en continuité avec les interventions antérieures et subséquentes, tout en favorisant une transition sécuritaire et personnalisée à la fin de la démarche (Brault, Lachance et Sarrazin, 2009). La CDPDJ prône la mise en place de moyens qui favorisent le maintien des liens entre l'unité d'origine et l'unité d'EI (Lebrun, Noël et Montminy, 2011).

Lors de l'admission, le référent et le personnel de l'EI doivent fixer la fréquence et les modalités de rencontre. Un minimum de deux rencontres par semaine avec l'intervenant du milieu d'origine est normalement requis (CJM-IU, 2008). Aussi, pendant la rencontre d'admission, les objectifs du séjour en EI, les moyens d'action ainsi que les stratégies d'intervention à prioriser sont définis (Despatie, Dunberry et Waddell, 2009). Dans le but de tenir compte de la spécificité de chaque jeune et conformément aux prescriptions juridiques décrites précédemment, il importe que les objectifs d'intervention lient les comportements à l'origine du placement en EI aux motifs et circonstances qui les génèrent (CJM-IU, 2008). Dans le même ordre d'idée, le contenu du plan d'intervention doit cibler les comportements problématiques ayant nécessité le recours au programme d'EI (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). Pour la CDPDJ, un tel plan d'intervention doit être fait pour tous les jeunes orientés en EI (Lebrun, Noël et Montminy, 2011).

### 6.3-Objectifs du programme d'encadrement intensif

Le cadre de référence (ACJQ, 2007) stipule que le programme d'EI vise trois objectifs généraux. Il faut d'abord *a)* «assurer une plus grande sécurité à l'enfant et à autrui, par la mise en place d'un filet de protection plus étroit autour de l'enfant qui engendre des risques difficiles à assumer et à gérer dans leur milieu de provenance.» (CJM-IU, 2008 : 3).

En EI, le cadre rigoureux régissant les comportements et les déplacements du jeune devrait lui permettre de s'arrêter, prendre du recul et se responsabiliser face à ses comportements à risque (Despatie, Dunberry et Waddell, 2009). Dans un premier temps, il s'agit de contenir l'intensité, la récurrence et la persistance des manifestations de comportements à risque. Dans un second temps, il faut proposer des comportements sécuritaires alternatifs. Pour atteindre cet objectif, les intervenants doivent être suffisamment disponibles, assurer un encadrement et un soutien intense et immédiat au jeune, contrôler et superviser ses déplacements, tout en faisant respecter les règles internes issues du code de vie (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009).

Il s'agit ensuite *b)* de «développer un minimum de réceptivité, par la mise en place d'un contexte propice à la reconnaissance par l'enfant des problèmes vécus.» (CJM-IU, 2008 : 3). Le séjour en EI, par le biais d'un processus réflexif, vise à ce que le jeune puisse établir un lien causal entre les comportements à risque qu'il adopte et les conséquences qui s'en suivent (Despatie, Dunberry et Waddell, 2009). De plus, cette démarche permettra possiblement au jeune de reconnaître ses forces et ses difficultés. Ensuite, il est nécessaire que le jeune se mobilise en vue d'amorcer l'adoption de comportements sécuritaires et alternatifs à ceux qui sont à l'origine de son séjour en EI. Il doit élaborer, avec l'aide des différents intervenants qui l'entourent<sup>47</sup>, des objectifs réalistes et identifier les moyens à mettre en place pour réintégrer le milieu d'origine. Plus spécifiquement, le programme vise à diminuer la négation ou la minimisation des conséquences accompagnant les comportements ou modes de fonctionnement à risque. Pour ce faire, l'intervenant responsable du suivi individuel doit impliquer le jeune dans la poursuite des objectifs, et ce, en l'informant des motifs l'ayant conduit en EI, ainsi que des risques associés à ses comportements tout en soulignant les progrès réalisés (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009).

---

<sup>47</sup> Le personnel de l'EI, l'intervenant référent du milieu d'origine et la personne autorisée (c'est-à-dire le travailleur social associé au jeune).

Enfin, il importe c) «d'induire un minimum d'autorégulation, par la mobilisation de l'enfant par rapport à l'acquisition de mécanismes internes de réflexion et de contrôle.» (CJM-IU, 2008 : 3). Dans un premier temps, le jeune doit reconnaître, discuter et anticiper les situations où sont susceptibles de se produire les manifestations comportementales à risque. Dans un second temps, il s'agit d'amorcer l'adoption des comportements sécuritaires et alternatifs. Pour y parvenir, le nombre de rencontres de suivi individuel peut être accru et les activités de réadaptation proposées doivent être liées aux manifestations comportementales à risque, tout en étant axées sur le développement de nouvelles habiletés (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). L'implication du jeune dans le processus de réadaptation permet de favoriser la résilience. En lui donnant l'occasion de vivre des succès par l'atteinte des objectifs qu'il s'est fixés, son estime de soi et sa perception de contrôle sur les événements sont susceptibles de s'accroître (Drapeau, Beaudoin et Marcotte, 2000).

#### 6.4-La fin de la mesure : les enjeux de la réévaluation

Cette étape sert à déterminer si la poursuite de l'intervention en EI est toujours appropriée ou s'il faut plutôt commencer à mettre en place les moyens nécessaires au retour du jeune dans un milieu moins restrictif de liberté. En analysant la situation du jeune minimalement tous les mois ou dès que le portrait clinique des facteurs de risque s'améliore, le recours à l'hébergement dans une unité d'EI demeure conditionnel aux besoins de l'enfant (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009) et la prolongation du séjour se justifie par le niveau de risque résiduel (Lafortune, Lachance et Fenchel, 2010). En effet, une réévaluation des facteurs associés à la situation du jeune permettra d'apprécier le niveau de risque que représente un retour dans le milieu d'origine, de choisir les moyens ainsi que les stratégies de réadaptation à favoriser. Lorsque la mesure d'EI se termine, le jeune complète un engagement de fin de séjour et ce document est annexé à son plan d'intervention individualisé (CJM-IU, 2008).

À ce moment, trois éléments sont à considérer dans l'évaluation et la gestion du risque (Lafortune, Lachance et Fenchel, 2010). Premièrement, au niveau de la compréhension des situations à risque, il faut identifier et déterminer l'interaction des facteurs de risque et de protection en jeu. Deuxièmement, la probabilité d'un passage à l'acte est estimée. Tel que le stipule la CDPDJ, la décision de prolonger ou de mettre fin à la mesure doit «tenir compte du

risque que le jeune adopte à nouveau des comportements problématiques à la suite de son hébergement en unité d'EI.» (Lebrun, Noël et Montminy, 2011: 72). Troisièmement, la gravité des conséquences négatives d'un éventuel passage à l'acte est considérée. Lorsque la situation est bien comprise, que la probabilité de passage à l'acte est faible et que les dommages envisagés le cas échéant sont bénins, le risque est acceptable. Par contre, «on devra qualifier de *mauvaise pratique* une décision qui expose un enfant, ses proches et les intervenants à des dangers bien compris, relativement prévisibles et potentiellement graves.» (Lafortune, Lachance et Fenchel, 2010: 435).

L'enjeu clinique de cette étape concerne la continuité des soins ainsi que la stabilité des liens et des conditions de vie (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). À cet égard, la réévaluation du bien-fondé de recourir à l'EI est complexe, car la disparition des comportements problématiques ne signifie pas toujours que le motif s'est estompé. Ce raisonnement a été entériné par la décision du juge Lévesque<sup>48</sup> qui a réfuté l'argument de la défense alléguant que «la disparition des motifs (menaces de mort, bris de vitre et consommation) ayant justifié la décision [...] est suffisante pour mettre fin à la mesure d'encadrement intensif en ce que l'adolescent ne présente pas actuellement un danger pour lui ou autrui» (p.8). Pour le juge, la cessation des manifestations extérieures de comportements agressifs ou de désorganisation ne peut suffire à évaluer le risque qui persiste. Voilà, entre autres, où réside la complexité de la tâche de réviser la pertinence de prolonger ou non l'hébergement.

Pour être cohérente avec les objectifs de continuité et de stabilité, la décision doit minimiser l'instabilité que causeraient des déplacements entre l'hébergement en unité régulière et des séjours successifs en EI, tout en portant atteinte à la liberté du jeune le moins longtemps possible (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). À cet égard, selon la CDPDJ, les lacunes par rapport à l'adéquation entre les services offerts et les besoins des jeunes, ou celles concernant le niveau d'intensité de l'intervention, expliqueraient la récurrence et la durée parfois longue des certains séjours en EI (Lebrun, Noël et Montminy, 2011). La continuité des soins implique que ceux-ci soient donnés avec la même approche (Boulais, 2003). Avant de mettre un terme à l'hébergement

---

<sup>48</sup> Protection de la jeunesse - 0819, 2008 QCCQ 2738 (CanLII)

en EI, le jeune doit avoir acquis suffisamment d'habiletés et de capacités pour que celles-ci agissent à titre de facteurs de protection.

En résumé, tel que le constate la CDPDJ, à l'heure actuelle «il n'existe aucune balise uniforme pour évaluer les motifs justifiant la prolongation ou non de l'hébergement en unité d'encadrement intensif» (Lebrun, Noël et Montminy, 2011 : 72). Par contre, la décision de mettre fin à l'EI doit être prise en considérant les éléments suivants : l'atteinte des objectifs fixés, la diminution du risque de passage à l'acte, l'acquisition de facteurs de protection et l'augmentation de la réceptivité. Tel que prescrit par le règlement, la réévaluation doit s'appuyer sur un outil clinique reconnu (Brault, Lachance & Sarrazin, 2009). Cependant, au moment de faire l'étude, cet outil est en cours de développement (Lafortune, Lachance & Fenchel, 2010).

## **7-Pertinence et intérêt de l'étude**

Tel que démontré au début du chapitre, la notion d'inertie socioculturelle permet d'expliquer la persistance de pratiques d'intervention qui vont à l'encontre du respect des droits de la personne mineure. La perpétuation d'habitudes bien ancrées et des facteurs organisationnels allant à l'encontre du changement peuvent entretenir des croyances voulant que restreindre la liberté des jeunes soit synonyme de protection et de bienfaisance.

Aucune recherche n'a encore porté sur le recours au programme d'EI (Brault et Lafortune, 2009). En effet, comme le constate Desrosiers (2005) dans une étude sur les mesures restrictives de liberté en centre jeunesse, très peu de chercheurs se sont attardés à ce sujet de recherche. « Il y aurait certainement une étude à mener sur l'encadrement intensif de même que sur le processus décisionnel administratif conduisant un adolescent en garde fermée [...] » (p.69), car cette mesure est basée sur une logique différente de celle qui sous-tend les mesures de contention et d'isolement. Plus précisément, « le jeune n'est pas isolé du reste du groupe, il s'insère dans une nouvelle communauté de jeunes où, comme les autres, il vivra, mangera, dormira, étudiera ou travaillera. » (Desrosiers, 2005, p.70). La conduite de la présente recherche vise donc à combler une partie de cette lacune au plan des connaissances en documentant les pratiques concernant le recours à l'EI, et ce, selon la perception des intervenants.

## **CHAPITRE 2: MÉTHODOLOGIE**

Cette recherche s'intéresse à la perception qu'ont les intervenants de l'actuel programme d'encadrement intensif (EI). Pour l'analyser, une approche qualitative est mise de l'avant. La recherche est de type exploratoire (Groulx, 1998), car elle vise à découvrir les enjeux sous-jacents au recours à l'EI. Elle entend aussi cerner la complexité du processus décisionnel lorsqu'il est question d'orienter un jeune vers cette mesure et qu'il est temps de réviser la pertinence de maintenir ou non l'hébergement dans ce type d'unité. En d'autres mots, c'est par l'entremise du point de vue des intervenants qu'il sera possible d'étudier ces pratiques qui n'ont jamais fait l'objet de recherches (Brault et Lafortune, 2009 ; Desrosiers, 2005). En effet, la démarche qualitative « permet l'exploration de l'intérieur des pratiques nouvelles en ce qui concerne des problématiques encore mal circonscrites. » (Groulx, 1998: 12).

Ce chapitre expliquera les choix méthodologiques qui ont été faits pour conduire la présente recherche. Après avoir énoncé les considérations éthiques de la recherche, les objectifs et les questions ayant orienté l'étude ainsi que les modalités de la collecte de données seront exposées. Ensuite, le profil des intervenants ayant accepté de participer à la recherche sera décrit. Finalement, la manière dont les entretiens ont été analysés sera explicitée.

### **1- Considérations éthiques**

Le présent projet<sup>49</sup> a reçu l'approbation des instances scientifiques et cliniques du CJM-IU le 5 avril 2011. Le certificat d'éthique délivré par le Comité d'éthique de la recherche du CJM-IU a fait l'objet d'un suivi annuel et a été renouvelé le 02 mars 2012 ainsi que le 06 février 2013. Afin de préserver l'anonymat des participants, l'association du répondant avec le centre jeunesse de provenance ne peut être faite. Il en est de même pour l'identification du sexe du participant. Aussi, dans l'optique de préserver la confidentialité des intervenants ayant participé à l'étude, certains extraits de verbatim ont dû faire l'objet de légères modifications. C'est par exemple le cas lorsqu'il s'agit de l'expression «la jeune» employée par le chef de service de l'unité d'EI pour fille qui a été remplacée par «le jeune». Aussi, lorsque les intervenants mentionnaient le nom d'une unité de réadaptation, ce dernier a été censuré.

---

<sup>49</sup> Numéro du projet au CJM-IU : 11-01/001

## **2- Objectifs et questions de recherche**

Cette recherche a été menée dans le but de connaître et de décrire a) les représentations qu'ont les intervenants du programme d'EI depuis l'implantation, en 2007, du nouveau cadre juridique le balisant et b) l'impact de ce dernier sur les pratiques. Nous voulions savoir la manière dont les intervenants se représentent l'environnement juridique régissant le recours à l'EI et comment cette perception influence les pratiques et décisions entourant le processus d'admission et de révision, la gestion clinique du risque ainsi que les diverses composantes du programme.

En lien avec ce questionnaire général, quatre sous-objectifs ainsi que leurs questions spécifiques de recherche ont été formulés. Il s'agit de :

- 1- Décrire la perception et l'interprétation qu'ont les intervenants de l'environnement juridique régissant actuellement l'utilisation de l'EI. De quelle manière les intervenants conçoivent-ils l'article 11.1.1 de la Loi sur la protection de la jeunesse, le règlement ainsi que les directives administratives qui régissent le recours à l'EI?
- 2- Connaître les critères sous-jacents à la décision de recourir au programme d'EI ainsi que ceux associés à la décision de mettre fin ou de prolonger le séjour. Quels sont les critères juridiques et cliniques associés à ces processus décisionnels? Comment dans les faits les intervenants prennent-ils leurs décisions?
- 3- Connaître la manière dont les intervenants conçoivent les diverses composantes du programme d'EI. Comment les intervenants perçoivent-ils les approches d'intervention, la clientèle cible, les conditions de vie ainsi que les objectifs du programme d'EI?
- 4- Analyser et comparer les pratiques décrites par les intervenants. Dans quelle mesure les représentations des intervenants sont-elles conformes avec l'environnement juridique et clinique balisant le recours au programme d'EI? Comment les intervenants conçoivent-ils les principes du risque, des besoins et de la réceptivité issus de la gestion clinique du risque dans leur pratique d'intervention?

## **3- Procédures de collecte de données**

Cette section explique la manière dont ont été recueillies les données à l'étude. Après avoir justifié le choix du terrain, les critères de sélection des participants seront explicités ainsi que la



méthode d'échantillonnage et le recrutement des participants. En dernier lieu, une description du processus d'entretien sera effectuée.

### 3.1- Le choix du terrain

La collecte de données a été effectuée au CJM-IU ainsi qu'au CJL pour deux raisons. Premièrement, les filles du CJM-IU qui font l'objet d'une mesure d'EI sont transférées dans les installations du CJL (CJM-IU, 2008). Ainsi, pour obtenir le pouls des intervenants des unités d'EI hébergeant des filles, il fallait inclure cette région dans l'échantillonnage. Deuxièmement, les difficultés de rétention des nouveaux employés, le roulement du personnel ainsi que les récents départs à la retraite peuvent constituer des obstacles à la constitution d'un échantillon de personnes ayant une expérience significative du recours à l'EI (CJM-IU, 2009).

Pour cette raison, il était possible de croire que le nombre de participants volontaires au CJM-IU n'aurait pas été assez grand pour former un échantillon d'une taille suffisante pour qu'il y ait saturation empirique (Blanchet et Gotman, 2007). Voilà pourquoi la collecte de données a été répartie sur ces deux sites. En d'autres mots, ce choix visait à obtenir un échantillon incluant des intervenants œuvrant dans les unités pour filles et à atteindre un nombre suffisant de participants ayant une bonne connaissance de l'EI.

### 3.2- Critères de sélection des participants

Dans le but d'avoir un échantillon diversifié et représentatif, la sélection des participants s'est effectuée en fonction des catégories d'emploi détenu au sein de l'organisation (Pires, 1997b). Il était prévu d'inclure dans l'étude les intervenants sur le terrain ainsi que les chefs de service, les conseillers cliniques et autres membres de la direction. Les praticiens sont ceux qui orientent les jeunes vers le programme d'EI, c'est-à-dire : a) les intervenants référents (ces derniers proviennent de divers milieux : évaluation / orientation, foyer de groupe, encadrement régulier ou globalisant et encadrement dynamique), b) les conseillers à l'Accès qui entérinent les décisions d'admission et c) ceux qui administrent au quotidien le programme (chefs de service et intervenants des unités d'EI). Les intervenants référents devaient avoir effectué au moins une référence vers le programme d'EI depuis le changement de législation. En conformité avec le principe de saturation empirique, un terme a été mis à la collecte de données lorsque les points de vue recueillis ont commencé à être redondants (Blanchet et Gotman, 2007).

### 3.3- Méthode d'échantillonnage et recrutement des participants

L'échantillon est constitué de participants volontaires (Mayer et Ouellet, 1991). Sur le plan de la procédure, les agents de liaison des centres jeunesse ont d'abord fourni une liste d'intervenants susceptibles d'être intéressés par l'étude en cours. Lorsque les noms et coordonnées de ces candidats ont été reçus, une lettre de sollicitation décrivant la recherche ainsi que toute la documentation connexe leur a été envoyée par courriel<sup>50</sup>. Les intervenants désirant participer à la recherche devaient remplir la fiche d'intérêt qui était jointe et la retourner à la chercheuse. Une semaine après l'envoi, une relance téléphonique a été effectuée auprès des intervenants n'ayant pas répondu au courriel. Au total, cinq intervenants sollicités ont refusé de participer à la recherche. Les raisons invoquées sont le manque de temps et l'absence d'intérêt pour le thème à l'étude. Finalement, pour compléter l'échantillon, une procédure d'échantillonnage boule de neige (Mayer et Ouellet, 1991) a été mise à profit. Dans cette optique, certains intervenants rencontrés ont transmis le nom d'un de leurs collègues.

Les entretiens ont été effectués entre le 9 mai 2011 et le 27 septembre 2011. La plus courte entrevue a duré 40 minutes tandis que la plus longue s'est échelonnée sur 143 minutes. La durée moyenne des entretiens est de 80 minutes. Au total, 2 015 minutes d'enregistrement ont été cumulées.

### **4- Instrument de collecte de données: l'entretien qualitatif**

Avant d'amorcer l'entrevue, tous les participants ont lu et signé le formulaire de consentement. Ensuite, ils ont rempli un court formulaire portant sur leurs informations professionnelles. Deux participants avaient imprimé les formulaires électroniques envoyés préalablement afin de les remplir avant la rencontre. Néanmoins, la chercheuse a pris le temps de préciser le but de l'étude avant de procéder à la réalisation de l'entretien. L'entrevue de recherche semi-dirigée a été retenue puisque la souplesse de cette technique permet de mieux comprendre le phénomène à l'étude et le sens que lui donnent les acteurs sociaux (Savoie-Zajc, 2009).

---

<sup>50</sup> La lettre de sollicitation, le formulaire de consentement, la fiche d'informations professionnelles ainsi que la fiche d'intérêt sont présentés à l'annexe 3.

Afin d'assurer une cohérence aux entretiens, la question de départ a été la même pour toutes les entrevues. Elle était formulée ainsi : que pensez-vous de l'introduction en 2007 du nouvel article de loi balisant l'EI? À la suite de cette question, les participants se sont vus offrir la possibilité de relire le libellé de l'article 11.1.1 de la LPJ ainsi que le Règlement. Cinq d'entre eux en ont fait la demande. De plus, une grille d'entrevue comportant les cinq thèmes<sup>51</sup> principaux ainsi que des questions de relance a été préalablement constituée. Afin d'intégrer les questionnements et réflexions émergentes, le canevas d'entretien a été revu et amélioré à trois reprises en fonction des constats qui ont découlé de la réalisation des premiers entretiens (Blanchet et Gotman, 2007; Pires, 1997a). Ces modifications ont permis de synthétiser le contenu afin de rendre la grille plus conviviale à utiliser. La dernière version du plan d'entretien se retrouve à l'annexe trois.

## **5- Caractéristiques des participants**

Cette section dresse le portrait des intervenants formant l'échantillon. Dans un premier temps, les caractéristiques générales telles que le sexe, l'âge, le nombre d'années d'expérience acquise au sein du centre jeunesse ainsi que l'emploi détenu seront présentées. Ensuite, la scolarité des participants sera exposée.

### **5.1 – Profil global de l'échantillon**

Au total, vingt femmes et cinq hommes ont été rencontrés. Seize participants (treize femmes et trois hommes) ont été recrutés au CJM-IU et les neuf autres répondants (sept femmes et deux hommes) proviennent du CJL. L'âge moyen des participants est de 46 ans. Les deux plus jeunes ont 31 ans, tandis que les deux participants les plus vieux ont 58 ans. La moyenne des années d'expérience acquises au centre jeunesse est de 21 ans et demi. Le participant détenant la plus grande expérience cumulait 35 années d'ancienneté. L'intervenant possédant le moins d'ancienneté comptait 7 ans de service au sein du centre jeunesse. En moyenne, les participants ont effectué 23 références au programme d'EI. Ce sont les conseillers à l'Accès qui ont procédé au traitement du plus grand nombre de demandes. Le nombre de demandes supérieures traitées par un conseiller était de 100 références. Le tableau I présente le nombre d'intervenants recrutés en

---

<sup>51</sup> Les thématiques du guide d'entretien sont : l'impact de la réforme; le processus décisionnel conduisant à l'orientation en EI; le séjour en EI; la révision de la pertinence du recours à l'EI et la gestion clinique du risque.

fonction des catégories d'emploi. Dans le souci de préserver la confidentialité des participants, il est impossible de détailler l'échantillon en fonction du sexe des répondants et de la région.

Tableau I : La répartition des participants selon leur titre d'emploi

<b>Titre d'emploi</b>	<b>Nombre de participants</b>
Conseiller à l'Accès	5
Chef de service; milieu d'hébergement référent <sup>52</sup>	4
Intervenant référent	4
Chef de service; unité d'EI	3
Gestionnaire <sup>53</sup>	3
Chef de service ; intervenants référents <sup>54</sup>	2
Intervenant à l'évaluation / orientation <sup>55</sup>	2
Intervenant en EI	2
<b>Total</b>	<b>25</b>

## 5.2- Sclolarité des participants

Deux participants détiennent un diplôme d'études collégiales. Ceux-ci ont effectué leurs études en éducation spécialisée. Dix-sept intervenants ont complété un baccalauréat et six possèdent un diplôme de deuxième cycle universitaire. Le tableau II détaille la formation collégiale et universitaire des participants.

Tableau II : Les domaines d'études des participants

<b>Disciplines</b>	<b>Nombre de participants</b>
Diplôme d'études collégiales en éducation spécialisée	2
Baccalauréat en psychoéducation	8
Baccalauréat en psychologie	3
Baccalauréat en travail social	3
Baccalauréat par cumul	2
Baccalauréat en criminologie	1
Maîtrise en gestion des organisations	3
Maîtrise en psychoéducation	2
Maîtrise en administration publique	1
<b>Total</b>	<b>25</b>

<sup>52</sup> Foyer de groupe et centre de réadaptation

<sup>53</sup> Il s'agit soit d'un conseiller clinique, d'un DPJ adjoint ou d'un coordonnateur des services de réadaptation.

<sup>54</sup> Il s'agit soit du chef des conseillers à l'Accès ou du chef des intervenants à l'évaluation / orientation (é/o).

<sup>55</sup> Ci-après intervenant référent é/o.

## **6- Stratégies d'analyse qualitative**

L'essentiel de la démarche s'inspire de l'analyse thématique (Blanchet et Gotman, 2007; Paillé, 1996). Dans un premier temps, pour chaque entrevue, les propos ont été retranscrits. Le verbatim ainsi constitué a servi de support-papier pour guider la construction thématique continue. Lors d'une première lecture de chacun des entretiens, chaque extrait a été associé avec les thèmes en marge du verbatim. Cette étape a permis de faire un inventaire de thèmes généraux. Ceux-ci ont ensuite été regroupés en catégories générales et composantes spécifiques. Ce travail de construction et d'organisation a permis d'élaborer une grille d'analyse thématique. Pour assurer la fidélité lors de la cotation des thèmes, le verbatim d'une entrevue a été codé par la chercheure et son directeur de recherche afin d'établir un niveau d'accord inter juges. Ce dernier était amplement satisfaisant pour poursuivre les analyses puisque lors de l'exercice 70% du contenu a été codé dans les mêmes catégories générales.

Dans un deuxième temps, en utilisant la grille thématique préalablement validée, chacune des entrevues a été codifiée afin d'effectuer une analyse verticale du contenu. Ensuite, une analyse horizontale comparant l'ensemble des entrevues a été réalisée afin d'identifier les similitudes et les divergences de perceptions sur chacune des thématiques. Pour ce faire, tous les extraits se rapportant à chaque thème ont été regroupés dans un fichier informatique.

Enfin, les résultats obtenus lors de l'analyse des entretiens ont été mis en relation avec la recension des écrits ainsi que les protocoles et cadres de référence détaillant le programme d'EI. Dans une logique de recherche-induction (Groulx, 1998), la présentation des résultats mettra l'accent sur les différences et conformités existantes entre les pratiques décrites dans les textes et celles qui sont présentes dans le discours des intervenants. Le prochain chapitre expose les résultats des analyses effectuées à partir des entretiens.

## **CHAPITRE 3: RÉSULTATS DES ANALYSES QUALITATIVES**

Ce chapitre présente les résultats issus de l'analyse qualitative des entretiens effectués auprès des employés des centres jeunesse. Les données seront regroupées selon les dix thématiques suivantes : 1) l'origine de la réforme sera développée en fonction des pressions extérieures, de la perception d'abus de pouvoir et au regard du respect des droits des jeunes ; 2) les réactions de participants seront traitées selon la pertinence et les difficultés d'implantation de la réforme ; 3) les attitudes à l'égard du changement abonderont l'ouverture, la résistance et la récurrence du changement ; 4) les principaux impacts de la réforme présentés par les participants sont l'alourdissement de la clientèle, l'augmentation de la prise de risque à l'égard des fugueurs, la récurrence des séjours en EI et la surpopulation des unités d'EI ; 5) les caractéristiques générales des jeunes orientés en EI ainsi que les questions relatives à leur projet de vie seront détaillées ; 6) les éléments constituant le processus d'admission en EI feront l'objet d'une présentation ; 7) les diverses composantes du programme seront décrites de la préparation au séjour en EI jusqu'au retour dans le milieu d'origine ; 8) les enjeux sous-jacents au processus de révision seront ensuite précisés ; 9) il sera question de la conception qu'ont les intervenants des principes de la gestion clinique du risque et 10) en dernier lieu, le portrait de trois pratiques d'intervention émergentes sera dressé.

## **1- L'origine de la réforme**

Cette section retrace l'origine de la réforme concernant l'EI selon le point de vue des intervenants. Dans un premier temps, il sera question de pressions extérieures qui auraient été exercées sur le législateur. Ensuite, associée à ces pressions, la perception d'abus de pouvoir ayant mené à la réforme sera développée. En dernier lieu, le thème du respect des droits des jeunes sera exploré.

### **1.1- Pressions extérieures**

Certains intervenants perçoivent la réforme du cadre légal concernant l'EI comme étant une réponse aux pressions extérieures. Ils la relient au débat sur la pertinence de recourir aux privations de liberté pour les jeunes en protection. Voici deux extraits qui associent la réforme

avec la dénonciation, dans le film documentaire *«Les voleurs d'enfance»<sup>56</sup>*, des conditions de vie des jeunes hébergés en centre de réadaptation.

*«La seule chose sur laquelle je me questionne c'est; est-ce que ça [la réforme] a été fait en réaction principalement au film de Paul Arcand?».*

– **Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

*«C'est sûr qu'il y a eu différents mouvements populaires, que ce soit par un film ou autre chose qui ont amené à des réflexions au niveau de l'EI.»*

– **Chef de service; intervenants référents # 7**

Dans le même ordre d'idées, d'autres affirment que les changements concernant l'EI découlent des pressions de la CDPDJ. Dans les extraits suivants, un gestionnaire explique qu'à ces yeux l'origine de la réforme résulte des enquêtes effectuées par la CDPDJ et que des enjeux politiques sont sous-jacents au recours à l'EI. Aussi, une certaine animosité envers la Commission ressort de son discours. Cela reflète les tensions existantes entre les acteurs juridiques visant le respect des droits et les acteurs cliniques cherchant à satisfaire les besoins manifestés par les jeunes pris en charge.

*«Il y a quelque chose de politique dans cette histoire-là [...]. Ce qui m'a toujours dérangé dans cette affaire-là c'est que l'étincelle qui a fait qu'on en est venu à [réformer les pratiques sur l'EI], c'est sur une perception qu'on lésait les droits des jeunes en les enfermant. [...] C'est suite aux enquêtes de la CDPDJ. C'est la CDPDJ qui a fait pression sur les gouvernements [...]. Et non pas de la reconnaissance qu'il fallait peut-être mettre quelque chose sur pied pour des jeunes particulièrement difficiles et auxquels nos programmes ne répondaient pas.»*

– **Gestionnaire # 3**

## 1.2- Perception d'abus de pouvoir

Plus de la moitié des intervenants associent la réforme avec cette perception voulant que des abus de pouvoir puissent avoir eu lieu au niveau de l'enfermement des jeunes en centre de réadaptation. Tel que plusieurs participants l'affirment, avant la réforme, le recours à l'EI était fréquent et un nombre important de jeunes y était hébergé. Parfois, l'utilisation de la mesure était inappropriée puisqu'elle se révélait non congruente avec les besoins de réadaptation.

<sup>56</sup> *Les voleurs d'enfance*, réalisation Paul Arcand, production Denise Robert et Daniel Louis, Montréal, 2005.



*«Il y a peut-être de nos jeunes qui étaient hébergés en EI qui ne devaient pas l'être à cette époque-là.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4*

*«Je pense qu'il y a des jeunes qui étaient [dans l'ancien EI] et qui n'auraient pas dû être là. Par exemple, un jeune qui est là, mais qui sort tous les jours. Ça devient un peu comme un non-sens.» - Intervenant référent # 23*

*«Il y avait beaucoup trop de jeunes en EI avant, je pense. Ça ne répondait pas à leurs besoins carrément. L'endroit était beaucoup trop sécurisé pour leurs besoins.»*

**- Intervenant référent # 22**

*« Maintenant, je dirais qu'on a fait des abus [dans le passé] parce qu'il y avait des jeunes qui étaient dans les [unités] portes barrées pendant longtemps, longtemps.»*

**- Conseiller à l'Accès # 17**

Dans cette dernière citation, le conseiller à l'Accès exprime à quel point les jeunes placés dans l'ancien EI y restaient sur une longue période de temps, puisque tel qu'il le mentionne plus loin dans l'entretien, ce programme était considéré comme équivalent aux autres. Par conséquent, à cette époque il n'y avait pas de processus mis en place pour réviser la pertinence du séjour lorsqu'un jeune était orienté dans une unité sécuritaire comme l'EI. C'est ce qui explique la longueur de la durée des placements d'avant la réforme.

*«Avant, on envoyait un jeune en EI et quand il fonctionnait bien on le laissait là. On ne l'envoyait pas nécessairement dans un autre [type d'encadrement], parce que c'était une unité [au même titre que les autres].» - Conseiller à l'Accès # 17*

Dans le passage ci-dessous, les propos d'un chef de service, travaillant auprès d'intervenants référents, sont révélateurs et illustrent comment les pratiques d'autrefois ont conduit à la réforme de l'EI.

*« [La réforme de l'EI] ça vient des problèmes qui sont survenus. [...] Alors, ça vient de plaintes, ça vient de pratiques abusives. Ça vient d'un paquet de connaissances que le législateur a et de vérifications qu'il a faites pour dire [que ça prend un changement].»*

**- Chef de service ; intervenants référents # 9**

### 1.3- Respecter les droits des jeunes

Pour certains intervenants, la réforme avait clairement pour objectif d'accroître le respect des droits des jeunes en clarifiant les critères autorisant le recours à l'EI. C'est dans cet ordre d'idée qu'un chef de service auprès d'intervenants référents mentionne que c'est au regard des droits des

jeunes que la réforme a été initiée. C'est aussi dans cette optique qu'un autre participant affirme que la restriction de liberté pour les jeunes en besoin de protection doit être balisée.

*«C'est sûr qu'au départ, je comprends que les droits des usagers, le fait de restreindre ou limiter leur liberté [...] pendant un temps X, je pense qu'ici on vient mettre des balises par rapport à leur hébergement dans ce type d'encadrement là.».*

**– Chef de service; intervenants référents # 7**

*«Pour moi, la mesure de l'EI, elle est comme apparue pour combler un espace vide laissé par la réforme de la LPJ, qui disait dans le fond que les enfants placés en protection de la jeunesse ne devraient pas être en privation de leur liberté.».*

**– Intervenants référent # 23**

En faisant le parallèle avec les fréquentes privations de liberté qui ont pu avoir lieu dans le passé, le discours suivant montre qu'aux yeux du répondant, l'intention du législateur était d'encadrer le pouvoir décisionnel afin de permettre un plus grand respect des droits des jeunes.

*« [Autrefois, le recours à l'encadrement statique, aux portes barrées] ça pouvait être abusif. Donc je suis d'accord que le législateur a dit à un moment donné : "n'abusons pas de nos pouvoirs!" [...] [Avant,] on ne s'occupait pas de cette privation de liberté là, on n'avait pas cette préoccupation-là. À partir du moment où on dit: on va priver quelqu'un de sa liberté, mais il faut y réfléchir plus sérieusement et pour combien de temps?» - Chef de service; intervenants référents # 9*

Les propos suivants d'un conseiller à l'Accès vont dans le même sens que ceux présentés ci-haut et témoignent de l'importance de légitimer la décision de recourir à l'EI sur un argumentaire clinique.

*« À partir du moment où l'on barre les portes et qu'on restreint [la liberté de mouvement] des gens, bien, on limite leur droit à leur liberté. Donc, y fallait davantage encadrer et justifier ces actions-là. » - Conseiller à l'Accès # 16*

## **2- Réactions des participants à la réforme**

Dans cette section, les différentes réactions des participants concernant l'avènement de la réforme seront décrites. De manière générale, le discours des intervenants laisse entrevoir la pertinence de cet amendement. Par contre, il a été possible de déceler dans les propos certaines résistances au changement. Ensuite, les difficultés d'implantation seront abordées.

## 2.1- La réforme perçue comme pertinente

Malgré les considérations de la première section concernant l'origine de la réforme, la plupart des participants considèrent l'avènement du nouvel environnement juridique comme étant pertinent, nécessaire et utile. Premièrement, la majorité perçoit la réforme entourant l'EI comme étant bénéfique puisque cela a déclenché une réflexion du milieu sur l'intervention auprès des jeunes en difficulté. Comme l'illustrent les deux extraits ci-dessous, ce questionnaire a permis de bonifier les approches d'intervention de l'ensemble des unités de réadaptation.

*«[Depuis la réforme] je vois qu'il y a beaucoup de réflexions qui se font [au sein de l'établissement du centre jeunesse]. [...] On partage beaucoup de réflexion et je trouve qu'il y a un changement de mentalité qui se fait de plus en plus. Et un désir de travailler autrement.» - Chef de service; intervenants référents # 9*

*«[La réflexion engendrée par la réforme] ça l'a une influence sur le reste de notre milieu. [...] Donc, ça va enrichir la pratique de notre milieu au grand complet. L'avenue de l'EI ça l'a obligé à revoir nos pratiques.» - Gestionnaire # 3*

Cette réflexion a entraîné une révision des programmes d'intervention ainsi que des pratiques. En effet, la réforme de l'EI a permis de questionner et de revoir les pratiques existantes et qui pouvaient poser problème. Par exemple, pour un chef de service d'une unité d'EI, les questionnements suscités par la réforme au niveau de l'intervention ont permis d'accroître le travail de collaboration avec le milieu référent. Il exprime ceci dans les mots suivants:

*«Un des gros changements, c'est le partenariat. [Avant] on avait tendance à faire en silo et l'EI [actuel] nous a amenés à travailler en partenariat.»  
- Chef de service; unité d'EI # 12*

De plus, plusieurs participants ont invoqué le fait que la réforme a consolidé l'approche psychoéducative dans le développement des programmes d'intervention et a permis l'implantation de la méthode cognitive-comportementale par l'élaboration d'activités spécifiques de réadaptation. À ce sujet, un chef de service, travaillant auprès des intervenants référents, évoque que cette tâche a nécessité beaucoup de travail. Dans le même ordre d'idées, un autre participant mentionne que le changement principal réside dans l'élaboration du contenu de la programmation à mettre en place dans les unités d'EI afin de soutenir le processus clinique de réadaptation.

*«Il y a beaucoup de travail qui se fait dans l'établissement au niveau de l'approche cognitivo-comportementale et de l'approche psychoéducative qui sont deux approches préconisées par l'établissement.» - Chef de service; intervenants référents # 9*

*«Aussi, un des changements majeurs [suscité par la réforme], ça l'a été au niveau de la programmation. La programmation de jour et de soir. Quand qu'on parle de la programmation, on parle de l'activité clinique. On est rendu ici, [à l'unité d'EI de la région X], avec 5 activités cliniques par semaine. Donc, c'est un changement que ça amène au niveau du cognitivo-comportemental.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

Pour un autre participant, la réforme a favorisé le développement d'une intervention de réadaptation spécifique au sein des unités d'EI qui n'existait pas avant la réforme. Pour lui, le travail accompli en EI se distingue de ce qui se fait dans les unités d'origine. Voici l'extrait où il explique ce changement et l'impact prometteur de ce dernier sur la réadaptation des certains jeunes.

*«Avant dans l'ancien EI, je pense qu'il n'y avait pas d'approche aussi intensive sur des [motifs] aussi spécifiques. C'est comme si on a mis un milieu thérapeutique en accéléré. Et moi j'ai vu des jeunes faire des prises de conscience et des cheminements en 30 jours, qu'ils n'auraient jamais faits en 6 mois dans leur unité [d'appartenance].»*

**- Conseiller à l'Accès # 19**

Dans le passage de l'extrait mis entre crochets, le discours du répondant s'oriente sur les causes possibles de cette évolution positive du jeune. La clé résiderait dans la qualité du suivi clinique que les unités d'EI ont dû développer après la réforme. En effet, suivant son raisonnement, les jeunes peuvent progresser lors de leur séjour en EI puisqu'ils sont pris en charge de manière plus soutenue que dans leur unité d'origine.

*«[Les jeunes font des prises de conscience de EI] parce que pas accompagnés de la même façon. Parce que pas orientés sur des questionnements de la même façon, parce que pas recentrés sur eux. Parce que les autres [intervenants], dans les unités régulières, ils n'ont pas le temps de leur accorder autant d'attention, c'est pour ça.»*

**-Conseiller à l'Accès # 19**

Un chef de service d'un milieu référent constate lui aussi cette qualification de la programmation en EI. Pour lui, cela résulte de la conception d'une programmation spécifique et de l'élaboration d'outils d'intervention propres aux unités d'EI. Plus loin, il renforce cette idée en affirmant que ce travail a permis aux intervenants travaillant en EI de concevoir une expertise clinique qui leur est distinctive.

*«Le changement de la loi sur l'EI au niveau de la LPJ, ça amène nécessairement la création d'un programme spécifique d'EI pour ces jeunes-là, avec la création d'outils concomitants. [...] Les éducateurs en EI deviennent des spécialistes en intervention de crise. Ils sont vraiment bons pour arrêter les jeunes, les questionner, les amener à réfléchir.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent #10*

Deuxièmement, selon certains participants, l'encadrement des pratiques par le biais de la réforme engendre un plus grand respect des droits des jeunes. En effet, la clarification des critères d'admission en EI, l'obligation de réévaluer la pertinence du séjour et la possibilité de recourir au tribunal pour contester la mesure sont des éléments qui balisent les pratiques et qui protègent les jeunes contre les abus de pouvoir. Les propos suivants illustrent en partie cette idée voulant que la possibilité de recourir au tribunal pour contester la décision d'orienter un jeune en EI favorise le respect de ses droits fondamentaux.

*«Donc, ultimement, je pense que les droits des jeunes sont respectés, parce que c'est une mesure qui peut être contestée, par le parent ou par le jeune lui-même. Donc, si il y aurait forme d'abus ou de quoi que ce soit, je pense que les juges sont les gens qui sont les personnes les plus, tu sais, c'est leur rôle d'être impartial et de prendre la meilleure décision pour les enfants.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4*

Finalement, la clarification des critères d'admissibilité précise dorénavant les motifs justifiant le recours en EI et permet de limiter le nombre de jeunes assujettis à une privation de leur liberté. Désormais, seuls les enfants dont les comportements réfèrent à la notion de dangerosité vont être orientés en EI et restreints dans leur liberté de mouvement.

*«[Étant donné que la loi a clarifié les critères d'admission en EI] donc ça brime moins la liberté des autres enfants. [...] C'est moins restrictif pour l'ensemble de la population du centre d'accueil. Il n'y a que les enfants qui présentent un danger de se retrouver à l'extérieur qui ont accès à ce programme-là.»  
- Conseiller à l'Accès # 18*

Dans le même ordre d'idées, la presque totalité des intervenants affirme que l'EI est désormais une mesure d'exception, utilisée en dernier recours. Par exemple, un intervenant référent de l'é/o dit que l'EI est la dernière intervention envisageable. Un autre participant fait le parallèle entre l'usage de l'EI et la mesure de placement dans sa globalité, dans le sens où il s'agit d'intervention d'extrême nécessité.

«Maintenant, [la réforme de l'EI] ça nous amène à penser à cet encadrement-là en dernier. C'est la dernière possibilité que l'on peut envisager. [...] C'est vraiment parce qu'ils [les jeunes] ont des comportements vraiment inquiétants et qui nous préoccupent.» - **Intervenant référent à l'é/o # 25**

«Moi je pense que l'EI, je le mets sur le même niveau que n'importe quel autre placement en hébergement, c'est une exception.»

- **Chef de service; milieu d'hébergement référent # 8**

## 2.2- Difficultés d'implantation de la réforme

Presque tous les participants ont fait part des difficultés liées à l'implantation du cadre issu de la réforme. Celles-ci ont été présentes à tous les niveaux. Les intervenants référents, les conseillers à l'Accès ainsi que les intervenants œuvrant dans les unités d'EI ont dû s'adapter aux changements introduits. Dans la présente section, l'abolition de l'encadrement statique, l'ajustement des décisions d'orientation et l'adaptation des pratiques d'intervention dans les unités d'EI seront abordés. Toutefois, les éléments se rapportant aux décisions de mettre un terme au séjour seront traités dans la section qui concerne le processus de révision.

### 2.2.1- Retrait de l'encadrement statique

D'abord, le retrait des dispositifs relatifs à l'encadrement statique, découlant de la réforme, a occasionné une réorganisation de l'offre de service. En effet, tel que le stipulent plusieurs participants, les unités sécuritaires d'autrefois ont dû subir des transformations architecturales afin d'assurer le droit à la liberté des jeunes placés pour leur protection.

«Toutes les [anciennes] unités d'EI ont été transformées en encadrement dynamique. Donc, on a ouvert la porte de la réception et les portes des unités [de réadaptation].»

- **Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

«On a mis sur pied, rapidement, ce qu'on appelle [l'encadrement] "dynamique élevé". Donc, dans le fond, plusieurs jeunes qui autrefois auraient été en EI, se retrouvent en "dynamique élevé" avec des portes débarrées, mais avec un haut niveau d'encadrement.» - **Conseiller à l'Accès # 15**

Outre l'aspect statique de l'encadrement, certains constatent qu'il y a peu de différence entre l'EI et l'encadrement «dynamique élevé» en ce qui concerne le ratio intervenant / jeune.

*«On est tous pareils, on a tous le même nombre d'éducateurs. En EI, le nombre d'éducateurs que j'ai moi, avec le "dynamique", c'est la même chose, je n'ai pas plus d'éducateurs [en présence sur le plancher]».* – **Chef de service; unité d'EI # 11**

La réalité décrite ci-haut est contraire à celle brossée par d'autres. Par conséquent, il y a ici soit une différence d'un centre jeunesse à l'autre, soit une divergence au niveau de la perception des participants concernant la situation des unités de réadaptation.

*«[En encadrement dynamique élevé] on est dans un encadrement, de temps-présence, hum, je dirais à 85-90%. Alors qu'en EI c'est 100% présence adulte-enfant.»*  
– **Conseiller à l'Accès # 15**

Ensuite, l'abolition de l'encadrement statique dans les milieux d'hébergement a été vécue par certains intervenants référents comme une perte de moyen. Ce changement a engendré un sentiment d'impuissance pour intervenir à l'endroit des jeunes dont les comportements compromettent leur sécurité et développement.

*«[Avec le retrait de l'encadrement statique], les gens avaient l'impression qu'ils perdaient des moyens pour venir en aide aux jeunes. [...] [La disparition du dispositif sécuritaire] C'est dans ce sens-là que les équipes ont eu l'impression de perdre des moyens.»* – **Gestionnaire # 3**  
*«Donc, à partir du moment où l'éducateur ne peut plus faire ça [restreindre la liberté d'un jeune en barrant la porte], il me dit: je n'ai plus de moyen.»*  
– **Chef de service; intervenants référents # 9**

Dans la même veine, quelques participants trouvent que le retrait de l'encadrement statique a influencé les pratiques d'intervention des travailleurs sociaux concernant l'octroi des sorties pour les jeunes hébergés en centre de réadaptation. Certains travailleurs sociaux seraient moins enclins à retirer des permissions de sorties à l'extérieur.

*«Depuis que les portes ont été débarrées, les TS ont de la difficulté à dire: "tu ne sors pas en fin de semaine, ça ne marche pas, là avec ce qui se passe avec tes parents, avec ce qui est arrivée cette semaine, on va couper les sorties." [...] C'est comme s'ils ont pris pour acquis: si on fait ça, de toute façon [le jeune] va s'en aller pareil parce que la porte est débarrée.»* – **Chef de service; unité d'EI # 11**

Finalement, certains intervenants, dans un réflexe d'inertie socioculturelle, réclament le retour de l'encadrement statique en centre de réadaptation afin de remédier à cette perte de moyen ou dans le but d'intervenir plus efficacement auprès des jeunes. Les deux cas de figure présentés ci-dessous illustrent ces argumentations. Le premier extrait porte sur la perte de moyen et sentiment d'impuissance résultant du retrait des dispositions sécuritaires du centre de réadaptation. Tandis que le second traite de l'intervention qui, aux yeux du répondant, serait plus efficace si elle était dispensée par les éducateurs du milieu d'origine, c'est-à-dire ceux qui ont construit un lien de confiance avec le jeune.

*«L'autre chose, c'est que je pense que l'histoire des portes fermées en bas, ça devrait se refermer. [...] Je veux dire, ça permettrait aux unités dynamiques d'être en situation de moins grande impuissance. [...] Donc, donner plus de moyens aux unités dynamiques pour l'encadrement; capacité de fermer la porte de temps en temps pour certains jeunes sans que ça soit forcément de l'EI dans un séjour vraiment fermé comme c'est le cas là.» - Conseiller à l'Accès # 19*

*«Compte tenu qu'ils ne peuvent plus barrer les portes dans ces unités-là, bien c'est là-dessus que j'ai un peu de misère. [...] Il y a des jeunes qui n'auraient pas à être chez nous avec des éducateurs qu'ils ne connaissent pas. [...] Je trouve que le cheminement se ferait mieux si la porte était barrée pour ces jeunes-là dans leur propre unité [d'origine] où ils ont une appartenance et tout ça. [...] Parce que si les portes étaient barrées dans son unité d'origine, il n'aurait pas à venir en EI.»*

**- Intervenante; unité d'EI # 13**

## 2.2.2- L'ajustement des décisions d'orientation

Pour les conseillers à l'Accès, ce fut au niveau de l'interprétation des motifs d'admission en EI que l'adaptation a été difficile. Au début, les pratiques auraient suivi une logique administrative axée sur l'aspect juridique au détriment du jugement clinique. Le témoignage suivant est très révélateur de cette situation où l'impression de rigidité du processus décisionnel prévaut. L'encadrement juridique inhérent à l'orientation d'un jeune en EI prenait beaucoup de place dans l'évaluation de l'admission.

*«Dans les premiers temps, il y avait une espèce de rigueur qui, à mon point de vue à moi, ne faisait pas sens. [...] Ce n'était pas nuancé [...] C'est pour tel motif, pas tel autre. [...] ce] n'était pas une rigueur clinique, c'était une rigueur technique.»*

**- Conseiller à l'Accès # 15**

*«Je pense qu'au départ, cette nouvelle loi, ce n'était pas facile. [La prise de décision] c'était davantage dans des aspects juridiques. Cochez "oui ", cochez "non" et si tu coches "non", il n'y va pas.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4*



*«Au début on nous a reproché, même dans le milieu ici [du centre jeunesse], parce que c'est nous la porte d'entrée à l'Accès, d'être trop rigoureux, d'être trop sévère [par rapport à l'admission des jeunes en EI].» - Conseiller à l'Accès # 19*

Plusieurs répondants abondent dans le même sens et leurs propos montrent comment la difficulté d'interprétation des motifs d'admission a restreint l'accès à l'EI au point où certains jeunes ont été privés des services dont ils avaient besoin.

*«Je te dirais que sur au moins un an, il y a eu des jeunes qui étaient et qui devaient être en EI. Mais on a eu certains jeunes qui auraient dû être en EI et qui ne l'ont pas été, faute de certains critères qui ne correspondaient pas à l'EI. Dans la grille d'évaluation où là, la fugue était moins un critère important, il fallait qu'elle soit jumelée à quelque chose d'autre.» - Chef de service; unité d'EI # 5*

Aussi, certains participants relient cette rigueur juridique à la crainte d'une contestation au tribunal entraînant le témoignage à la cour du conseiller à l'Accès ayant entériné la décision du placement en EI. Pour eux, ce facteur a pu influencer les décisions prises par les conseillers à l'Accès.

*«L'Accès, ils ont eu de la misère à s'ajuster là-dedans. Ils étaient un petit peu plus frileux [à accepter les demandes d'EI], parce que là on va avoir des comptes à rendre si c'est contesté, on ne veut pas créer de préjudices, et on ne veut pas créer des cas de jurisprudence. C'est ça que j'ai compris grosso modo.» -Intervenant; unité d'EI # 14*  
*«Au départ, il y avait une frilosité extrême pour envoyer un jeune en EI. Je crois qu'on [les conseillers à l'Accès] craignait beaucoup aussi tous les recours légaux.»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

Finalement, dans un autre ordre d'idées, le discours de quelques participants témoigne de la difficulté des intervenants référents à s'adapter aux balises décisionnelles imposées par le nouveau cadre juridique. Cette résistance peut s'expliquer par l'habitude et la force de l'inertie socioculturelle.

*«Au début, c'était les vieux réflexes: un jeune qui ne respecte pas le code de vie, ou un jeune qui est dérangeant dans un groupe, on pouvait faire des demandes d'EI, qui étaient refusées, bien entendu.» - Conseiller à l'Accès # 18*

### 2.2.3- L'adaptation des pratiques dans les unités d'EI

Les intervenants travaillant dans les unités d'EI ont eux aussi fait face à des difficultés à implanter de nouvelles pratiques. Tel que mentionné dans la section détaillant la pertinence de la réforme, tout le contenu de la programmation a dû être revu. Comme le confirme le témoignage suivant, les intervenants de l'EI ont dû s'habituer à ces nouvelles réalités.

*«Dans les faits, il n'y a rien qui était monté pour savoir comment qu'on gère ça l'EI, à part de savoir que tu es barré, c'est tout. [...] Mais dans les faits de tous les jours, les activités ça va être quoi? Le programme, ça serait quoi? Comment qu'on va s'organiser avec des jeunes qui sont dans toutes les unités et qui se connaissent tous. Y'en a peut-être 2-3 qui vont rentrer chez nous et déjà qui sont problématiques dans d'autres unités lorsqu'ils sont séparés, et là on va les mettre ensemble dans la même unité. Donc, c'est comme une nouveauté.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Plus loin en cours d'entretien, ce répondant donne d'autres exemples de la manière dont les pratiques d'intervention dans les unités d'EI se sont ajustées au fil du temps. Le premier concerne l'élaboration de la programmation qui s'effectue par échelon. Au départ, le contenu de ces différents échelons variait selon le type de comportement ayant mené à l'orientation du jeune en EI, mais leur définition a évolué au fil du temps afin de devenir homogène, peu importe le motif d'admission. Le second extrait porte sur la mise en place d'activités spécifiques de réadaptation.

Exemple 1: *«On fonctionne par niveau ici ; niveau 1-2-3-4. Donc, le jeune doit acquérir [des habiletés] pour se rendre au niveau 4. [...] Au début, on avait fait nos niveaux en fonction des motifs de placement le plus grave. Par exemple, si un jeune arrivait ici avec un problème de violence, on avait nos niveaux pour la violence. Un jeune qui arrivait pour une tentative de suicide, on avait des niveaux. Maintenant, on a mis tout ensemble et on a des niveaux [uniformes peu importe le motif].»*

Exemple 2: *«[Concernant les activités spécifiques de réadaptation], au début, on se posait la question: est-ce qu'on donne les activités spécifiques en lien avec les motifs qui les amènent? Mais on a fini par se rendre compte que tous les jeunes ont tous besoin de ces activités-là.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Un autre participant ajoute que l'implantation des activités spécifiques de réadaptation a exigé d'adapter le contenu des ateliers à la réalité de l'unité. Premièrement, les arrivées de nouveaux jeunes ainsi que les départs de ceux qui ont terminé leur séjour sont fréquents. Ce roulement des jeunes ajoute un défi supplémentaire à l'élaboration des animations thématiques. Deuxièmement, l'activité clinique doit d'être ajustée en fonction des capacités et des facteurs de réceptivité des

participants. Pour parvenir à capter l'attention et à susciter la participation des jeunes, l'animation doit être construite sur un mode interactif tout en étant axée sur le jeu de rôle et le modelage.

**Exemple 1:** *«Nous autres, ils [les jeunes] arrivent in et out tout dépendant. Il a fallu comme adapter même ces cours-là, parce qu'on ne pouvait pas avoir de suivi [...] [Parce que] nous autres, compte tenu que ça rentre, ça sort, il a fallu comme plus les adapter.»*

**Exemple 2:** *«[L'activité sur la résolution de problème] on l'a adaptée parce que, en premier on prenait leur problème à eux, ils écrivaient leur problème [mais c'était difficile pour les jeunes]. [...] On l'a essayé d'une autre façon, on a pris une émission où il y a beaucoup de conflits, c'est "Les frères Scotts". Et puis en visionnant ça, quand il y a un conflit on fait la même résolution. [...] Je trouve qu'avec les gars c'est beaucoup plus difficile de faire ce type d'activités là [axées sur l'introspection]. Les gars sont dans l'action, il faut que ça bouge. On va y aller plus par le jeu, par les exercices.» - Intervenant; unité d'EI # 13*

### 3- Attitudes à l'égard du changement

Certains propos des participants réfèrent à leur perception du changement organisationnel. Certains font preuve d'ouverture au changement et d'autres sont plutôt dans une attitude de fermeture ou de résistance. Ensuite, quelques intervenants mentionnent que la récurrence du changement par rapport aux pratiques d'intervention au sein du centre jeunesse influence sur la disposition au changement.

#### 3.1- L'ouverture au changement

Le discours de la majorité des intervenants est empreint d'ouverture au changement. Loin d'être perçus négativement, les changements suscités par la réforme de l'EI étaient jugés nécessaires. Les extraits suivants reflètent cette ouverture et cette disposition au changement.

*«On ne peut pas être contre le progrès. [...] Mais on a encore des choses à changer.»*  
**- Conseiller à l'Accès # 15**

*«Je suis très contente de vivre ce changement-là. [...] Si je recule il y a 25 ans, je trouve que c'est beaucoup mieux [maintenant]» - Gestionnaire # 2*

*«Ça ne cessera jamais de s'améliorer. On sera toujours en éternelle amélioration et changement.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6*

*«Si on m'apporte une nouvelle façon de faire [d'intervenir auprès des jeunes], je ne serais pas fermé à l'utiliser.» - Intervenant référent # 20*

De plus, certains ajoutent que l'introspection et la remise en question des pratiques font partie des caractéristiques de la disposition au changement. Dans le même ordre d'idées, d'autres participants mentionnent l'importance de l'échange et de la réflexion au moment de changer des pratiques et des mentalités. Suivant cette logique centrée sur le questionnement des pratiques d'intervention, le discours sur le changement porte sur la nature du type d'intervention à préconiser. Le portrait clinique des certains jeunes s'approcherait de plus en plus des troubles psychiatriques. Dans un tel contexte où le profil de la clientèle orientée en EI évolue, l'évaluation de l'efficacité des mesures de réadaptation devient une composante essentielle des pratiques, et ce, dans le but de répondre adéquatement aux besoins de ces jeunes.

*«Moi je pense que [le questionnement sur nos pratiques] c'est la base de tout. Parce que si on se campe dans les changements qu'on a faits et qu'on se dit heureux des changements, je pense qu'on ne laissera pas place au changement.»*

**- Intervenante référente à l'é/o # 25**

*«Je trouve que ce travail-là [de questionnement sur les décisions cliniques avec les échanges sur les vignettes] c'est un travail qu'on ne devrait jamais lâcher. Comme qu'on ne lâchera pas le travail de réflexion sur nos approches, sur nos façons de faire.»*

**- Chef de service ; intervenants référents # 9**

*«Avant nous autres [en EI] on n'avait pas de cas psychiatriques. Là on est rendu avec des cas psychiatriques. Donc, qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on applique les mêmes approches? Est-ce qu'on va chercher d'autres approches? [...] On se remet en question continuellement. [...] On évalue où est-ce qu'on est rendu et qu'est-ce que ça a donné comme résultat. [...] Et c'est toujours dans le but de répondre aux besoins de nos jeunes.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Faisant preuve d'ouverture et de disposition au changement, quelques intervenants souhaitent avoir l'occasion d'échanger avec des représentants des autres centres jeunesse. Ils voient ce partage d'expérience et d'expertise comme étant l'occasion d'enrichir leur propre pratique d'intervention et de bonifier leur offre de service.

*«Moi, j'aimerais vraiment aller voir qu'est-ce qui se fait [ailleurs, dans les autres unités d'EI]. Est-ce qu'eux ont développé quelque chose qui pourrait nous être utile? Est-ce que nous on peut leur apporter quelque chose aussi?».*

**- Chef de service; unité d'EI # 5**

Dans d'autres situations, il a été possible de constater dans le discours de certains intervenants des signes de résistance au changement témoignant parfois du phénomène d'inertie socioculturelle. Ces difficultés se situent à plusieurs niveaux. Premièrement, il sera question de

l'évaluation de la dangerosité. Ensuite, la problématique des jeunes délinquants et de la rationalité pénale seront exposées. En dernier lieu, l'hébergement des jeunes en protection ainsi que des jeunes délinquants dans les mêmes unités d'EI sera abordé.

### 3.2- L'évaluation de la dangerosité

Parfois, le discours de certains intervenants donne l'impression qu'ils n'acceptent pas complètement l'obligation de justifier la décision d'orienter un jeune au programme d'EI sur la base d'une évaluation rigoureuse de la dangerosité. Ils reprochent à la loi de ne pas permettre l'admission de certains jeunes qui auraient besoin de l'encadrement statique propre à l'EI, mais qui n'y ont pas accès à cause des exigences découlant du processus d'évaluation. Les propos d'un chef de service d'un milieu référent illustrent cette considération.

*«Et souvent, je trouve qu'on a les motifs cliniques pour [demander un EI], mais malheureusement, on n'a pas assez de faits observables qui nous permettent de le faire. [...] Parce que des fois, on a des inquiétudes qui sont tout à fait louables et légitimes, mais qui ne vont peut-être pas répondre aux critères de la grille.»*

**-Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

Dans cet esprit, certains réclament plus de pouvoir discrétionnaire par l'entremise d'un assouplissement de la loi. C'est le cas de cet intervenant référent de l'é/o qui, lorsque questionné sur les défis à venir, souhaite avoir une plus grande latitude dans l'exercice décisionnel.

*«[...] une plus grande flexibilité, pour laisser place au jugement clinique. [...] Ça pourrait permettre éventuellement de donner accès [à l'EI] à des jeunes qui sont également à risque, mais à un niveau moindre et qui finissent toujours par fuir.»*

**-Intervenant référent à l'é/o # 25**

### 3.3- Les jeunes délinquants non judiciarisés

Tout comme Lemay (2006, 2011), il nous a été possible d'observer une rationalité pénale au moment de recourir à la mesure d'EI pour des jeunes qui commettent des délits sans être judiciarisés. C'est notamment le cas d'un participant qui devient hors de lui lorsqu'il se fait refuser une demande d'EI pour un jeune pris en charge en vertu de la LPJ et qui se mettrait en danger en commettant des délits sous prétexte que le recours à cette mesure ne peut suppléer à l'application de la LSJPA. Ces propos témoignent son sentiment de colère et d'impuissance.

Ceux-ci sont probablement alimentés lorsqu'il réalise qu'il y a un manque d'uniformité dans le recours à l'EI pour les jeunes en protection et qui commettent des délits. En effet, dans l'extrait suivant, il constate des divergences au niveau des décisions d'orientation.

*«Dans la même semaine, je me fais dire pour un, et je te dis que c'est vrai ça: "on ne peut pas pallier à la LSJPA" par une conseillère à l'Accès. Et dans la même journée, il y a une demande d'EI qui est acceptée pour un jeune qui s'en vient chez moi. [...] Mais avant qu'il mette les pieds dans mon unité, y passe par l'EI parce que les gens qui nous l'envoient, le "psychosocial", considèrent qu'il se met en danger et c'est que des faits LSJPA: fugues, vol, vente d'arme, vente de dope, c'est juste ça qu'il y avait sur la demande.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6*

Il a aussi été possible d'observer l'exemple contraire. C'est-à-dire un chef de service qui sait comment référer adéquatement à la bonne loi et qui déplore cette rationalité pénale. Voici comment il conçoit la question du recours à l'EI pour les jeunes en protection qui commettent des délits.

*«[...] parce que des fois c'est à la frontière entre LSJPA et l'EI. Un jeune qui a fait des délits et que le juge n'a pas donné de garde fermée, peut-on le mettre en EI? Non, il n'est pas dangereux. [...] je ne peux pas me substituer au juge en LSJPA et décider moi de lui barrer la porte pour pas qu'il vole d'auto. Ça c'est toutes des petites choses, la loi dit ça, il y a une autre loi qui dit autre chose et on ne substituera pas les lois, l'une à l'autre.» - Chef de service; intervenants référents # 9*

### 3.4- La mixité de la clientèle

Comme c'était le cas lors de la création des écoles de réforme et d'industrie, les jeunes en besoin de protection et certains jeunes délinquants sont hébergés dans les mêmes unités. Cette réalité perdure, car la plupart des unités d'EI ont une «*vocation flottante*» qui leur permet de recevoir les deux types clientèles. Cette disposition s'explique par deux considérations. La première est d'ordre économique. Suivant cet argument, les unités à vocation flottante hébergent des jeunes en vertu de la LSJPA afin de rentabiliser les places qui sont vacantes à cause de l'insuffisance du recours à l'EI à l'endroit des jeunes pris en charge par la LPJ.

*«Il y avait trop peu de jeunes [dans les unités d'EI]. [Donc,] à un moment donné, on a dit que [les unités d'EI] peuvent recevoir des jeunes en LSJPA. On a rajouté ça parce que sinon ça serait trop peu de jeunes.» - Gestionnaire # 3*

*«Des fois, parce qu'il n'y a pas assez de gars en EI, ils mettent des cas LSJPA en détention. [...] Il n'a pas d'affaire là, mais compte tenu que nous autres, on a 12 places [en EI] et ça arrive des fois qu'on a juste 6 jeunes [là on se fait dire] "Ah, vous autres vous avez de la place, nous autres [en LSJPA] on manque de place"»*  
**- Intervenant; unité d'EI # 13**

La deuxième considération justifiant cette réalité est d'ordre clinique. Selon ce raisonnement, les jeunes orientés en EI auraient des caractéristiques et des besoins de réadaptation similaires aux jeunes délinquants.

*«L'hypothèse qu'on avait au départ, c'est que le profil clinique, pas légal, mais le profil clinique de ces jeunes-là se ressemblerait. On n'a pas d'étude très scientifique, mais on a fait après la première année, on a fait passer le (test de) Jesness à tous les jeunes, gars et filles [hébergés en EI] et on les a fait interpréter. [...] Et ça avait tendance à confirmer qu'effectivement les jeunes en EI avaient le profil clinique des jeunes en LSJPA.»* – **Gestionnaire # 3**

Par contre, pour certains intervenants, cette situation peut influencer l'atmosphère dans l'unité. Les propos ci-dessous témoignent de l'impact de la mixité de la clientèle sur les conditions d'hébergement dans les unités d'EI où elle est mise en application.

*«Le plancher de l'EI [dans la région X] c'est différent. Ils ont le double mandat, nous autres aussi, LSJPA et LPJ, sauf que c'est beaucoup plus actif [dans la région X]. Nous, on essaie d'avoir que des jeunes en protection de la jeunesse dans notre unité d'EI, bien qu'ils aient un permis pour héberger des jeunes contrevenants. [...] Ce qui fait que quand ils se trouvent avec 8 gars LSJPA et 4 gars EI, bien là, le poulx du service n'est pas le même qu'une unité qui fait que [recevoir des jeunes en vertu de la LPJ].»* – **Conseiller à l'Accès # 16**

Dans le même ordre d'idées, un intervenant d'une unité d'EI est très critique par rapport à la mixité de la clientèle. Il constate que ça modifie la dynamique du groupe et que la nature de l'intervention diffère.

*«Un gars qui passe son mois ici de détention, à moyen terme, ça, je trouve que ça ne cadre pas du tout. [...] l'intervention n'est pas la même. Le caractère d'un bon délinquant, lui ce n'est pas un petit [en protection de la jeunesse] tout angoissé, tout pogné et qui veut avoir du plaisir, mais qui ne sait pas comment le gérer et qui ne sait pas comment se responsabiliser.»* – **Intervenant; unité d'EI # 13**

Par rapport à la mixité des jeunes en protection et des jeunes délinquants, lorsque questionné sur l'avenir des pratiques relatives à l'EI, cet intervenant aspire voir la situation changer. Il trouve que l'hétérogénéité de la clientèle au sein d'une même unité n'est pas souhaitable.

*«Bien, par rapport à l'EI, t'sais le "melting pot" [de la clientèle], je suis tanné. Dans le sens que quand on a beaucoup de jeunes, ça c'est mon opinion, qui sont plus dans une problématique de délinquance, de criminalité, ça ne fit pas. Je veux bien croire qu'ils n'ont pas d'autres places nulle part [où les héberger]. Mais heu, c'est parce que [la délinquance] c'est un mode de vie, c'est un choix. Et les mettre avec d'autres jeunes qui fuguent et que leur mode de vie est plus lié à la souffrance, c'est comme, ça ne clique pas. Dans ce sens-là, moi je les départagerais.» - Intervenant; unité d'EI # 13*

Ces propos posent deux questions étroitement liées l'une à l'autre. Premièrement, celle du droit des jeunes de recevoir des services adaptés à leurs besoins. À ce sujet, seulement trois participants ont évoqué que les jeunes qui reçoivent des services des centres jeunesse ont le droit d'avoir des services adaptés à leurs besoins particuliers. Deuxièmement, le discours sur la mixité de la clientèle dans l'intervention renvoie au défi que représente le développement de services adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation. En effet, près de la moitié des participants ont exprimé le besoin d'innover en créant des pratiques d'intervention adaptées aux besoins des jeunes. C'est notamment le cas des participants qui se questionnent sur la manière de développer des services adéquats. Dans le même ordre d'idée, un conseiller à l'Accès, en relatant le cas d'une jeune fille qui se met à risque en se prostituant et qui se considère nymphomane, affirme qu'il s'est fait dire par les intervenants de l'EI que cette mesure n'était pas optimale pour satisfaire les besoins d'intervention de cette jeune. Concernant la possibilité d'offrir des services adaptés aux besoins des jeunes, un chef de service d'une unité d'EI croit que c'est par la consolidation du processus d'évaluation qu'il sera possible d'y parvenir. Selon lui, l'évaluation permet l'appariement entre les caractéristiques du jeune et les services à délivrer.

*«Comment on va innover, trouver des [interventions] qui sont différentes, mais qui vont répondre mieux aux besoins du jeune.»*

**– Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

*«[Concernant cette jeune fille qui se considère nymphomane] ça lui prendrait, oui, quelque chose [pour répondre à ses besoins], mais est-ce que ça prend, est-ce que c'est absolument l'EI?» – Conseiller à l'Accès # 15*

*«Il faut arriver à mieux évaluer encore nos jeunes pour leur offrir de réels services [adaptés] à leurs besoins.» - Chef de service; unité d'EI # 5*



Contrairement aux positions exprimées plus haut, certains trouvent que la mixité de la clientèle ne pose pas problème. Voici l'exemple le plus éloquent à ce sujet.

*«Au début on se demandait qu'est-ce que ça allait faire de mettre du LSJPA avec de l'intensif? T'sais est-ce que ça va marcher? On pensait que non, mais finalement ça fonctionne dans les faits.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Par rapport à la programmation et au suivi offert aux jeunes hébergés en EI, il est possible de constater des divergences dans le discours des participants. Pour certains, les jeunes délinquants, qui y sont placés en vertu de la LSJPA, suivent la même programmation et les mêmes activités que les jeunes hébergés pour leur protection. Cependant, à ce sujet, le discours d'un chef de service du milieu référent se situe à l'opposé de celui de ces collègues.

*«On applique le même programme. Ça, je vous le dis tout de suite, on applique le même programme avec les mêmes approches, pour le moment, ça se ressemble assez.»*  
**- Chef de service; unité d'EI # 11**  
*«Eux, les jeunes qui sont en détention provisoire, n'ont pas les activités cliniques. [Leur programmation à l'unité] est différente [de celle offerte aux jeunes en protection].»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

Un peu dans le même ordre d'idée que le dernier extrait présenté, un intervenant d'EI constate une différence par rapport au suivi clinique offert aux jeunes délinquants. Selon son expérience, les outils d'évaluation et d'intervention conçus pour les jeunes orientés en EI ne sont pas utilisés avec les jeunes délinquants.

*«[Le suivi du cheminement] n'est pas le même qu'avec les [jeunes en protection de la jeunesse]. [Aux jeunes délinquants], on ne leur passe pas les grilles, les questionnaires, on ne leur passe pas ça. C'est plus, y fait du temps, il attend. Oui, on le rencontre, mais il apprend à se tenir tranquille, à attendre sa sentence et à se conformer. Des fois il y a des jeunes qui veulent changer des choses, mais en général c'est, hum, tu surfes plus avec eux autres, parce que regarde, le jeune a commis des délits et il attend sa sentence.» - Intervenante; unité d'EI # 13*

### 3.5- Récurrence du changement

Lorsque questionné sur l'avenir des pratiques relatives à l'EI, il a été possible de constater dans les propos de certains praticiens du cynisme concernant le changement. En effet, trois participants

parlent de la récurrence du changement organisationnel au sein des centres jeunesse. Pour ces intervenants, le changement constitue une réalité cyclique. Tel que l'illustrent les citations ci-dessous, ils estiment qu'à chaque fois qu'un nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux est nommé, ou que le personnel de direction se renouvelle, les pratiques subissent des modifications. Selon leur expérience, le changement ne dure jamais plus que quatre ou cinq ans.

*«À chaque 4 ans, à chaque fois qu'on a un nouveau ministère ou un nouveau directeur, tout change. Là il y a des pratiques qu'on enlève, des pratiques qu'on avait avant et qui fonctionnaient très bien et qui reviennent. Je trouve qu'on réinvente la roue continuellement.» - Intervenant référent # 21*

*«Moi je pense que [les pratiques concernant l'EI] ça va changer. Parce que les lois changent régulièrement. [...] On est habitué, on vit dans le changement continuellement. [...] Et qu'on ne décide pas. Premièrement, c'est le ministère qui arrive et voilà (claque des mains) et on y va. [...] Dans 5 ans ça va être d'autres choses. [...] Moi je n'ai jamais vu quelque chose qui durait plus que 5 ans à peu près.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 11**

Plus loin, un des répondants mentionne l'importance d'arrêter le perpétuel changement afin d'adopter des interventions dont l'efficacité a été démontrée et de les généraliser à l'ensemble des centres jeunesse. Elle mise sur la consolidation de l'expertise et l'uniformisation des pratiques au lieu du renouveau. Constatant eux aussi que le changement est continu, d'autres affirment que la transformation des pratiques devrait toujours être orientée vers l'atteinte de meilleurs résultats, mais que cela ne semble pas toujours être le cas.

*«Moi, ce n'est pas réinventer la roue, mais c'est de poursuivre dans une trajectoire que je trouve qui serait plus importante. [...] Arrêtons de changer les pratiques et peut-être aller plus bonifier ce qu'on fait pour vraiment les faire de façon plus commune, en partenariat.» - Intervenant référent # 21*

*«[Les pratiques relatives à l'EI] ça va changer, ça change tout le temps. Les lois changent régulièrement. Les pratiques changent, les lois changent et ça va toujours continuer. [...] Si c'est nécessairement dans le but d'améliorer le sort des jeunes, ça c'est encourageant. Mais des fois, [le changement] ça passe par quelques écorchures.»*

**- Intervenant référent # 20**

#### **4- Les impacts de la réforme**

Les impacts de la réforme sur les pratiques des intervenants seront présentés autour des thématiques suivantes: l'alourdissement de la clientèle en centre de réadaptation, l'augmentation

de la prise de risque à l'égard des jeunes fugueurs, la récurrence des séjours en EI ainsi que la surpopulation des unités d'EI.

#### 4.1- L'alourdissement de la clientèle

À cause du retrait des dispositifs de l'encadrement statique, plusieurs intervenants observent un alourdissement de la clientèle. Cette conséquence liée à la réforme découle de la réorganisation de l'offre de service dont il a été question à la section 2.3.1. À l'instar de l'effet boule de neige ou domino, les jeunes placés dans les unités d'EI d'autrefois se sont retrouvés dans des milieux moins sécurisés et ceux hébergés dans ces milieux ont été transférés dans des ressources plus ouvertes comme dans les foyers de groupe.

*«Je pense qu'il y a un alourdissement de la clientèle. Oui, parce que ceux qui étaient dans un EI avant sont tombés en globalisant. Et ceux qui étaient en globalisant avant se sont ramassés en foyer de groupe. [...] Donc les jeunes les moins pires se sont ramassés en foyer de groupe, mais ils avaient besoin d'être accompagnés. [...] On se retrouve maintenant avec des jeunes en foyer de groupe qui ont de la misère à fréquenter l'école extérieure, qui ont besoin d'être plus encadrés [et de bénéficier d'] activités plus structurées. Ils n'ont pas l'autonomie pour fonctionner en foyer de groupe, mais ils se ramassent en foyer de groupe [à cause de la réforme de l'EI].»*

**- Intervenant référent # 22**

*«On s'est retrouvé avec des jeunes, dans nos milieux, qui présentaient des difficultés plus importantes, et qui amenaient des défis cliniques beaucoup plus importants aussi.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

D'autres répondants ont exprimé que l'alourdissement de la clientèle est susceptible d'affecter les intervenants dans le sens où ceux-ci peuvent vivre de l'épuisement professionnel à cause de la charge de travail que cela engendre.

*«On comprend que parfois on est épuisé comme équipe [...], parce que la lourdeur des cas est plus importante. T'sais au lieu d'avoir 3 filles dans l'unité avec des difficultés importantes, toutes nos 11 filles sont importantes.» - Intervenant référent # 21*

L'alourdissement de la clientèle est présent à tous les paliers des services d'hébergement et le constat s'applique également aux unités d'EI.

*«Si ici avant [la réforme], exemple, il y avait 48 places en EI et si par exemple il y avait 8 jeunes [avec des difficultés d'adaptation importantes], s'ils étaient répartis [...] dans*

*chaque unité c'est une chose. Mais en mettre 8 dans la même unité, c'est autre chose. C'est ça qu'on a observé.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

#### 4.2- La prise de risque à l'égard des jeunes fugueurs

L'abolition du dispositif sécuritaire et l'alourdissement de la clientèle entraînent une prise de risque plus grande, surtout à l'égard des fugueurs. Plus de la moitié des participants affirment que cet accroissement du risque de fugue constitue un des impacts de la réforme.

*«Maintenant, lorsqu'un jeune est choqué il se pousse, il s'en va et il fugue. On n'avait pas ces problèmes-là [avant la réforme].»  
- Chef de service; intervenants référents # 9  
«[La réforme] ça a occasionné des augmentations de fugues.»  
- Intervenants référent # 22  
«À cause que les portes sont ouvertes, on a eu une élévation du nombre de fugues.»  
- Conseiller à l'Accès # 19*

Pour essayer de contrer la fugue, les praticiens ont dû adapter leur pratique d'intervention. Dans le discours des participants, il est possible d'observer deux tendances. La première mise sur la qualité de relation avec le jeune afin de le persuader ou le convaincre de ne pas quitter le centre. Dans cette lignée, certains intervenants insistent sur l'importance de comprendre le sens, le pourquoi de la fugue afin d'intervenir adéquatement. Cette manière d'appréhender l'intervention en contexte de fugue exige un revirement de situation au niveau des pratiques et des mentalités.

*«[L'intervention auprès des jeunes fugueurs], ça va être plus de la persuasion par rapport à la conscience sociale, développer le jugement. C'est vraiment là-dessus qu'on va aller, beaucoup plus qu'en mettant quelque chose de statique et de barrer les portes.» - Intervenants référent # 9  
«Et les gens ont dû changer leur lunette d'intervention, beaucoup à ce niveau-là [de l'intervention en contexte de fugue]. Aller plus en prévention et aller travailler plus le sens et le pattern du jeune dans sa fugue. Et ça, je dirais que c'était une chose qui était moins regardée quand on avait les portes barrées. Et ça, ça a été un ajustement que les gens ont dû faire.» - Chef de service; unité d'EI # 5  
«[Pour] empêcher la fugue, [...on peut] peut-être se mettre devant la porte et dire: "attends un peu, où c'est que tu t'en vas?". Avant [les intervenants] n'avaient pas besoin de penser à ça, [le jeune] ne pouvait pas s'en aller. Donc, c'est de l'intervention différente. C'est aussi au niveau du discours: "qu'est-ce qui ne va pas? Qu'est-ce qui t'amène à vouloir t'en aller?". [...] Travailler plutôt avec nos inquiétudes lorsqu'il est en fugue plutôt que d'être punitif. C'est une autre façon de travailler qui est fort intéressante à mon avis, mais qui demandait un changement de pratique important.»  
- Chef de service; intervenants référents # 9*

La deuxième tendance cherche à dissuader le jeune de fuguer en lui imposant un régime de vie particulier au niveau de sa tenue vestimentaire. Les deux extraits suivants illustrent cette orientation qui aux yeux d'un des répondants serait empruntée aux pratiques existantes en psychiatrie.

*«[Concernant les jeunes à très haut risque de fugue et qui ne sont pas orientés en EI] on a vu des jeunes qui étaient en gougounes l'hiver, pas de soulier. Quand ils sortaient dehors ils étaient accompagnés d'un intervenant. [...] Ces gars-là se sont vu avoir par exemple des programmations spécialisées où ils avaient des gougounes à l'unité au lieu des souliers, des choses comme ça.» - Chef de service; unité d'EI # 5*

*«Moi des fois je dis [aux intervenants référents]: "bien mettez-le en pantoufle". [...] Les hôpitaux y font ça mettre en pantoufle et en pyjamas en pédopsychiatrie. Quand on est en régime pantoufle, ça ne fugue pas, bien ça fugue moins.»*

**- Chef de service; intervenants référents # 9**

De plus, la problématique de la fugue fait vivre de l'impuissance et du désarroi à certains intervenants, notamment en période estivale lorsque la prévalence des fugues augmente. D'autres expliquent comment la fugue nuit à l'application de leur mandat de protection. Dans le premier des extraits suivants, l'émotion et l'inquiétude témoignée à l'égard des jeunes qui fuguent étaient si fortes que le participant a manifesté explicitement le désir de passer à un autre sujet.

*«On est heurté à un mur, on veut plus qu'eux autres. [...] Ça me fait tellement de peine [lorsque les jeunes fuguent, se mettent en danger et que je ne peux pas les retenir], ça me fait tellement peur à chaque fois. En tout cas, on va arrêter [de parler du thème de la fugue].» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6*

*«En même temps, ils [les intervenants] sont tout aussi impuissants par rapport à la fugue. Surtout quand qu'il fait beau et chaud.» - Gestionnaire # 1*

*«Et certains jeunes qui nous amènent beaucoup dans le désespoir. Ils fuguent à répétition [et à cause de ça] on n'arrive pas à appliquer la loi.»*

**- Conseiller à l'Accès # 17**

#### 4.3- La récurrence des séjours

Presque la totalité des participants mentionne que depuis la réforme, certains jeunes font des séjours répétitifs en EI. Ils expliquent comment la récurrence des séjours complique l'intervention, car le jeune orienté en EI à plusieurs reprises finira par connaître le contenu de la programmation et des activités spécifiques de réadaptation.

*«Nous on en a déjà eu un [qui a séjourné à plusieurs reprises en EI] et, heu, bon, à un moment donné il avait l'impression lui-même qu'il avait fait le tour de la question.»*

**- Intervenant référent # 23**

*«[L'activité sur la toxicomanie] elle est redondante cette activité-là. [...] Nos jeunes qui reviennent souvent connaissent les réponses.»* - **Intervenant; unité d'EI # 13**

Dans le même ordre d'idées voulant que la récurrence des séjours soit nuisible à l'intervention, deux chefs de service d'une unité d'EI constatent que les jeunes qui y font plusieurs séjours finissent par apprendre les questions des outils d'évaluation. Ayant perdu leur pertinence clinique, ceux-ci deviennent donc inutilisables. Cette situation entraîne un certain sentiment de lassitude chez les jeunes qui font de nombreux séjours en EI.

*«On a des jeunes qui reviennent tellement, qu'ils connaissent le questionnaire par cœur. [...] Donc, tu te dis: "ouin, cet outil-là ça sert à quoi?" Et c'était un découragement [pour les jeunes]: "ah, non, je ne vais pas passer encore un 3 heures à te remplir ça."»*

**- Chef de service; unité d'EI # 11**

La récurrence des séjours en EI fait vivre de l'impuissance tant aux intervenants référents qu'aux intervenants travaillant en EI.

*«[Après un séjour en EI] Nous on met tout ce qu'on peut en place pour les aider, les supporter, les accompagner, les sécuriser, et (claquement des doigts), ils lèvent les pattes. J'en ai un qui est parti hier, ça faisait 3 mois qu'il était en EI. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse?»* - **Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6**

*«Des fois ils [les intervenants de l'EI] sont désespérés parce qu'ils nous disent: "on l'avait embarqué dans quelque chose, il était motivé et il a été démotivé deux semaines plus tard dans son unité, parce qu'ils n'ont pas continué notre façon de l'encourager". [...] En EI, les éducateurs à un moment donné, il y en a beaucoup qui sont partis en congé de maladie. C'est le bout de ligne et il y a des jeunes qui reviennent souvent et c'est désespérant.»* - **Chef de service; intervenants référents # 9**

Le dernier extrait montre que le défi est de taille pour ajuster les pratiques de réadaptation. L'enjeu réside dans la continuité de l'intervention effectuée en EI lors du retour du jeune dans le milieu d'origine. Tel que mentionné dans la recension des écrits, Boulais (2003) met l'accent sur l'importance d'utiliser les mêmes approches pour favoriser la continuité des interventions. Par contre, les propos relatés ci-dessus indiquent que dans les faits ce n'est parfois pas le cas puisque les intervenants de l'EI semblent avoir une approche différente de celle qui prévaut dans les unités référentes. D'autres participants abondent dans le même sens. Leur témoignage illustre que la continuité des interventions est difficile lorsque les intervenants des unités dynamiques ou

régulières n'ont pas la formation nécessaire pour poursuivre le travail de réadaptation accompli en EI. Ainsi, le contenu des activités spécifiques de réadaptation mis en place en EI et celui offert dans le milieu d'hébergement où le jeune retournera semble différent. Dans un pareil contexte, pour certains l'uniformisation des pratiques d'intervention favoriserait la démarche de réadaptation des jeunes.

*«Les unités d'EI ont été formées avec Denis Lafortune sur l'approche motivationnelle. [...] Si on a une approche, on utilise des méthodes, mais qu'il n'y a pas de suite au niveau des encadrements dynamiques ou réguliers, des fois c'est difficile la continuité.»*  
**- Chef de service; unité d'EI # 12**  
*«[L'arrimage des pratiques] ça reste à travailler, à développer. [...] Si on arrivait à avoir sensiblement les mêmes outils, ça pourrait être plus complémentaire. Et quand le jeune reviendrait, il pourrait poursuivre dans la même veine. Mais ce n'est pas ça pour l'instant. [...] J'imagine que ça ne pourrait qu'être gagnant, parce que ça serait vraiment une continuité. Donc, le jeune aurait l'impression de poursuivre justement son cheminement.»*  
**- Intervenant référent # 23**

De plus, au sujet de la difficulté à mettre en place la continuité de l'intervention, plusieurs participants ont mentionné qu'au retour dans le milieu d'origine, il est ardu de garder vivant le travail accompli lors du séjour en EI.

*«Lorsque le jeune sort de l'EI, il y a un plan de mobilisation de fait et il met en application les moyens pour continuer à maintenir ses acquis, en fonction des objectifs qui lui avaient été fixés. Mais souvent, dans le feu de l'action, ici sur le plancher, souvent ça se perd.»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6**  
*«Il y a un plan d'action qu'on fait quand y [le jeune] revient à l'unité. Mais c'est vraiment un plan d'action individuel. Donc, des fois ça peut tendre à glisser.»*  
**- Intervenant référent # 23**

Certains répondants conçoivent la récurrence par la difficulté de maintenir les acquis dans le milieu référent à cause de la trop grande différence dans le type d'encadrement offert. Le maintien des acquis peut-être ardu, car l'écart du niveau de sécurité entre l'EI et le milieu d'origine est trop important.

*«Passer d'un mois en EI à ouf, c'est tout grand ouvert, la marche est quand même trop haute.»*  
**- Intervenant; unité d'EI # 14**

Certains situent la récurrence des séjours avec le stade de la rechute des étapes du processus de changement. Selon cette conception, la récurrence des séjours fait partie intégrante du processus de changement.

*«[Le maintien des acquis], ça durera le temps que ça durera et il retournera en EI par après si il reprend les mêmes comportements [à risque].»*

**– Conseiller à l'Accès # 17**

*«[Concernant la fin du séjour en EI] on peut se dire qu'il est possible qu'il [le jeune] fugue [à nouveau] un jour et qu'il recommence [ses comportements à risque] et qu'il nous revienne [en EI].» – Intervenant; unité d'EI # 13*

#### 4.3.1- Les causes de la récurrence

Cette section dresse les causes de la récurrence selon la perception des participants. Quelques intervenants expliquent cette récurrence des séjours par les caractéristiques individuelles propres au jeune. Selon cette logique, ce serait la faiblesse des capacités de contrôle et l'influence négative des pairs qui expliqueraient les multiples orientations en EI. Dans le même ordre d'idées, d'autres associent la récurrence des séjours en EI avec la lourdeur des problématiques des jeunes. Sans être explicitement mentionné, l'abandon ou le désengagement parental semble être très courant chez les jeunes admis fréquemment en EI. Dans les deux derniers extraits, les répondants mettent en relation la répétition du recours à la mesure d'EI avec le manque de moyen offert.

*«Ils [les jeunes qui font des séjours répétitifs en EI] ne sont pas capables de s'arrêter. [...] Des fois, il [le jeune] fugue avec un autre, avec deux autres. C'est difficile, ça ne se résout pas en une fois, souvent.» - Gestionnaire # 1*

*«[Quand] je pense aux jeunes qui reviennent souvent, c'est des jeunes qui n'ont personne qui les attendent. Ils ont une coupure avec la famille, ils ont du découragement, ils sont tannés d'être en centre d'accueil.»*

**- Conseiller à l'Accès # 18**

*«Nos jeunes qui sont placés depuis longtemps, qui n'ont pas de projet de vie et qui n'ont rien à perdre dans la vie et c'est ceux-là qui sont nos récidivistes d'EI. Ils se ramassent-là régulièrement.» - Chef de service; intervenants référents # 9*

*«La gamme des moyens qui [les intervenants de l'EI] donnent aux jeunes, à mon avis, n'est pas suffisante. Ça, c'est le côté qui reste à travailler, parce qu'on a beaucoup de jeunes qui vont en EI beaucoup plus qu'une fois.» - Conseiller à l'Accès # 15*

*«Des fois on n'a peut-être pas d'autre alternative [que de recourir à l'EI].»*

**- Intervenant; unité d'EI # 13**



Certains répondants associent la récurrence des séjours en EI avec la courte durée de l'hébergement. Selon eux, augmenter la durée de l'hébergement en EI afin de consolider le processus de réadaptation pourrait réduire la répétition des séjours.

*«Le jeune, des fois, c'est peut-être bien de le laisser un quinze jours de plus, un trois semaines de plus [en EI]. Peut-être qu'il va revenir moins rapidement en EI.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 12**

*«[Au début,] le nombre de séjours [en EI] était important, mais la durée [de l'hébergement] était courte. [...] Je pense qu'au départ on tenait bien compte du moins longtemps possible, mais souvent c'est que le travail fait [en réadaptation] n'était pas assez long et il y avait des récurrences [des comportements à risque, lors du retour dans le milieu d'origine].» - Chef de service; intervenants référents # 7*

Finalement, pour d'autres intervenants il est temps de réfléchir aux facteurs qui influencent ce phénomène de la récurrence des séjours en EI pour comprendre les processus en cause. Dans le discours suivant, il est possible d'entrevoir plusieurs hypothèses susceptibles d'expliquer cette situation. Elles se situent tant au niveau de la prise de décision pour mettre un terme à l'EI qu'à la mise en application et au maintien des acquis dans le milieu d'origine.

*«Présentement, on est là-dedans, à se questionner sur: qu'est-ce qui fait qu'il y a des jeunes qui reviennent, qui reviennent et qui reviennent [en EI]? [...] Est-ce que c'est les décisions de l'Accès qui se prennent peut-être trop vite? Est-ce que c'est bien compris que le jeune n'a pas encore tout acquis et que [le travail de réadaptation] doit se poursuivre? Ou est-ce que c'est une fois que le jeune est rendu dans son unité et que le travail ne se continue pas à ce niveau-là?» - Chef de service; unité d'EI # 11*

#### 4.4- Surpopulation des unités d'EI

Quelques intervenants mentionnent que les unités d'EI ont vécu une période de surpopulation. Un participant a expliqué comment il a vécu difficilement ce moment d'achalandage extrême. Il avait l'impression, dans ces conditions de surcharge, de ne pouvoir venir en aide adéquatement aux jeunes dans le besoin.

*«Le volume [de jeunes en EI] a augmenté et c'est devenu bordélique. [...] Avoir un groupe de 12-14 jeunes dans la même unité de vie, ça n'a pas de sens, il vient à manquer d'air pour tout le monde. [...] En étant un groupe très nombreux, la proximité fait en sorte qu'ils ont des grandes difficultés relationnelles. [...] J'avais l'impression que [l'EI] c'était seulement un parking [...]. Il faut se donner le minimum de ressource acceptable [pour intervenir adéquatement] et c'était carrément plus le cas.»*

**- Intervenants; unité d'EI # 14**

Plusieurs répondants abondent dans le même sens. Certains estiment aussi que la surpopulation peut nuire à la qualité de l'intervention. Pour remédier à la situation, l'ouverture d'une unité d'EI supplémentaire a été nécessaire.

*«Il y a un bout que je ne pense pas [que l'unité d'EI] répondait aux besoins des jeunes. Je ne crois vraiment pas, pas au complet, à cause de ce que j'ai nommé précédemment [la surpopulation].» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6*  
*«Ce qui demeure par contre inquiétant un petit peu, c'est de constater qu'actuellement, l'unité d'EI est toujours pleine. [...] Je sais qu'ils ont ouvert une deuxième unité. Une forme de désengorgement, parce qu'il y avait trop de jeunes dans notre unité d'EI.»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

La surpopulation exige beaucoup d'efforts sur le plan de l'intervention. Cela provoque son lot de répercussions sur l'organisation et le fonctionnement de l'unité, au point où le chef de service doit soutenir les praticiens et procéder lui-même à des interventions cliniques lorsqu'il y a beaucoup de jeunes hébergés. Ce participant va même jusqu'à émettre l'idée d'engager une secrétaire pour aider les éducateurs dans la gestion du quotidien, et ce, afin de leur laisser plus de temps pour intervenir et être présent auprès des jeunes.

*«Quand qu'on a 12 jeunes en intensif avec le nombre d'éducateurs que j'ai, c'est impossible [d'offrir une intervention soutenue et personnalisée]. [...] Quand qu'on est rendu à 8, avec le nombre d'éducateurs que j'ai et la façon qu'ils travaillent en individuel, ils seraient incapables [à 12 jeunes] de travailler de la manière dont ils travaillent, ça c'est clair. [...] On court et je vous dirais que je suis sur le plancher, même si je ne suis pas supposé d'être là. [...] Il me faudrait une secrétaire dans l'unité, premièrement, pour prendre les appels.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Tel qu'il est possible de le constater dans le discours des participants, la surpopulation des unités d'EI pose le défi se rapportant aux conditions d'hébergement favorisant une intervention de qualité. Afin de prodiguer un accompagnement soutenu et personnalisé, cinq participants ont affirmé que le nombre idéal de jeunes à héberger dans une unité d'EI varie entre 8 et 10 jeunes. Au-delà de ce nombre, la charge de travail est si prenante que les éducateurs ne parviennent pas à offrir le niveau d'intensité requis par les besoins de réadaptation des jeunes.

*«Passé 9 [jeunes] c'est difficile au niveau de la gestion du groupe. Je pense que trois intervenants pour neuf jeunes, je trouve que c'est bien au niveau de la qualité de l'intervention.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

*«On privilégie d'avoir 8 jeunes. Parce qu'au-delà de 8 jeunes ça devient difficile de faire un travail rigoureux. Parce qu'ils sont plus bougeants, plus réactifs, plus de stimuli. Parce que plus il y a de jeunes et plus il y a de stimuli. [...] Tant qu'on peut être à 8, c'est vraiment un travail qui est plus pointu, plus idéal au niveau du groupe.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 5**

*«On ne peut pas avoir 12 [jeunes] en intensif non plus. [...] Les éducateurs vont tomber en burn-out, à terre, ils ne bougeront plus. Ce n'est pas compliqué, c'est trop, beaucoup trop.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

## 5- La clientèle des unités d'EI

Les intervenants ont parlé des caractéristiques des jeunes orientés en EI sans que cette question ne leur soit directement adressée. D'abord, un portrait des caractéristiques générales sera dressé. Il sera question de la lourdeur des difficultés vécues par les jeunes qui bénéficient du programme d'EI. Ensuite, l'implication du projet de vie et le conflit de loyauté que cela peut susciter seront exposés.

### 5.1- Caractéristiques générales

Les jeunes référés en EI se distinguent des autres par l'ampleur de leurs problématiques. Des expressions comme *«clientèle bout de ligne»*, *«capacités limitées»* ou *«comorbidité»* reviennent fréquemment dans le discours des répondants et illustrent cette situation. Aussi, certains participants notent que ces jeunes ont de faibles habiletés sociales et ont des difficultés à communiquer.

*«C'est une jeune très fragile, très carencée, dépendante, fragile au niveau psychologique. [...] Elle pleure presque sans arrêt, mais elle ne s'ouvre pas facilement. [...] [Elle a] beaucoup de difficulté à s'exprimer, pas capable de parler de ses émotions à part que de pleurer.» - Conseiller à l'Accès # 15*

*«Souvent c'est des jeunes qui ne sont pas capables de parler de ce qui vivent, de nommer ce qui vivent et d'en parler.» - Gestionnaire # 1*

D'autres intervenants font référence à une lacune au niveau des capacités de contrôle interne. Dans cette optique, les jeunes référés en EI exprimeraient leur détresse par l'entremise de conduites impulsives et compromettantes pour leur sécurité ou leur développement.

*«C'est parce qu'ils vivent de la détresse et qu'ils sont là [en EI] à cause qu'ils vivent trop de détresse et parce qu'ils ne sont pas capables de se contenir».*

**- Gestionnaire # 1**

*«C'était une jeune avec une multitude de problématiques et qui ne fonctionnait pas dans aucun cadre. Qui réagissait par la colère et des agirs époustouflants. Elle pouvait même s'en prendre à elle-même.» - Intervenant référent à l'é/o # 25*

Certains associent l'impulsivité à un faible niveau de développement de la maturité qui rendrait ces jeunes perméables aux influences négatives. Les carences et le manque de stimulation cognitive présents avant la prise en charge nuiraient à la capacité d'introspection des jeunes qui agissent sous le coup de l'impulsivité.

*«[Certains jeunes orientés en EI] sont très peu nantis, très peu construits. [...] On ajoute à ça des troubles d'opposition, [...] des troubles de l'attachement, de l'impulsivité, de la toxicomanie. Donc, ils n'ont pas la capacité de réfléchir et de synthétiser l'émotion autant qu'un jeune avec une éducation adéquate, avec tous ses petits morceaux dans son cerveau.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6**

*«Nos jeunes qu'on envoie en EI ont été très peu stimulés au niveau des remises en question, au niveau du jugement. Et ils sont très impulsifs, y vont décider de faire quelque chose comme ça (claquement des doigts).» - Intervenant référent # 21*

De plus, près de la moitié des participants soulignent la prévalence des troubles dits de «santé mentale» chez les jeunes bénéficiant d'un EI. Cependant, plusieurs intervenants emploient ce terme sans préciser la nature des troubles auxquels ils réfèrent. Lorsque des exemples sont donnés, les problématiques les plus souvent citées sont : le trouble de l'attachement, le trouble oppositionnel et le trouble d'hyperactivité avec déficit de l'attention. Dans une moindre mesure, il a aussi été question de déficience intellectuelle, de traits borderline, de traits psychotiques, de dépression et de trouble obsessionnel compulsif.

*«De plus en plus, on a des jeunes qui sont médicamentés. On a beaucoup de troubles de santé mentale, ce qu'on n'avait pas avant.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

Aussi, selon les répondants, plusieurs jeunes ont été abandonnés par leur parent ce qui se reflète par la carence affective ou la dépendance affective. Il en résulte une souffrance, un désespoir ainsi qu'une détresse très difficile à gérer, ce qui peut, aux yeux des intervenants, soutenir une dynamique de fuite ou une quête de sens.

*«Il est dans la fuite [...]. Le jeune est dans la fuite toujours dans des fugues.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

*«Il y a des jeunes qui [...] ne veulent pas être placés. L'hyper carencée, le puits sans fond, l'abandonné. C'est très difficile à comprendre. Pour eux, c'est comme: "Pourquoi moi? Pourquoi moi je suis abandonné? Pourquoi moi je n'ai pas de parents? Pourquoi moi je suis placé? Je vais rester placé, mais je ne veux pas rester placé."»*

**- Conseiller à l'Accès # 15**

Certains participants ont mentionné qu'une des caractéristiques propres à certains jeunes qui se mettent en danger et qui ont besoin de l'EI est la recherche de plaisir et de sensations fortes. Cette caractéristique concerne les jeunes qui se mettent en danger en fuguant et en s'engageant dans un mode de vie axé sur la délinquance, l'itinérance ou la prostitution.

*«S'ils font ça [fuguer, s'intoxiquer, commettre des délits] c'est pour l'adrénaline et pour se payer ce qu'ils veulent se payer.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6**

*«Souvent, les [jeunes] de moins de 14 ans [que l'on oriente en EI], ils sont beaucoup dans le plaisir, dans le plaisir immédiat. Aussi, entre autres, fuguer ça donne beaucoup de plaisir immédiat. Il y a une espèce d'adrénaline.» - Gestionnaire # 1*

## 5.2- Projet de vie et conflit de loyauté

D'autres jeunes n'ont pas de projet de vie clair ou n'adhèrent pas à leur projet de vie, car ils sont en désaccord avec ce dernier. Parfois les jeunes orientés en EI sont souffrants par rapport au projet de vie qui a été défini pour eux. Dans l'extrait suivant, le répondant explique à quel point le projet de vie autonome peut être difficile à accepter pour un jeune adolescent.

*«Je trouve ça dur de dire à un jeune de 12 ans qui n'a rien devant lui, que pour lui, les familles d'accueil c'est impossible et qui a une ordonnance à majorité [...], c'est projet de vie autonome, mais je trouve ça lourd pour eux. Je peux comprendre qu'il y en ait plusieurs qui sont apeurés et qui tombent dans le néant, dans la délinquance.»*

**- Intervenant référent # 22**

*«Des fois ça peut être des orientations, des projets de vie qui sont peu clairs. Des projets de vie qui sont peu réalistes. [...] Le jeune n'y croit pas, il n'adhère pas à son projet de vie. Ça peut être simplement des non-dits, des secrets qui font en sorte que le jeune est porteur de tous ces maux-là. Et que là, il n'en peut plus à un moment donné, il explose.» - Intervenant référent # 23*

Finalement, quelques participants voient dans cette non-adhésion au projet de vie l'expression d'un conflit de loyauté opposant le milieu naturel au milieu de placement. En effet, un jeune peut

se sentir coincé entre son désir de retourner chez ses parents et le fait d'être bien auprès des intervenants de réadaptation. En s'appuyant sur l'histoire d'une jeune référée en EI à cause de ses conduites d'automutilation et dont la mère vient de refaire surface dans sa vie après plusieurs années d'absence, l'extrait subséquent illustre bien ce conflit de loyauté. Le deuxième passage expose autrement ce dilemme que certains jeunes peuvent vivre.

*«[La relation entretenue avec sa mère] c'est comme une lune de miel qui est en train de s'effriter un peu. Et en même temps, elle est en conflit de loyauté avec nous, parce qu'elle aimerait investir sa mère [et] elle a peur de nous aimer [car] elle a peur de nous délaisser. Donc, il y avait tout ce contenu-là qui joue [dans l'étiologie de ses comportements d'automutilation].» - Intervenant référent # 21*  
*«Il y a un conflit de loyauté. Il peut bien nous aimer d'un côté, mais si sa mère nous hait, pour rester du côté de sa mère, y vient à nous détester.»*  
**- Intervenant référent # 22**

## 6- Le processus d'admission en EI

Le processus d'admission conduisant un jeune en EI sera abordé en quatre points: la primauté du mandat de protection pour vaincre la compromission; la qualité de l'évaluation; la grille d'orientation; ainsi que la gradation des mesures d'intervention.

### 6.1- La compromission et le mandat de protection

Plusieurs intervenants considèrent que dans certaines situations, il faut utiliser l'EI afin d'exercer adéquatement leur mandat de protection à l'égard d'un jeune qui se met en danger. Ils s'attribuent la responsabilité de protéger les jeunes qui manifestent des comportements compromettant leur sécurité ou leur développement même s'ils sont pris en charge par les services sociaux et hébergés en centre de réadaptation. En effet, les comportements des jeunes orientés en EI sont d'une telle ampleur qu'il est indéniable que ces adolescents se retrouvent en situation de compromission. Celle-ci est aggravée lorsque l'équipe d'éducateurs de l'unité d'origine ne parvient pas à contenir le jeune à risque. Le recours au programme d'EI devient alors le moyen ultime pour mettre fin à la situation.

*«On a le devoir de protéger nos jeunes et de protéger la société aussi<sup>57</sup>.»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**  
*«Les jeunes nous sont confiés sous la loi de la protection de la jeunesse. On nous confie*

<sup>57</sup> Le répondant semble suivre ici un raisonnement pénal, nous soulignons.

*un mandat de réadaptation. Quand on est dans un milieu [ouvert] et qu'on n'arrive pas à faire le travail qui nous est demandé, bien je pense que c'est notre devoir, c'est une obligation de dire, il faut protéger nos jeunes. Surtout quand ils ont 12-13-14 ans et qu'ils ont des comportements comme ceux-là<sup>58</sup>.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

*«Les jeunes [qui bénéficient de l'EI] sont en besoin de protection. [... Parce que] l'unité où ils se trouvent ne suffit plus à les contenir et à les protéger. Donc, ce sont des jeunes, malgré qui sont hébergés, ils continuent à se mettre en danger ou à mettre les autres en danger.» - Conseiller à l'Accès # 18*

*«[On va recourir à l'EI] quand on en arrive à une impasse. Il [le jeune] est en train de brûler plusieurs, plusieurs sphères de sa vie et il se met en danger. [...]. Et à un moment donné il faut l'arrêter parce que c'est sa sécurité qui est compromise.»*

**- Intervenant référent # 23**

Cette utilisation de l'EI à des fins de protection s'inscrit en lien avec la gradation des mesures d'intervention, la récurrence des comportements et la nécessité de recourir exceptionnellement à l'EI pour protéger le jeune qui se met en situation de danger. Dans cette optique, le meilleur intérêt de l'enfant réside dans son besoin de sécurité.

*«C'est rare que la première fois on en arrive à un EI. C'est plutôt un processus ou un cheminement qui nous amène là. Et c'est vraiment par les actions passées, qu'on a vu qu'il se détériore graduellement. Et on n'arrive pas justement, par les moyens que nous on possède ici à l'interne, à l'arrêter. [Donc,] on en arrive à dire: "ce jeune-là, il faut le protéger, parce qu'il va se mettre en danger".»*

**- Intervenant référent # 23**

*«L'EI c'est une mesure d'extrême nécessité pour protéger le jeune et protéger les autres<sup>59</sup>.» - Intervenant référent # 25*

*«Les gens ont eu à cibler les cas [...] les jeunes qui mettent leur intégrité physique en danger ou celles des autres.<sup>60</sup>» - Conseiller à l'Accès # 18*

Dans le prolongement de cette logique, nombreux sont les participants qui ont mentionné que l'encadrement statique propre à l'EI est nécessaire pour une minorité de jeunes aux prises avec des difficultés importantes. Par exemple, cette mesure peut s'avérer indispensable lorsqu'un jeune fugue. En EI, l'encadrement statique permet de mobiliser un jeune fugueur chronique dans une démarche de réadaptation, ce qui est impossible en milieu ouvert.

<sup>58</sup> Le répondant réfère ici aux manifestations comportementales inscrites dans la grille d'orientation : fugue, consommation, violence, automutilation, idéation et tentative suicidaires, comportements sexuels problématiques.

<sup>59</sup> Le répondant semble suivre ici un raisonnement pénal, nous soulignons.

<sup>60</sup> Le répondant semble suivre ici un raisonnement pénal, nous soulignons.

*«[Lorsque questionné sur la nature des besoins manifestés par les jeunes admis en EI, le participant répond:] La sécurité, un milieu sécurisant. [...] L'obligation physique à rester sur place [afin d'amorcer une démarche de réadaptation] et à se protéger. [...] Les portes barrées sont nécessaires pour des jeunes, pour les empêcher de fuir.»*

**- Conseiller à l'Accès # 17**

*«[En parlant d'un jeune admis en EI] il nous est confié pour un mandat de réadaptation. Par exemple pour une année, mais il passe son temps en fugue. Donc, il ne peut pas participer aux activités [de l'unité]. Il ne va pas à l'école. On n'est pas, à mon avis, dans un processus de réadaptation avec ce jeune-là.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

## 6.2- Qualité de l'évaluation

L'évaluation doit reposer sur des faits observables et vérifiables et non sur des impressions ou des suppositions. Tel qu'en témoigne le second extrait présenté, cette prérogative est conforme aux exigences juridiques prescrites par la loi. Aussi, certains participants expliquent que la qualité de l'évaluation influence le succès de l'intervention. Dans ce sens, il ressort du dernier extrait suivant que la rigueur de l'évaluation est cruciale pour intervenir auprès des jeunes hébergés en EI.

*«[Pour faire une demande d'EI], y faut avoir vraiment des critères avec des preuves à l'appui. Des chronologies qui appuient qu'est-ce qu'on va demander.»*

**- Intervenant référent # 21**

*«[Pour faire une demande d'EI], nous on va y aller avec les faits. Parce ce que c'est, de toute façon, ce que la loi nous demande.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

*«Ça nous arrive depuis quelque temps de recevoir des jeunes qui oui ont des graves problèmes d'automutilation et de tentatives de suicide. Hey, un instant, on a besoin de savoir combien de fois que c'est arrivé et où et comment. [Si on veut être en mesure d'intervenir adéquatement], on a besoin de savoir quels étaient les éléments qui font que ce jeune-là passait à l'acte.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Parfois, les conseillers à l'accès vont accorder un placement de 48 heures en EI par l'entremise du recours à une mesure d'urgence. Cette procédure permettra alors de compléter le processus d'évaluation, et le cas échéant, l'hébergement en EI sera ensuite autorisé pour 30 jours.

*«Le 0-48 heures est beaucoup plus utilisé qu'il l'était aussi. Mettons qu'un jeune est vraiment en danger, mais qu'on n'a pas tous les éléments pour dire que oui, c'est un 30 jours en intensif. [...] Là on peut recourir aux 0-48 heures. Et là, ça nous donne le*



*temps. Le jeune est en sécurité et ça donne le temps de prendre un recul, d'amasser les informations qui nous manque.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

Pour octroyer un séjour en EI, l'évaluation doit démontrer la dangerosité des conduites manifestées par le jeune. La dangerosité s'évalue en fonction des antécédents comportementaux du jeune. À ce sujet, plusieurs répondants mentionnent que la décision d'orienter un jeune en EI doit reposer sur les critères de gravité et de récurrence des comportements. En contexte de fugue, la dangerosité s'estime en fonction du mode de vie qu'adopte le jeune, ce qui exige une bonne connaissance des antécédents comportementaux du jeune.

*«Je pense que la dangerosité vient beaucoup de ce que le jeune fait. [...] Si on parle d'une fugue par exemple, un jeune peut fuguer et juste aller se ramasser chez ses parents, il ne se mettra pas nécessairement en danger. [...] C'est vraiment de par la connaissance clinique du jeune, de par son historique personnel, qu'on peut jauger si le jeune se met en danger ou non. C'est aussi par ses actions passées qu'on peut le voir.»*

**- Intervenant référent # 23**

*«Les comportements sont tellement dégradés ou graves ou dangereux que le jeune n'est plus dans une phase évolutive dans son plan d'intervention.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

### 6.3- La grille d'orientation

La majorité des participants utilisant la grille d'orientation trouvent que cet outil d'évaluation permet de dresser un portrait complet de la dynamique du jeune. Selon certains d'entre eux, l'outil favorise une prise de décision plus objective puisqu'en complétant la grille tous les éléments cliniques sont pris en considération dans l'étude de la demande d'admission.

*«Quand qu'on répond à ces questions-là [de la grille] ça nous permet d'avoir le niveau de difficulté relationnelle de la jeune. Ça permet d'aller un petit peu plus loin que juste le comportement symptomatique. Donc, ça permet de donner un sens aux comportements.»* - **Chef de service; milieu d'hébergement référent # 8**

*«[L'utilisation de la grille] ça vient objectiver la situation.»*

**- Intervenant référent de l'é/o # 24**

*«Il y a une grille provinciale qui est montée, à laquelle on doit répondre pour pouvoir avoir accès à l'EI. Ça je pense que ça assure une certaine objectivité dans la démarche [de référer un jeune en EI].»* - **Intervenant référent # 23**

Cependant, une minorité des conseillers à l'Accès perçoit la grille comme une formalité administrative, car leur décision est prise avant de la compléter. L'outil permet alors de confirmer la décision prise lors de l'échange d'information entre le décideur et le référent.

*«Moi, je dois avouer que ma décision je la prends plus sur la base de ma discussion clinique que j'ai avec la personne qui me fait la référence que sur la grille complétée [...et qui] corrobore les impressions qu'on avait avant. [...] Et après [avoir pris ma décision] je dois compléter la grille, parce que c'est un outil validé.»*

**- Conseiller à l'Accès # 19**

*«Je vais être honnête, [la grille] je la remplis après avoir pris ma décision.»*

**- Conseiller à l'Accès # 16**

Avec les années qui se sont écoulées entre l'implantation de la réforme et la collecte des données, il est possible de croire que les critères décisionnels contenus dans cet outil d'évaluation ont été intériorisés par plusieurs participants. Dans les prochains extraits, les répondants affirment qu'ils connaissent bien les éléments contenus dans la grille et qui sont à évaluer lorsqu'il s'agit de déterminer l'hébergement d'un jeune en EI.

*«On les connaît nous autres ces questions-là [de la grille d'orientation], après tant d'années. Les premières fois c'était plus complexe, mais là, quand les Accès nous appellent pour remplir les grilles, c'est facile, on le sait. [...] On les connaît par cœur.»* - **Intervenant référent # 20**

*«La grille provinciale, les conseillers maintenant la connaissent tellement. Elle est intégrée comme dans leur tête, ils la voient sans l'ouvrir.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 9**

*«Au niveau de la grille, des cinq éléments, on les connaît, on commence à les connaître. On sait quel type de comportement est assez dangereux et préoccupant pour que les conseillers à l'Accès acceptent notre demande.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

En cas de doute ou d'ambivalence, certains participants vont utiliser la grille d'orientation pour soutenir et valider leur décision avant d'adresser officiellement leur demande. Situer la gravité de la situation par l'entremise de la grille permet une gestion efficace du temps de travail, car si le niveau de dangerosité requis n'est pas atteint, la demande ne sera pas acheminée au conseiller à l'Accès.

*«Quand qu'on est rendu à penser peut-être que [l'EI s'avère nécessaire], on la regarde. On regarde les questions et on se dit: "est-ce que c'est rendu feu jaune, vert ou rouge?" Et ça nous donne une idée approximativement d'où est-ce qu'elle est rendue. Si*

*on a des chances que ça fonctionne. Parce qu'on ne veut pas faire travailler le monde pour rien non plus, on s'entend.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 8**

#### 6.4- Gradation des mesures d'intervention et alternatives

L'EI s'inscrit clairement dans une logique de gradation des mesures d'intervention. En d'autres mots, les comportements doivent être récurrents, et ce, malgré la mise en place d'alternatives. Tel que l'illustrent les extraits suivants, avant de référer un jeune en EI les intervenants ont employé d'autres stratégies d'intervention.

*«Quand on est rendu là [à recourir à l'EI] c'est parce qu'il y a vraiment beaucoup de choses qui ont été essayées.» - Gestionnaire # 2*

*«Ça [le recours à l'EI] c'est ultimement et on essaie de ne pas brûler d'étape. On essaie d'y aller étape par étape. Au début c'est de petit arrêt d'agir, 0-24 heures, après ça c'est 0-5 jours». - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10*

Les alternatives peuvent être issues de l'offre de service au sein même du centre jeunesse ou provenir de partenariats avec des organismes de l'externe. À l'interne, les mesures les plus citées par les intervenants sont: la programmation individualisée dans le milieu d'origine avec une mise à l'écart du groupe et une surveillance étroite, la mesure de retrait à l'extérieur du groupe (0-3 heures), la mesure d'arrêt d'agir (0-5 jours), l'utilisation du programme de stabilisation ainsi que la modification de services qui consiste à revoir le niveau d'encadrement en fonction des besoins du jeune (par exemple, passer de foyer de groupe à une unité régulière ou globalisante; d'encadrement régulier à dynamique).

Concernant le recours aux services offerts par les organismes à l'externe, certains constatent qu'il est parfois laborieux de recourir à ces alternatives, à cause du temps d'attente et de l'offre restreinte de ressource. Dans un tel contexte, les intervenants remarquent parfois une détérioration des comportements du jeune à cause du manque d'accès aux services requis. D'autres intervenants déplorent la difficulté de recourir à l'expertise des organismes spécialisés en déficience intellectuelle ou en santé mentale.

*«Il y a de longs délais, des listes d'attente. Souvent pour avoir des évaluations et après ça, pour avoir des services. [...] Au niveau de la santé mentale, il n'y a pas beaucoup de ressource pour aider ces jeunes-là. [...] Donc, avant d'avoir une évaluation, ça peut*

*prendre des mois. Ça, c'est sûr que des fois, ça peut être frustrant de voir que le jeune ça va de moins en moins bien et qu'il n'a pas les services qu'il aurait besoin au bon moment.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4*

*«[Certains jeunes référés en EI], ce sont des clients de la déficience, mais ils ne veulent pas héberger ces enfants-là. Donc ils sont hébergés dans nos ressources parce qu'ils sont en trouble du comportement, parce qu'ils sont en protection. [...] Ça prend plus que les intervenants du centre jeunesse, ça prend des spécialistes, justement en déficience et en santé mentale, pour aider ces jeunes-là.» - Conseiller à l'Accès # 18*

La persistance de la dangerosité des conduites du jeune malgré les interventions effectuées se vit comme une impasse thérapeutique. Certains associent gradation des mesures et impasse thérapeutique avec la récurrence des comportements. Autrement dit, c'est la persistance des comportements à risque qui peut contribuer à cette impasse thérapeutique sous-jacente à la demande d'EI. Dans le dernier extrait, le répondant relie la récurrence des conduites et le sentiment d'impuissance qu'il suscite chez les équipes d'intervenants à la souffrance et au désespoir que vivent ces jeunes. Les propos laissent croire que parfois l'impuissance de l'équipe traitante prend une place considérable dans la décision d'orientation en EI.

*«Souvent quand on en arrive là [à faire une demande d'EI] c'est qu'on est dans une impasse clinique avec le jeune. Ça veut dire que le jeune continue à agir, peu importe ce qu'on a mis en place.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 8*

*«Quand on en arrive là [à déposer une demande d'EI], on a tenté aussi d'autres choses. [...] Là on est devant une forme de cul-de-sac ou d'échec, ou de situations qui se répètent. Et là, c'est dans ces situations-là que l'on va souvent procéder à une demande d'EI.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4*

*«Les cas les plus délicats, ce sont des jeunes carencés, qui n'ont plus d'espoir. Qui se mettent dans des situations moyennes de dangerosité à l'extérieur et qui ont mis une équipe en impuissance. [...] Ils [les intervenants du milieu référent] ne savent plus par quel bout prendre ce jeune-là. Il fugue, donc on demande de l'intensif, mais c'est souvent l'impuissance de l'équipe qui amène à la demande de l'intensif plutôt que la mesure de la dangerosité des comportements du jeune.»*

**- Conseiller à l'Accès # 19**

En dernier lieu, quelques intervenants vont anticiper et considérer les impacts du séjour en EI avant de prendre leur décision. Avant d'admettre le jeune en EI, ils vont s'interroger afin de s'assurer que la mesure lui sera bénéfique. S'il s'avère que le séjour en EI pourrait être néfaste pour le jeune, ils refuseront la demande et chercheront à recourir à des pratiques alternatives, établir des partenariats ou sortir des sentiers battus.

*«[Quand on évalue une demande d'EI] il faut toujours avoir en tête: est-ce que ça [le séjour en EI] va être nocif pour le jeune? Ou au contraire: est-ce que ça va pouvoir l'apaiser? [...] Est-ce que ça peut lui amener quelque chose de plus? [...] Est-ce que ça va être dommageable?». - Conseiller à l'Accès # 19*

Pour illustrer comment le séjour en EI peut se révéler dévastateur pour certains jeunes, ce répondant enchaîne avec un exemple concret. Cette anecdote vécue récemment illustre que dans un tel contexte il faut mettre un terme immédiatement au séjour, même si les objectifs de réadaptation ne sont pas atteints.

*«[C'est le cas d'un jeune ayant des limites intellectuelles, qui fugue à répétition du centre de réadaptation et qui se retrouve en EI]. Mais il est devenu tellement bouc à l'unité [...] qu'on m'a demandé de le sortir de l'EI pour le protéger. [...] Parce que ça [l'atmosphère, le climat à l'unité] devenait nocif pour le jeune.»  
- Conseiller à l'Accès # 19*

Dans une situation similaire, c'est-à-dire que le séjour en EI s'étant avéré néfaste pour le jeune, un autre participant explicite comment il a été possible de mettre en place un mode de service innovant. Au lieu de recourir de nouveau à l'EI, dans ce cas de figure, la prise en charge du jeune s'effectue désormais en alternance entre l'équipe en santé mentale et l'équipe d'arrêt d'agir.

*«C'est un enfant qui est trop lourd pour une seule équipe. Donc, il y a comme deux équipes qui le prennent en charge et l'enfant se sent bien dans les deux unités. [...] C'est un enfant qui a besoin d'une approche individualisée. [...] Lors de cette décision, tout le monde était là pour qu'on fasse un espèce de plan de service pour cet enfant-là qui a des besoins extraordinaires, mais ce n'était pas l'intensif qui pouvait répondre à ses besoins.» - Conseiller à l'Accès # 18*

## **7- La conception du programme d'EI**

Le séjour en EI, tel que rapporté par les participants, sera dépeint en fonction de six thématiques. Premièrement, la manière dont le jeune et ses parents sont préparés à cette mesure sera décrite. Ensuite, il sera question de l'accueil du jeune à l'unité d'EI. Troisièmement, la manière dont les intervenants conçoivent l'accompagnement sera définie. Quatrièmement, la détermination des objectifs et les cibles d'intervention du programme selon la perception des participants seront détaillées. Cinquièmement, la programmation de l'unité fera l'objet d'une présentation.

Finalement, la possibilité de sorties à l'extérieur de l'unité d'EI et les modalités du retour dans le milieu d'origine seront exposées.

### 7.1- Préparation au séjour en EI

Lorsque questionnés au sujet de la préparation du jeune et de ses parents à l'éventuel transfert du milieu d'origine vers l'unité d'EI, les intervenants répondent que cela se limite à l'annonce de la décision. En effet, deux cas de figure peuvent se produire. Premièrement, dans la majorité des situations, puisque l'EI s'inscrit dans un processus de gradation des mesures d'intervention, il est possible de croire que le jeune et ses parents s'attendent à l'utilisation de ce moyen de dernier recours si les comportements ne cessent pas. Deuxièmement, lorsqu'il s'agit d'une mesure de protection immédiate, en urgence, l'information de la décision prise constitue le moment de préparation. Les propos suivants exposent très bien ces deux situations tandis que le second extrait indique que les parents sont au courant du fait que leur jeune sera placé en EI avant le début du séjour.

*«Il y a deux genres de situations. Il y a les situations prévisibles et il y a les situations d'urgence. Dans une situation d'urgence, à mon avis, personne n'est préparé. [...] J'espère que quand c'est quelque chose où on commence à penser à l'EI, que le jeune est mis dans le coup, que le parent est mis dans le coup. Le jeune, on regarde avec lui les comportements qui sont à risque, on y dit: "si tu ne prends pas les moyens, bien là on va être obligé d'aller en EI."» - Gestionnaire # 3*

*«Quand le jeune arrive en EI, de façon générale, les parents sont déjà parties prenantes par rapport à ça.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

Lors de l'annonce de la mesure, le jeune et ses parents sont mis au courant des règles de fonctionnement de l'unité et de leur droit de contester la mesure. Celui-ci est réaffirmé lors de l'accueil du jeune à l'unité d'EI.

*«Quand [le jeune] arrive ici [en EI], on l'informe de ses droits. On lui remet le pamphlet avec son droit de contestation. On avise aussi les parents [...] que leur jeune est rendu en EI. On leur explique les heures de visites.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 12**

### 7.2- L'accueil à l'unité d'EI

Quelques intervenants ont indiqué que le séjour en EI s'effectuait en deux temps. Lors de l'arrivée du jeune à l'unité, ce dernier est mis à l'écart du groupe et bénéficie d'une

programmation individualisée afin de «se déposer» ou de «s'apaiser». Cette période lui permet de réfléchir sur les raisons qui ont justifié son orientation en EI.

*«Quand [un jeune] arrive [à l'unité d'EI], il [...] est en réflexion. Donc, on fait des réflexions sur la compréhension du motif. Sur le pourquoi il est ici? [...] Généralement, ça dure en moyenne, on peut dire entre 8 et 12 heures où le jeune, on va l'accompagner dans sa réflexion, dans sa démarche. Et après ça, il pourra intégrer justement le plancher [...] et il va tomber dans la programmation régulière.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 12**

*«Il y a quand même un 2-3 jours où le jeune doit se déposer. Et par des réflexions, par des activités qui vont l'amener à se regarder, mais surtout, à avoir un portrait d'où il en est présentement.»* - **Chef de service; unité d'EI # 5**

Ce temps de réflexion a pour but de centrer le jeune sur lui-même tout en évitant la désorganisation du groupe. Par la suite, lorsque le jeune sera mieux disposé, il intégrera la vie de groupe. L'extrait suivant retrace clairement l'origine de cette pratique qui découle des problèmes. Ceux-ci résultent de l'intégration du nouveau jeune qui en réaction à son hébergement en EI désorganise la dynamique du groupe.

*«Parce que souvent il [le jeune à son arrivée en EI] est désorganisé, mais il est aussi en opposition avec la décision. [...] Au départ, le jeune arrivait et il intégrait les activités en partant. On s'est rendu compte qu'on était en continuel recommencement dans les activités, parce que les nouveaux désorganisaient le groupe. Donc, on s'est dit: "Non. Ça prend un temps où ils se déposent et après ça ils intègrent le groupe.". Parce que sans ça, on a vraiment des problèmes importants. On a eu à un moment donné, des mégas désorganisations de groupe.»* - **Chef de service; unité d'EI # 5**

Malgré la frustration et la résistance qui habite le jeune, l'accueil est un moment à privilégier dans la démarche de réadaptation. Ce moment permet de construire la relation de confiance que requiert l'intervention. Cette alliance de travail sert de levier pour faire cheminer le jeune dans un processus de changement.

*«Ces jeunes-là sont en rupture. Ils ne veulent pas, ils ne se mobilisent pas. Donc, il faut l'accueillir et lui permettre de se déposer. Et à partir de là, créer une relation, une ouverture, qui va faire en sorte que tu vas montrer au jeune les avantages à se remobiliser. Et l'écouter pour identifier le pourquoi de cette rupture-là. [...] L'accueil est très important. [...] C'est là, dans la colère du placement, de l'arrivée [en EI], qu'il parle le plus à cœur ouvert.»* - **Intervenant; unité d'EI # 14**

### 7.3- L'accompagnement clinique

Tout au long de son séjour, le jeune bénéficiera d'un accompagnement soutenu et personnalisé. Pour certains, l'aspect soutenu consiste au jumelage avec un éducateur de suivi et le caractère personnalisé correspond à l'adéquation entre le travail de réadaptation effectué et les besoins propres au jeune. Ils mentionnent que l'aspect soutenu de l'intervention ne se limite pas qu'à l'éducateur d'accompagnement, car l'intensité implique que le travail de réadaptation accompli par les autres intervenants, tant de l'équipe de l'EI que ceux du milieu d'appartenance, s'effectue avec congruence. C'est-à-dire *«dans le même sens»*. Pour d'autres, l'aspect soutenu se définit par la quantité des interventions effectuées auprès du jeune. Le prochain extrait se veut un exemple clé de la définition de l'accompagnement soutenu et personnalisé.

*«Un encadrement soutenu ça va être une présence à l'événement. Donc, un ratio jeune / intervenant qui risque d'être plus élevé [que dans les autres types d'encadrement]. Une approche personnalisée, c'est qui répond aux besoins du jeune. [...] C'est vraiment ciblé en lien avec le besoin immédiat du jeune.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 8**

Conformément au cadre juridique, les intervenants du milieu d'origine doivent continuer de rencontrer un jeune qui séjourne en EI à raison de deux fois semaine. Ce maintien du lien avec le jeune entend favoriser la continuité de l'intervention. Cependant, certains participants constatent qu'il est parfois difficile de respecter l'exigence de deux rencontres hebdomadaire. Les intervenants expliquent cette situation soit par une surcharge de travail, car *«leur unité roule aussi»*, ou par un épuisement professionnel qui découle de la lourdeur de la clientèle.

*«On est tenu d'aller minimalement deux fois par semaine rencontrer un jeune en EI. [...] On continue quand même le suivi auprès du jeune. Donc, il ne vient pas couper de son milieu de référence, on demeure dans sa vie.» - Intervenante référente # 23*

*«La loi exige qu'il y ait deux visites par semaine. Pour que le calendrier soit établi, y faut souvent courir après le monde. [...] Et là, y faut les alerter, y faut en parler à notre chef. On le voit bien que les visites ne sont pas au rythme qu'elles devraient être. Les visites sont très courtes. Il va appeler au téléphone [au lieu de venir le rencontrer à l'unité].» - Intervenante; unité d'EI # 14*

D'autres ont vécu une situation opposée à celle relatée dans le passage précédent. Dans l'extrait suivant, le participant mentionne avoir dû solliciter à plusieurs reprises les intervenants de l'unité



d'EI où séjournait un des jeunes sous sa tutelle afin d'échanger des informations sur sa situation particulière.

*«[Après plusieurs tentatives infructueuses pour transmettre des informations sur la situation du jeune avec le personnel de l'EI], j'ai dû les rappeler de chez nous un vendredi soir. [...] Lundi matin, première heure, j'arrive [à l'unité d'EI], personne ne m'attendait. Parce que [le rendez-vous pris lors de l'échange téléphonique du vendredi soir] n'avait pas été annoncé.» - Intervenant référent à l'é/o # 25*

#### 7.4- Objectifs et cibles d'intervention

Cette section dresse un portrait de la manière dont les participants conçoivent les objectifs liés au programme d'EI. L'intervention effectuée lors du séjour en EI doit permettre au jeune de retourner dans son milieu d'appartenance. Dans cette optique, certains intervenants comparent l'EI aux soins intensifs d'un hôpital et dont le but général est de résorber la crise.

*«Nous [en EI] notre objectif, c'est qu'il puisse réintégrer son unité référente. [...] On travaille toujours [pour] que le jeune puisse réintégrer l'unité d'où est-ce qu'il vient. Ça c'est l'objectif premier [de l'intervention].» - Chef de service; unité d'EI # 12*

*«T'sé l'EI c'est parce qu'il y a une problématique d'urgence et on traite cette urgence-là. Ensuite, le jeune retourne dans son unité régulière et il se réinscrit dans son processus d'évolution en fonction de son plan d'intervention.»*

**- Chef de service; milieu référent # 10**

*«J'ai toujours comparé l'EI à un hôpital. Tu souffres de diabète, bien tu rentres à l'hôpital, tu as un problème. Et là, pendant que tu soignes ton diabète, oups, y a un rein qui lâche et là tu t'en vas aux soins intensifs parce que tu es en danger de mort. Les soins intensifs y vont s'occuper de ton rein pour qu'il fonctionne, mais dès que ton rein va recommencer à fonctionner, tu vas retourner au deuxième étage [...] et y vont continuer à travailler ton problème de fond.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Après avoir présenté la façon dont les objectifs de réadaptation sont déterminés, les trois grandes cibles du programme seront définies. Les moments phares de la démarche sont généralement décrits en trois temps. Aux yeux des répondants, ces étapes sont clairement associées aux finalités cliniques de la mesure d'EI. L'extrait suivant illustre comment la sécurité, la réceptivité et l'autorégulation structurent le programme.

*«[L'EI] ça permet au jeune de s'arrêter, d'identifier les comportements qui sont dangereux pour lui ou pour les autres et d'envisager d'autres façons de faire.»*

**- Conseiller à l'Accès # 18**

#### 7.4.1- La détermination des objectifs

Certains intervenants portent un regard différent sur la manière de fixer les objectifs en lien avec le séjour en EI. En effet, la détermination des cibles d'intervention à privilégier ne semble pas s'effectuer de la même manière d'une unité d'EI à l'autre. Ils constatent que la méthode de sélection des objectifs d'intervention varie selon l'unité d'EI où le jeune est hébergé.

*«Chez les garçons, [les éducateurs de l'EI] ont une fiche, une feuille avec des objectifs généraux. [...] Il faut que l'on s'ajuste pour choisir un des objectifs à l'intérieur de ceux qu'ils ont déjà [sur la feuille]. [...] Alors que chez les filles, c'est plus, c'est beaucoup plus pris comme un tout. C'est l'ensemble des comportements, [...] c'est comme-ci c'était plus clinique du côté des filles, versus les garçons.»*

**- Intervenante référente à l'é/o # 25**

Quelques participants trouvent que l'élaboration des objectifs revient aux intervenants du milieu référent. Tandis que pour d'autres répondants, afin d'être cohérent avec les principes de l'approche motivationnelle, le jeune doit être mis au premier plan dans la formulation des objectifs.

*«Normalement, c'est le TS et son éducateur de l'unité d'appartenance qui doivent faire les objectifs. C'est à eux de déterminer qu'est-ce que le jeune a à travailler pour revenir à l'unité [d'origine].» - Intervenante; unité d'EI # 13*

*«On a commencé à impliquer les jeunes [dans la formulation des objectifs]. Parce qu'on s'est dit, le jeune aussi [doit faire partie du processus]. Ici on est en motivationnel, donc le jeune [doit participer à l'élaboration de ses objectifs].»*

**- Chef de service; unité d'EI # 11**

Finalement, le témoignage suivant vient rappeler l'importance d'établir les objectifs en fonction des comportements qui justifient le recours à la mesure d'EI. Et lorsque ce n'est pas le cas, c'est en faisant appel à la communication et collaboration qu'il sera possible de résoudre cette ambiguïté.

*«[Lors de la détermination des objectifs,] on s'attend à ce que les objectifs soient en lien avec les motifs [du placement en EI]. Des fois, c'est étonnant, ils ne le sont pas toujours. Et dans ce temps-là, on se téléphone. On se rappelle le pourquoi ce jeune-là est admis en intensif et les objectifs du séjour doivent être en lien avec les comportements qui l'ont amené là.» - Conseiller à l'Accès # 18*

#### 7.4.2- L'arrêt des comportements

Conformément à la conception du programme, pour la majorité des intervenants la mesure d'EI a pour but d'arrêter les comportements qui mettent le jeune en danger. La première étape du séjour est donc de mettre un terme à la situation de compromission du jeune dans l'intention de le sécuriser et de le protéger.

*«C'est sûr que le but général, le premier but [du programme d'EI], c'est d'arrêter l'agir. Donc, c'est des jeunes qui ont des agirs importants et il faut arrêter ces agirs-là.» - Conseiller à l'Accès # 15*

*«Un des premiers besoins quand le jeune arrive [en EI] c'est de le sécuriser. De le sécuriser pour éviter qu'il se mette en danger. [...] Donc ici, le besoin c'est d'arrêter ces comportements-là.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

Grâce à ce temps d'arrêt, certains intervenants voient dans le programme d'EI une occasion pour prendre du recul à la fois pour le jeune et pour l'équipe du milieu d'origine. Le séjour peut être le moment pour le jeune de donner un sens à son placement en centre de réadaptation. Tandis que l'équipe du milieu d'appartenance peut profiter de cet instant pour se questionner sur les interventions à privilégier auprès du jeune afin de l'aider dans ses difficultés. Par contre, d'autres fois il est possible de voir une attitude de démission à cause de la lourdeur des problématiques du jeune. C'est ce que révèle le deuxième extrait ci-dessous.

*«[L'EI] oui on l'utilise pour le jeune. Mais en même temps, pour nous en tant qu'intervenant, c'est comme un espèce de time-out [qui permet de regarder la situation dans son ensemble].» - Chef de service; intervenants référents # 9*

*«Les intervenants, parce que le jeune était un cas lourd, et que là ils ont besoin d'un break. Le jeune besoin d'un break mais aussi l'équipe a besoin d'un break. [...] C'est le cas des fois quand un cas devient pénible. [...] Dans certains cas, il est rendu chez nous [en EI] et c'est: bye bye.» - Intervenant; unité d'EI # 14*

#### 7.4.3- La reconnaissance de la dangerosité

Une fois en sécurité par l'arrêt des comportements, le jeune doit reconnaître la dangerosité de ses conduites. Les propos des répondants montrent à quel point les trois cibles d'intervention (arrêt des comportements, reconnaissance de la dangerosité et identification des moyens) s'imbriquent l'une dans l'autre afin de former un tout.

*«[Quand les jeunes arrivent en EI,] ils minimisent la situation ou la nient carrément. [...] Après quelques jours, une semaine, que le jeune oui reconnaît qu'il a posé tel geste. [...] Et] que oui ses comportements peuvent le mettre en danger [...]. Le jeune s'apaise, il est capable de participer au programme, aux activités proposées. Il y a comme moins de résistance, le jeune est ouvert à l'intervention. Après ça, c'est sûr qu'il va identifier des moyens: si je me retrouve dans cette situation-là, qu'est-ce que je peux faire?» - Conseiller à l'Accès # 18*

Pour certains intervenants, en plus de la reconnaissance de la dangerosité des comportements, le jeune doit aussi comprendre le sens de ses conduites. C'est-à-dire qu'il doit identifier les causes et les éléments déclencheurs de ses comportements à risque. Cette étape peut aider le jeune dans sa recherche de moyens alternatifs pour éviter de recourir aux manifestations comportementales à risque.

*«Est-ce qu'il a compris pourquoi il a un problème de consommation? [...] Ces problèmes de consommation là sont en lien avec quoi? D'où ça vient dans sa vie cette détresse-là?» - Chef de service; intervenants référents # 9*  
*«Un coup qu'ils sont là [en EI] et qu'ils ont un cadre sécurisant, on peut justement essayer de regarder avec eux les motifs qui les poussent à agir.»*  
**- Intervenants référent # 23**  
*«Les objectifs [du séjour en EI] c'est dans le sens: qu'est-ce qui l'amène à fuguer, par rapport à sa consommation, par rapport à son mode de vie [...].»*  
**- Intervenants; unité d'EI # 13**

Pour soutenir le jeune dans son processus de réflexion, certains outils de type cognitivo-comportemental sont utilisés, notamment, la balance décisionnelle, la grille des excès déficits et les auto-observations. Le premier extrait renvoie à dimension du facteur temps qui doit être tenu en compte dans la mise en place des stratégies d'intervention. Les propos subséquents montrent l'interaction entre les auto-observations, l'outil de l'*Inventaire comportemental des excès et déficits* (ICED) et le contrat comportemental de fin de séjour.

*«[Un jeune adoptait et valorisait un mode de vie délinquant]. C'est là qu'on a travaillé plus le pour et le contre de la criminalité. Qu'est-ce que ça va amener plus tard? [Qu'est-ce que ça va amener à court et moyen terme? Parce que le long terme, ils ne le voient pas trop, c'est quand même des ados.» - Intervenants; unité d'EI # 13*  
*«Les auto-observations, ça je dirais que c'est un des points les plus importants pour comprendre l'approche cognitive-comportementale. Selon moi, c'est comme le point de départ, on obtient beaucoup de contenu à travers les auto-observations. Ce qui nous amène à l'ICED, qui nous amène au contrat comportemental. Et aussi aux activités cognitives-comportementales.» - Chef de service; unité d'EI # 5*

#### 7.4.4- L'identification de moyens alternatifs

Conformément aux objectifs du programme d'EI, le séjour doit permettre au jeune de se mobiliser dans une démarche de changement qui consistera à rechercher et à identifier des moyens alternatifs. Les propos des répondants illustrent bien le travail que doivent accomplir les jeunes concernant l'identification et l'actualisation des alternatives. Tout comme la reconnaissance de la dangerosité des comportements, l'identification des moyens s'effectue par le biais d'un processus de réflexion et d'introspection.

*«De un, il faut qu'il trouve des moyens par lui-même et [de deux] il faut qu'il les mette en application.» - Chef de service; unité d'EI # 11*  
*«[En questionnant le sens des conduites], on va aller chercher, regarder les moyens que le jeune peut prendre pour éviter de fuguer. [...] Qu'est-ce que tu peux faire [au lieu de fuguer quand tu vis une frustration]?» - Chef de service; unité d'EI # 12*

Le discours de certains intervenants laisse entrevoir que les capacités limitées de certains jeunes peuvent parfois rendre complexe le processus réflexif inhérent à la démarche de changement. Le degré d'introspection et la qualité des réflexions varient donc d'un jeune à l'autre, et ce, en fonction de leur niveau de maturité.

*«Il faut que le jeune soit capable de réfléchir sur comment il va faire pour réellement changer ces comportements-là. [...] Parce que des fois ils veulent, mais ils ne peuvent pas.» - Conseiller à l'Accès # 15*  
*«[Certains jeunes] ont beaucoup de difficulté à se remettre en question. Si on regarde la clientèle [de mon unité d'EI], j'en ai un qui est au secondaire. [...] Et tous les autres sont au niveau primaire. Fait qu'on s'entend que la notion de capacité d'introspection, d'abstraction [est peu développée].» - Intervenante; unité d'EI # 13*

Par contre, pour certains répondants, c'est au niveau des moyens que le bât blesse. Ils constatent qu'il manque parfois de continuité entre les moyens identifiés en EI et la possibilité qu'a le jeune d'y recourir lorsqu'il est de retour dans le milieu d'origine. Pour eux, un des défis concernant les pratiques d'intervention en lien avec le programme d'EI réside dans l'arrimage des moyens entre l'unité d'EI et celle où retournera le jeune une fois son séjour complété. Leurs propos montrent l'importance de la transférabilité des moyens pour permettre la continuité de l'intervention.

*«Donc les moyens qui ont fonctionné ici, bien, on essaie de les transposer dans les autres types d'encadrement. Même si ce n'est pas exactement les mêmes moyens. [...]»*

*Ce moyen-là fonctionne [en EI]. Donc, qu'est-ce qu'on peut mettre à la place [dans l'unité d'origine] pour que le jeune puisse avoir une continuité?»*

**- Chef de service; unité d'EI # 12**

*«[Lorsque] Je dis à l'autre point de service qui va recevoir la jeune: Va-t-elle pouvoir utiliser ces moyens-là chez vous? [...] Des fois, il y a des intervenants qui me disent: "Chez-nous, elle ne pourra pas mettre ses écouteurs, écouter de la musique et aller dans sa chambre.". Bien là, c'est parce que son moyen vient de sauter.»*

**- Conseiller à l'Accès # 15**

Ce répondant associe cette faille dans l'arrimage des moyens avec l'insuffisance des alternatives. Ainsi, les jeunes se retrouvent avec des moyens identiques et qui sont peu adaptés à la réalité du service référent. Pour maximiser le maintien des gains acquis, les stratégies d'interventions mises en place lors du retour du jeune dans le milieu de référence doivent donc favoriser l'actualisation des conduites alternatives qui ont été identifiées pendant le séjour en EI.

*«Je te dirais qu'à 90%, [les jeunes] ont à peu près tous les mêmes moyens [...] Mais eux autres, en EI, ils me disent: "Nous autres, on n'en a pas d'autres moyens, c'est ceux-là les moyens qu'on donne." [...] Ils lui ont trouvé toute une belle série de moyens, mais je ne suis pas sûre que dans l'unité où la jeune s'en va, elle va pouvoir les utiliser.» - Conseiller à l'Accès # 15*

*«À un moment donné, il faut regarder qu'est-ce que nous on met en place [en EI], est-ce que ça va s'appliquer dans une autre unité?»*

**- Chef de service; unité d'EI # 11**

## 7.5- La programmation des unités d'EI

Une journée type en EI comprend des plages horaires pour la scolarisation obligatoire, des moments de réflexion, des activités sportives et une période pour les activités spécifiques de réadaptation. En général, la programmation des unités d'EI prévoit une activité spécifique de réadaptation par journée de semaine.

### 7.5.1- Scolarisation et activités cliniques

Comme l'énonce l'article 11.1.1, la scolarisation des jeunes hébergés en EI doit faire partie intégrante de la programmation de l'unité. Pour les répondants, les jeunes séjournant en EI bénéficient par semaine d'un nombre d'activités académiques sensiblement équivalent à ceux qui fréquentent l'école standard.

«L'école est obligatoire aussi, même pour un jeune qui ne la fréquente pas. Il y a des activités scolaires et des activités rééducatives [en EI].» - **Conseiller à l'Accès # 18**  
 «Quand l'automne arrive [les jeunes] ont trois cours en moyenne par jour, en mathématique, en français et en anglais». - **Intervenant; unité d'EI # 13**  
 «Au niveau scolaire, ici en EI c'est 21 heures [de programmation par semaine].»  
 - **Chef de service; unité d'EI # 12**  
 «On a 10 périodes scolaires par semaine.» - **Chef de service; unité d'EI # 5**  
 «Ils [les jeunes en EI] ont 4 périodes par jour de 1 heure et quart. Je pense que c'est exactement comme à l'école régulière.» - **Gestionnaire # 3**

Le contenu des activités spécifiques de réadaptation a été élaboré à partir d'un modèle d'intervention qui s'inspire de l'approche cognitivo-comportementale. Dans l'extrait suivant, le participant retrace la manière dont les activités ont été adaptées à la réalité de l'EI.

«[Les activités spécifiques de réadaptation] c'est cognitivo-comportemental. [Lorsque] Bosco 2000 a été fait, il y avait 12 étapes. Qu'est-ce qu'on a fait avec la consultante clinique, c'est qu'on a remodelé [les activités], en collaboration avec Bosco, pour faire 5 étapes. Justement, plus adaptées à [la réalité de] l'EI.»  
 - **Chef de service; unité d'EI # 12**

Dans toutes les unités d'EI, les thématiques liées à la gestion de la colère, la gestion du stress, les habiletés de communication, la résolution de conflits sont abordées. Certains intervenants ont fait part que leur unité d'EI offrait aussi des ateliers sur la toxicomanie et les relations amoureuses. Quelques intervenants ont mentionné que certaines activités spécifiques de réadaptation sont données en collaboration avec le milieu scolaire. Ils expliquent comment cette stratégie mettant les activités en journée accroît l'efficacité des animations puisque cela permet aux jeunes d'être plus concentrés, contrairement à ce qui se produit quand les activités ont lieu le soir. Le dernier répondant mis en exemple nomme le souhait de faire de même pour l'animation de l'atelier sur les habiletés de communication.

«Faire une activité de réadaptation [en fin de soirée, [...]] ce qu'on a observé c'est que ce n'est pas gagnant, tant au niveau de la concentration, qu'au niveau de l'écoute. On ne se donnait pas des conditions gagnantes. Donc, à la place on a travaillé en partenariat avec le milieu scolaire pour se donner, pour intégrer, dans la programmation de jour, l'activité [spécifique de réadaptation]. Et ça l'a des résultats intéressants à ce niveau-là.» - **Chef de service; unité d'EI # 12**  
 «On veut essayer de travailler avec le scolaire pour donner habiletés de communication, entre autres. Parce que c'est des façons, l'écoute, par exemple, c'est essentiel au niveau scolaire. [...] Donc, on voudrait travailler avec le scolaire à ce niveau-là.» - **Chef de service; unité d'EI # 5**

Pour certains, les activités spécifiques de réadaptation devraient être données dans le milieu d'origine du jeune et non pas en EI à cause de la réalité vécue à l'unité. Le fait que le séjour soit de courte durée et que la composition du groupe soit constamment modifiée par l'arrivée de nouveaux jeunes et le départ des autres nuirait à la gestion de l'animation. Ces conditions empêcheraient de maximiser l'impact des ateliers cliniques. Aussi, en prodiguant les activités spécifiques de réadaptation dans l'unité d'origine, l'intégralité du contenu pourra être offerte. Ce qui n'est pas le cas en EI puisque comme exposé précédemment la réalité des unités oblige les intervenants à adapter le modèle d'origine en y sacrifiant certains modules.

*«Les activités spécifiques qui sont implantées en EI, je dirais que je pense que ce serait mieux en dynamique. [...] Il [le jeune] pourrait faire plus un cheminement. [...] [En EI] Ils sont moins disponibles émotivement, peut-être, pour ce type de cours là. [...] Ils [les jeunes qui forment le groupe à un moment X] ne sont jamais au même niveau.»*

**- Intervenant; unité d'EI # 13**

*«La vraie activité cognitivo-comportementale, c'est dans l'unité régulière qu'elle doit se vivre. L'adapter à la réalité de ce qu'on a de besoin en EI, j'ai des questionnements là-dessus. On le fait, à notre façon on l'utilise. [...] Mais dans une réalité comme ici qu'à chaque semaine on entre des nouveaux. On ne peut pas envisager de dire qu'on va donner la vraie activité résolution de problème ou gestion du stress.»*

**- Intervenant; unité d'EI # 14**

Plus loin, un de ces participants précise que les activités spécifiques de réadaptation devaient être élaborées en fonction des caractéristiques propres aux jeunes. Pour lui, afin de capter l'attention des jeunes, la présentation du contenu et l'animation des activités devaient différer selon le sexe des participants.

*«Les activités spécifiques, je pense qu'il faudrait les adapter au fait que ce sont des garçons qui font ces activités-là. Ne pas les modeler comme des filles. T'sais, je parle, je parle, pour les gars ça ne marche pas. Il faut que ça soit dans une dynamique de jeux.» - Intervenant; unité d'EI # 13*

#### 7.5.2- Périodes de réflexion individuelle

Pour les trois chefs du programme d'EI rencontrés, la programmation de l'unité comporte une plage horaire quotidienne dédiée à la réflexion. Cette période d'introspection est essentielle dans l'atteinte des objectifs de réadaptation.



*«Les temps de réflexion sont souvent pendant la période des douches. Ok, donc, les jeunes, durant la période des douches y sont en réflexion.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 12**

*«Tous les jours, le jeune a ses auto-observations, ses réflexions. Tous les jours on a une période de réflexion. Tous les jours de 16 heures à 17 heures, [les réflexions sont] toujours en lien avec ses motifs d'EI, tout le temps, tout le temps.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 11**

*«Tous les matins, [les jeunes ont à faire] une auto-observation dirigée. Et cette auto-observation-là, y faut qu'elle soit en lien direct avec l'objectif de placement en EI.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 5**

Par contre, pour certains il y a une différence concernant le temps de réflexion individuelle au sein des unités d'EI. Dans leur conception du programme d'EI, il n'y a pas de période prédéterminée et consacrée quotidiennement à la réflexion ciblée sur l'atteinte des objectifs.

*«Moi je te dirais, que du côté filles, ils ont beaucoup de réflexion, mais du côté gars moins. Moi je te dirais, tout dépendant, il y a des jeunes qui vont faire une réflexion par jour. Il y en a que, moi mes jeunes [de suivi], je n'utilise pas ça. [...] Il n'y a pas un temps, on ne peut pas dire qu'on travaille les objectifs, à mettons, une heure par jour. Parce qu'il y a la programmation, il y a le groupe.» - Intervenante; unité d'EI # 13*

#### 7.6- Réintégration dans le milieu d'origine et sorties à l'extérieur

De manière générale, le retour dans le milieu de référence s'effectue dès que le conseiller à l'Accès, à l'issue de la table de révision, prend la décision de mettre fin à l'hébergement en EI. Cependant, près de la moitié des participants ont témoigné que dans certaines circonstances particulières, à leurs yeux, il est préférable de maintenir pour un jour ou deux le séjour en EI. Cette légère prolongation de l'hébergement sert à mettre en place toutes les conditions essentielles pour favoriser la transition entre l'EI et l'unité d'origine afin d'accroître le succès d'une réintégration réussie. Voici trois situations dans lesquelles cette pratique peut être mise à profit.

*«[Le retour à l'unité] peut se faire dans la journée. [...] À d'autres moments, on peut dire: "tu vas retourner dans 2 jours ou dans 3 jours". Des fois, il y a des jeunes qui sont très rejetés dans leur unité. Donc, le temps qu'on prépare les jeunes à son retour. [...] Si c'est tous des [employés occasionnels], ce n'est pas intéressant, je pense.»*

**- Chef de service; intervenants référents # 9**

*«[Le retour à l'unité d'origine] c'est direct, [...] la journée même de sa table. [Par contre], si la table est tard, exemple, 16h30, 17h [...] et ça termine tard, on peut attendre au lendemain matin. [...] Si c'est deux éducateurs occasionnels, que ça va mal*

*dans l'autre unité, par exemple, des choses comme ça, on peut attendre au lendemain.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 11**

*«Souvent après la rencontre [de révision], il va préparer ses affaires [...] et il va repartir dans son service avec son éducateur. [...] Mais des fois on peut donner jusqu'à 12 heures ou 24 heures maximum pour des considérants X. [Donne ensuite l'exemple d'un jeune qui avait une évaluation psychologique le lendemain et ça lui faisait vivre du stress. Donc, dans un tel contexte] ce n'est pas gagnant pour personne. Il n'a pas besoin d'avoir l'anxiété dans le plafond.»* - **Conseiller à l'Accès # 16**

Certains intervenants ont mentionné que parfois, le jeune pouvait retourner ponctuellement dans l'unité référente pour valider ses acquis et tester la réalité qui l'attend. Selon eux, c'est l'interprétation du contenu du dépliant<sup>61</sup> conçu par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) qui rend légitime et supporte les interventions visant un retour progressif dans l'unité d'origine. Dans l'extrait suivant, le répondant explique clairement comment ce dépliant a permis d'effectuer certains retours progressifs entre l'unité d'EI et le milieu d'appartenance.

*«[Pour justifier les retours progressifs] on utilise ce qui est marqué là [dans le dépliant du MSSS], avec parcimonie. Ça nous donne une certaine marge de manœuvre avec certains jeunes qu'on doit mesurer un peu, tester [les acquis]. [...] Donc, [entre collègues] on s'est dit: "si y a le droit de sortir, on peut essayer ça [les retours progressifs]". [...] Le Règlement y dit rien de ça, c'est ça [montre le dépliant] qui en fait foi.»* - **Chef de service; intervenants référents # 9**

Pour d'autres répondants, un tel retour progressif dans le milieu d'origine n'est pas possible d'un point de vue légal. C'est notamment le cas de ceux pour qui la loi n'autorise pas la possibilité de sortir de la zone sécurisée rendant ainsi impossible un retour progressif entre l'unité d'EI et l'unité d'appartenance. Certains de ceux pour qui de telles pratiques sont inconcevables juridiquement souhaiteraient que la loi soit modifiée. Pour eux, seuls une souplesse ou un amendement permettront d'appuyer l'émergence des stratégies d'intervention qui favoriseront un retour progressif du jeune dans son unité d'origine.

*«On ne fait pas de la réintégration progressive, le jeune ne s'en va pas écouter un film le soir [dans son milieu d'origine].»* - **Chef de service; unité d'EI # 11**

<sup>61</sup> La brochure remise aux jeunes s'intitule: «Tu es hébergé dans une unité d'encadrement intensif du centre jeunesse. Que t'arrive-t-il?».

*«Une des choses qui pour moi [serait] intéressante à modifier au niveau de l'EI, c'est [...] [la possibilité d'] aller valider les acquis [que le jeune] a pu faire en EI. [...] Mais la loi nous ne le permet pas. [...] Des fois, je pense qui aurait des cas où ça serait intéressant d'aller valider comment il va se comporter [pendant] une sortie d'une heure [dans son unité d'appartenance].» - Chef de service; unité d'EI # 12*

*«De la façon que c'est fait [actuellement], c'est que tu es là [en EI] ou tu n'es pas là. Il n'y a pas de milieu entre les deux. Tu n'as pas le droit qu'il aille dormir ailleurs, c'est comme si tu mettais fin à l'EI. Alors qu'un espèce de retour progressif pourrait permettre au jeune de vérifier ses acquis et de nous aussi vérifier ses acquis. Ça c'est quelque chose dont on a besoin de la loi pour le changer, parce qu'elle n'offre aucune latitude à ce sujet-là.» - Gestionnaire # 3*

L'ambiguïté d'interprétation réside au niveau de la possibilité qu'un jeune puisse bénéficier de sorties accompagnées à l'extérieur de l'unité d'EI. Encore une fois, le discours des intervenants diverge. Les pratiques d'intervention concernant cet aspect n'étant pas uniformes. Ceux qui autorisent de telles sorties se basent sur le contenu du dépliant du MSSS. Par contre, les modalités de la sortie doivent être clairement établies. Celle-ci doit être supervisée par un adulte, poursuivre un objectif précis et être définie dans le temps.

*«[Les jeunes hébergés en EI] ont le droit de sortir, toujours bien pas pour aller jouer au parc, hein? Mais, ils ont le droit de sortir, pour un rendez-vous médical, pour aller [dans un organisme spécialisé en toxicomanie]. [...] Mais on n'autorise pas un coucher, parce que du moment où il [le jeune] ne couche plus en EI c'est qu'il n'a plus besoin d'être là. [...] Un jeune par exemple qui a besoin de voir son parent, [et que celui-ci s'engage à le ramener au centre] on va être obligé de dire oui.»*

**- Chef de service; intervenants référents # 9**

D'autres participants interprètent le cadre légal d'une telle manière qu'il est impossible d'effectuer de telles sorties à l'extérieur de l'EI. Certains intervenants expliquent comment, à leurs yeux, cette interprétation restrictive nuit à l'intervention auprès des jeunes hébergés en EI et qui approche l'âge de la majorité. En effet, n'ayant pas la possibilité de sortir de l'EI, les jeunes n'ont pas l'opportunité d'accomplir les démarches nécessaires à leur intégration sociale.

*«Un jeune, par exemple, j'ai un jeune [hébergé en EI présentement] qui va avoir 18 ans. Le jeune y s'en va vers des appartements dans un organisme communautaire. [Cependant,] à partir d'ici, il ne peut pas faire aucune démarche. Est-ce qu'il serait possible, avec son intervenant, d'aller, exemple, faire une démarche d'appartement?»*

**- Chef de service; unité d'EI # 12**

*«Les jeunes qui ont passé des années en centre de réadaptation et qui arrivent de fugue. 17 ans ½, 17 ans et ¾, ils font de la prostitution. Ils nous reviennent [de fugue et c'est]*

*la panique avant la majorité. [...] On se dit: "il reste 2 mois avant ses 18 ans, qu'est-ce qu'on fait?" On le maintient là [en EI] et le jour qu'il a 18 ans on ouvre la porte et y sort avec ses sacs-poubelle à se pitcher dans le même creux. [...] Je trouve ça assez dommage, parce que dans certaines situations, ça les aiderait [de pouvoir sortir de l'EI]. [...] Ils se retrouvent en EI, coincés. Ils savent qu'ils vont quitter à 18 ans, pas d'appartement, pas de travail, pas préparés pour faire les démarches au niveau de l'aide sociale, car ils n'ont pas le droit de sortir.» - Conseiller à l'Accès # 19*

## 8- Le processus de révision

Dans la présente section, la complexité de l'étape de la révision, c'est-à-dire le processus permettant d'évaluer la pertinence de maintenir ou non l'hébergement d'un jeune en EI, sera mise en évidence. Ensuite, les critères décisionnels seront élaborés.

### 8.1- La difficulté de la révision

Concernant l'interprétation des critères de révision, le constat qui se dégage ressemble à celui fait au regard des décisions d'orientation. En effet, tel qu'il est possible de l'entrevoir dans l'extrait ci-dessous, il semble que concernant la durée du séjour la même rigueur juridique s'imposait au commencement. Certains intervenants affirment qu'au début ils étaient confrontés à des prises de décision uniquement basées sur l'arrêt des comportements. C'est-à-dire que la décision de mettre fin à un séjour en EI semblait fondée sur la cessation des comportements ayant motivé le recours à cette mesure. Pour l'ensemble des participants, maintenant ce type de raisonnement ne fait aucun sens d'un point de vue clinique.

*«[Au début le séjour en EI] c'est comme 30 jours, c'est 30 jours. Les rencontres sont à tel jour, tu ne peux pas dépasser une journée.» - Conseiller à l'Accès # 15*

*«[Une jeune se retrouve en EI] parce qu'elle fuguait et elle ne fugue plus, donc on la sort. Pas vraiment! On ne fugue pas quand les portes sont barrées.»*

**- Conseiller à l'Accès # 15**

*«Au début, c'était tellement restrictif [les critères de révision], ça n'avait pas d'allure. Aussitôt que le jeune avait cessé son comportement, il retournait dans son unité régulière. Ce n'était pas adapté, parce que c'est sûr qu'il va se conformer dans une unité super sécurisante.» - Gestionnaire # 3*

*«Une des premières jeunes qui allait en EI provenait de mon service [l'unité Y] et je pense qu'elle n'est même pas restée 24 heures. [...] La fille était rentrée la veille et le lendemain [on me dit :] "elle ne veut plus fuguer, donc on n'a plus de motif. (rires) On va la sortir de l'intensif". [...] Maintenir le jeune en EI au-delà d'un premier trente jours c'était pratiquement impossible [...] et l'idée de prolonger l'EI, ça ce n'était pas envisageable.» - Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10*

Aussi, certains constatent qu'au début il était pratiquement impossible de maintenir l'EI pour une journée ou deux le temps de mettre en place les conditions favorables au retour du jeune dans son milieu d'origine. Une fois la décision prise de mettre fin au séjour, le jeune quittait immédiatement l'unité d'EI pour retourner à l'unité référente.

*«Je me rappelle d'une jeune qui acceptait de prolonger, le temps qu'on prépare la prochaine unité, mais c'était non. C'est aujourd'hui [qu'elle doit retourner dans son unité d'origine], tu viens de dire que tu mettais fin, donc c'est tout de suite, dans la minute.» - Conseiller à l'Accès # 15*

Certains intervenants font part de la complexité de la tâche de révision. Celle-ci est en lien avec la subjectivité inhérente au processus décisionnel. En effet, certains intervenants trouvent difficile de départager les acquis réels des conduites de conformité.

*«Nos jeunes comprennent bien le sens de cette mesure-là. Donc, ils vont souvent se conformer. Ils vont offrir une participation qui est assez correcte, peut-être pas exceptionnelle, mais satisfaisante. Donc, après la période d'un mois, on considère souvent que le jeune est prêt pour revenir dans le service d'origine.»  
- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4*

Certains intervenants trouvent que le processus de révision doit être peaufiné comme ce fut le cas avec l'admission et le développement de la grille d'orientation. Pour eux, il faut élaborer des critères uniformes pour évaluer la pertinence de prolonger ou non l'hébergement en EI. Ils souhaitent la création d'un outil afin de soutenir la prise de décision pour la révision, comme c'est le cas avec la demande d'orientation en EI. Ils considèrent que cela serait bénéfique pour les pratiques.

*«La manière de faire les révisions [...], il y a beaucoup de travail à faire encore [...], il y a bien des choses qui manquent dans la façon de faire les révisions.»  
- Conseiller à l'Accès # 15  
«Là on est rendu à regarder ça [le processus de révision]. [...] Quand est-ce qu'on les sort. Il faudrait qu'on ait des outils pour le quand est-ce qu'on les sort? Qu'est-ce qui nous fait dire qu'il est prêt à sortir?» - Chef de service; intervenants référents # 9*

Certains intervenants espèrent avoir des informations plus complètes sur le contenu des réflexions du jeune pendant son séjour en EI, car cela les aiderait à se faire une opinion préalablement à la tenue de la table de révision<sup>62</sup>.

*«On reçoit par courriel un petit topo des réflexions de la jeune [de la part des intervenants de l'unité d'EI]. [...] Alors, quand j'arrive à la révision, j'ai ça. J'ai ce topo-là. Alors, des fois, là quand je lis ça, [...] je n'ai pas grand-chose là-dessus. J'ai des affaires cul-cul. [Par exemple, elle n']a pas fait ses tâches. Je m'en fous-tu qu'à les fasse, est-tu là pour faire ses tâches? Mais tu sais, j'ai des affaires comme ça qui ne me permettent pas vraiment à l'avance de me faire une idée.» - Conseiller à l'Accès # 15*

## 8.2- Les critères décisionnels

Pour la majorité des intervenants, la révision du séjour en EI repose sur une évaluation de l'ensemble de la démarche du jeune. Comme ils le mentionnent, la décision repose essentiellement sur la collaboration, l'atteinte des objectifs ainsi que sur l'identification de moyen.

*«Actuellement [la décision de mettre fin à l'EI] c'est basé sur les motifs d'EI à l'origine de la demande. [...] On regarde comment le jeune a réfléchi? Comment il répond à ses objectifs? Quels sont les moyens trouvés pour changer son comportement? Et si on trouve que ça l'a du bon sens, le jeune sort de l'EI. [...] C'est à peu près ça, en gros, actuellement. À mon sens à moi, il faut aller beaucoup plus loin que ça.» - Conseiller à l'Accès # 15*

Premièrement, cette évaluation du cheminement s'effectue sur la collaboration du jeune, sur la qualité de sa réflexion ainsi que sur sa reconnaissance de la gravité des comportements l'ayant conduit en EI. Comme l'affirment les répondants suivants, la démarche d'introspection du jeune a une importance cruciale dans la décision de mettre un terme ou de prolonger le séjour en EI.

*«D'abord c'est sûr qu'on ne sortira pas un jeune qui envoie tout le monde paître. Qui n'a rien fait comme cheminement au niveau des réflexions. [...] Il faut que le jeune démontre minimalement qu'il s'est mis au travail. Qu'il s'est apaisé. Qu'il a collaboré minimalement et qu'il a fait un bout de chemin de réflexion.» - Conseiller à l'Accès # 19*

<sup>62</sup> Sont présents à cette table: le jeune, le conseiller à l'Accès, l'éducateur du milieu référent, l'éducateur de l'EI, les parents de jeune, le travailleur social. N.B: lorsqu'un jeune est hébergé dans une unité d'EI localisée dans un autre centre jeunesse, il y a deux conseillers à l'Accès.

*«[L'EI peut prendre fin lorsque] le jeune fait une réelle réflexion sur l'ensemble des comportements qui l'ont amené en EI. Qu'il reconnaisse, d'une certaine façon, les dangers dans lesquels il s'est placé.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

Dans cette optique, certains intervenants associent la qualité de la démarche du jeune avec les stades du modèle de changement élaboré par Prochaska, DiClemente et Norcross (1992). Comme l'illustrent les extraits suivants, la progression du jeune dans sa démarche de réadaptation et l'évaluation de son cheminement s'effectuera en référent aux étapes de ce modèle de préparation au changement.

*«C'est sûr qu'un jeune qui est encore à [l'étape de]: "je ne me mobilise pas, je suis en précontemplation et je ne comprends rien ou je contemple et je ne bouge pas" [il ne quittera pas l'EI].» - Intervenant; unité d'EI # 13*

*«Ça se voit assez facilement [si un jeune est prêt à quitter l'EI]. Juste comment le jeune s'est préparé. Il y a des jeunes qui arrivent en révision et qui sont complètement fermés, qui sont dans la négation [du problème].» - Conseiller à l'Accès # 18*

*«Dès que le jeune est rendu [à l'étape de la] contemplation, on le sort et il retombe. Dès qu'il dit: "je réalise que c'est vrai que j'ai un problème" [...] ils [les décideurs] le sortent de l'EI. Et [de retour dans le milieu d'origine] il revient dans ses anciens patterns, dans ses anciens comportements. Il n'a plus de problème qui dit, [car] il n'a pas été jusqu'à l'action.» - Chef de service; intervenants référents # 9*

Dans cette logique voulant que les stades de changement puissent servir de critères décisionnels pour mettre fin à l'EI. La programmation par étape permet de relier le stade de l'action au processus de révision et à la décision de clôturer le séjour en EI.

*«Les niveaux permettent [d'évaluer le cheminement du jeune]. Un jeune qui ne monte pas de niveau, il le sait qu'il n'a pas monté de niveau parce qu'il n'a pas travaillé ses affaires.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

*«Quand ils sont en EI, tant qu'ils n'ont pas commencé une action claire, nette et précise sur le problème qu'ils ont, il ne faut pas qu'ils sortent.»*

**- Chef de service; intervenants référents # 9**

Deuxièmement, l'évaluation doit tenir compte de l'atteinte des objectifs du séjour. En effet, pour quitter l'EI le jeune doit avoir accompli avec succès ses objectifs.

*«[La décision de mettre fin ou de prolonger l'EI] c'est plus un jugement clinique [concernant] l'évolution que tu fais avec ton jeune. Dans le sens que, tu as les objectifs, tu regardes si les objectifs sont atteints ou pas.» - Intervenant; unité d'EI # 13*

«[La révision s'effectue] sur la base des objectifs qui ont été fixés en début de séjour. [...] Et là [lors de la révision] on passe un à un les objectifs. "Qu'est-ce que t'as fait? Qu'est-ce que tu n'as pas fait?" [...] Il faut une amorce de démarche. Il faut que le jeune ait démontré [...]»<sup>63</sup> une amorce, une volonté justement de changer ses choses qui l'ont amené là.» - **Intervenant référent # 23**  
 «Il faut qu'elle ait atteint ses objectifs d'intensif. Si elle n'a pas atteint ses objectifs [son séjour en EI sera prolongé].» - **Chef de service; unité d'EI # 11**

Troisièmement, l'évaluation devrait considérer l'identification et la mise en place des moyens alternatifs. À ce niveau, le discours des intervenants ne converge pas toujours. Pour certains, l'identification de moyens à mettre en place dans le milieu d'origine est suffisante pour mettre un terme au séjour. Selon eux, l'aspect statique de l'encadrement rend utopique l'actualisation des moyens pendant le séjour en EI. Pour les autres, les moyens alternatifs doivent être mis en action dans le quotidien de l'EI avant le transfert à l'unité d'appartenance. Voici des exemples supportant chacune des positions. D'abord, dans les deux premiers extraits, les participants trouvent qu'il est difficile de statuer sur l'intégration des moyens pendant l'EI. Les propos des deux répondants subséquents indiquent qu'ils croient que l'actualisation des moyens en EI s'avère possible.

«[Lors de la révision] le dernier pas qu'on n'est jamais capable de valider, [...] c'est vérifier comment il [le jeune] va les mettre en application [les moyens identifiés]? [...] Une fois rendu dehors [dans son unité d'origine], comment il va faire pour ne pas pousser la porte? Ça c'est plus difficile à mesurer.» - **Conseiller à l'Accès # 19**  
 «Un fugueur ça fugue par définition. Alors, quand est-ce qu'on le laisse sortir un fugueur? [...] Comment on le voit qu'un fugueur va se mettre en action? Tant qu'il a les portes barrées, on ne peut pas le voir.» - **Chef de service; intervenants référents # 9**  
 «[La décision de mettre fin à l'EI] c'est dans ce que tu discutes avec [le jeune]. Mais [c'est aussi] dans ce qu'il fait dans l'unité. Parce que tu dis [que] si y est pas capable de s'arrêter ici [en EI] et de gérer la moindre frustration, il va faire quoi en dynamique? Il va prendre la porte.» - **Intervenant; unité d'EI # 13**  
 «[Concernant l'actualisation des moyens dans l'unité d'EI] c'est sûr que vous allez me dire: "bien là, tout est barré ici, un jeune qui fugue comment vous faites pour savoir qu'il ne fuera pas?". La fugue, c'est une fuite, mais tu peux fuir dans d'autres choses. [...] Donc,] c'est facile aussi à vérifier si cette personne-là a des mécanismes de fuite. Alors, on regarde si elle n'utilise pas des mécanismes de fuite dans l'unité.»  
 - **Chef de service; unité d'EI # 11**

<sup>63</sup> Le répondant énumère ici une série d'indicateurs d'amorce de changement: «ses réflexions», «dans ses attitudes», «par des téléphones» ou par «la prise de rendez-vous».



## 9- La gestion clinique du risque selon la perspective des intervenants

Conformément au plan d'entretien, tous les participants ont été questionnés sur la gestion clinique du risque. Seulement deux participants ont clairement abordé la gestion clinique du risque en lien avec l'approche du risque, des besoins et de la réceptivité tel qu'élaboré par Andrews et ses collègues (1990).

### 9.1- La notion de risque

Tout d'abord, la quasi-totalité des participants affirme que la gestion clinique du risque constitue une réalité quotidienne dans l'intervention. Ils associent l'omniprésence de la gestion du risque avec la lourdeur des problèmes présentés par les jeunes. Le troisième extrait montre que même si l'unité d'EI est sécurisée, le risque d'agression entre jeune ou à l'endroit des intervenants est bien réel.

*«On prend toujours un risque. On gère toujours un risque. On se dit ça, parce que ça ne se peut pas ne pas gérer de risque.» - Gestionnaire # 1*

*«Et c'est sûr qu'on ne peut pas avoir, pour nos jeunes, on ne peut pas avoir 100% de non-risque. C'est de jeunes qui, par définition, ont de sérieuses difficultés.»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

*«Il y a toujours un risque. [...] Hier soir, il y a un [jeune pour] qui [un autre jeune] lui tombait sur les nerfs. Ça ne faisait pas son affaire [et il le menace verbalement]. Il n'a même pas le temps de finir sa phrase que l'autre arrive et "pethow!". [...] [Assurer notre sécurité,] c'est souvent de se dire de ne pas rester seul [en présence du groupe].»*

**- Intervenante; unité d'EI # 14**

La gestion de risque fait partie tant de la réalité des unités d'appartenances que de celle des intervenants de l'EI. De retour dans le milieu d'origine, l'enjeu de la gestion prend tout son sens, mais en décrivant ce qu'il appelle *«la modulation de la programmation»*, un chef de service d'une unité d'EI, explique comment il est possible d'instaurer des stratégies pour gérer le risque de fugue qui persiste. Dans l'extrait présenté, il décrit quelles sont les mesures prises pour atténuer le risque de fugue.

*«Le vrai test demeure néanmoins à son retour. [...] C'est là qu'on essaie d'appliquer les moyens que lui [le jeune] a identifiés [pendant son séjour en EI]. [...] Quand il va revenir dans son unité de vie [...] c'est souvent le laboratoire final.»*

**- Intervenante référente # 23**

*«[Concernant certains jeunes hébergés en EI et qui sont à haut risque de fugue]. Là on a modulé [la programmation]. [...] Présentement, on ne permet pas à ces jeunes-là d'aller à l'extérieur [ensemble]. Ils ont le droit d'aller à l'extérieur une fois par quart de travail, mais avec l'accompagnement de deux intervenants, un par un.»*  
**- Chef de service; unité d'EI # 12**

Plus loin en cours d'entretien, ce répondant donne un autre exemple de gestion du risque en lien avec la violence lors des repas, qui s'avèrent être une période pouvant susciter de l'agressivité. Dans le même ordre d'idées, un autre intervenant raconte un épisode dans lequel l'équipe a dû mettre en place des mesures pour assurer la sécurité du personnel envers un jeune aux comportements violents. Pour assurer la sécurité du personnel, le jeune était constamment en présence des éducateurs ou d'un agent d'intervention. Lorsque cet encadrement dynamique s'avérait être impossible à offrir, le jeune devait se retirer à sa chambre.

*«Par exemple un jeune durant les repas, y peut être très excité, il va rentrer en conflit avec les autres jeunes. Donc, qu'est-ce qu'on va faire, on va modeler. Il peut avoir accès à un repas [en groupe] sur trois. On va évaluer [...] on va modeler sa programmation par rapport à ça.»* - **Chef de service; unité d'EI # 12**  
*«Un jeune qui nous a été amené ici parce qu'il frappait les autres, c'est sûr qu'on se donne un protocole. [...] Dans une mouvance [lors des transitions], celui qui est ici suite à des comportements agressifs, dans la stratégie, la procédure qu'on s'est donnée, bien il ne restera pas seul. [...] Pour d'autres jeunes [aux comportements violents], dont le cas est très sérieux, c'est: "toi tu es présence de l'agent [d'intervention] en tout temps."»* - **Intervenant; unité d'EI # 14**

Plus tard, il mentionne aussi que, dans le but de responsabiliser le jeune, les menaces d'atteinte à l'intégrité physique font systématiquement l'objet d'une dénonciation policière.

*«S'il y a des menaces, on dénonce systématiquement. Les menaces sérieuses: "m'a t'arracher la tête, t'es mort mon humhum". La plainte est faite. Il y a un protocole qui est établi avec les services de police, on responsabilise nos jeunes.»*  
**- Intervenant; unité d'EI # 14**

Certains intervenants mentionnent que la gestion du risque fait partie intégrante du processus décisionnel lors de la révision. En effet, l'évaluation d'un retour éventuel dans le milieu d'origine doit tenir compte de la possibilité que le jeune actualise les mêmes comportements à risque l'ayant conduit en EI.

*«La gestion du risque [...] c'est là-dessus que c'est le plus difficile d'évaluer. Et de se dire: est-ce qu'on prend la chance de [le sortir]? Est-ce qu'on risque, sachant que [les comportements peuvent revenir]?» - Chef de service; unité d'EI # 5*

*«[La gestion du risque] c'est plus à l'échelle des services qu'ils ont à exercer ça. [...] Je trouve que c'est tout un défi pour eux [les décideurs] de dire: "à quel moment on pense qu'il y a eu suffisamment d'acquis pour qu'on pense qui puisse retourner dans son unité d'origine. Et quand est-ce qu'on n'en a pas?"» - Gestionnaire # 3*

*«Donc, c'est sûr qu'on va toujours gérer le risque. Parce qu'ici [en EI] le jeune ne peut pas le vivre. Tandis qu'ailleurs, [...] il peut tout recommencer ce que chez nous il ne peut pas faire. Donc, c'est sûr que quand le jeune sort de notre milieu et qu'il retourne dans son unité, on gère le risque.» - Chef de service; unité d'EI # 11*

Près de la moitié des praticiens ont évoqué le fait que l'évaluation du risque n'est pas une science exacte, une certaine part d'incertitude persiste. Pour eux, l'ambiguïté de la gestion clinique du risque réside dans la subjectivité inhérente au processus d'évaluation. Les extraits suivants réfèrent à la difficulté d'évaluer le risque avec précision et exactitude.

*«[Lorsqu'on met fin au séjour en EI] ça ne garantit pas qui [le jeune] ne fuera pas.»*

**- Gestionnaire # 1**

*«Ça reste un jugement clinique, donc on n'a jamais de certitude à 100%. Je pense que personne pourrait dire: "Moi je mets ma paie sur la table que, je suis convaincu à 100% que je ne me trompe pas en le ramenant ou que je ne me trompe pas en le laissant-là pour un autre mois."»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

*«Tu ne peux pas prévoir que le jeune va se suicider. Est-il tant que ça à risque de suicide au bout d'un mois [en EI]? [...] Est-ce qu'il va réellement se mettre en danger? C'est difficile à prouver le niveau de dangerosité.» - Intervenant référent # 22*

Certains intervenants perçoivent l'utilisation de l'EI comme étant un moyen de gérer le risque. Pour eux, le recours à l'EI permet de sécuriser le jeune et ainsi s'acquitter de son mandat de protection. Voyant l'EI comme étant une mesure qui s'inscrit à l'extrémité d'un continuum, ils expliquent clairement comment l'EI s'inscrit dans une logique de gestion du risque.

*«Tant qu'il ne se met pas en danger, on va le garder ici [dans une unité régulière]. [...] Si on est capable de le gérer ici, on va le faire. Si on n'est pas capable, c'est là qu'on va avoir recours à l'EI.» - Intervenant référent # 23*

*«L'objectif général [du programme d'EI] c'est de protéger l'enfant. S'assurer de sa sécurité, peut-être au détriment de sa liberté. Mais on évalue qu'il est plus important qu'il soit en sécurité et qu'il soit protégé contre lui-même que d'avoir ses sorties et tout ça.» - Conseiller à l'Accès # 18*

Plus loin, ce répondant mentionne que certains types de comportements nécessitent le recours à l'EI à titre de moyen de gestion du risque. Dans l'exemple suivant, c'est la sécurité d'autrui qui motive le recours à l'EI dans une logique de gestion du risque.

*«[Concernant un jeune déficient intellectuel qui agresse sexuellement des enfants] on ne peut pas gérer ce risque-là. [...] [L'encadrement] intensif permet d'assurer la sécurité des autres. Ça sert à ça dans son cas à lui. Et il fait des petites démarches, il trouve des moyens, mais on s'entend que c'est un jeune qui revient régulièrement [en EI].» - Conseiller à l'Accès # 18*

Quelques participants conçoivent la gestion clinique du risque en termes de réduction des méfaits. Pour eux, le processus réflexif entrepris en EI doit permettre au jeune d'établir un plan de prévention de la rechute. Dans cette optique, le développement d'un filet de sécurité devient un moyen de gérer le risque. L'idée est d'identifier avec le jeune un réseau de ressources qui seront incluses dans son plan de prévention de la rechute.

*«[Lors de son séjour en EI, le jeune peut réfléchir à]: "où peux-tu aller quand tu es en fugue? [...] Si jamais tu as une rechute, que ça te tente de fuguer, qu'est-ce que tu peux faire?" [...] [Au lieu] de te trouver dans une piquerie ou de te retrouver à faire de la prostitution. C'est qui dans ton entourage qui peut être aidant? Il y a des ressources comme le Bunker et tout ça. C'est des moyens alternatifs.» - Conseiller à l'Accès # 18*

## 9.2- La notion de besoin

Très peu de participants ont conceptualisé la notion de besoin en lien avec la gestion clinique du risque. Par contre, certains ont affirmé que miser et développer les facteurs de protection rendait possible une diminution du niveau de risque. Pour eux, les forces du jeune et l'attachement qu'il porte aux intervenants servent de levier d'intervention. Ils considèrent qu'en développant les forces et en valorisant les centres d'intérêt du jeune, il sera possible de réduire le risque. Cependant, au-delà de ces quelques considérations, dans le discours des intervenants les notions de besoin et de facteur de protection n'ont pas été développées plus en profondeur.

*«[Dans un contexte de roulement du personnel] le jeune n'est pas attaché aux nouveaux intervenants, tandis qu'il l'est avec ses intervenants seniors. Donc, on a plus d'emprise.» - Conseiller à l'Accès # 16*

*«[La gestion du risque] c'est de mettre en place les meilleures conditions possibles pour qu'un jeune puisse développer ses forces, ses compétences. [...] Souvent, actualiser les forces du jeune, c'est d'aller dans ses centres d'intérêt.»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 10**

### 9.3- La notion de réceptivité

Les propos des participants sur la gestion clinique du risque laissent entrevoir certains facteurs de réceptivité. L'alliance thérapeutique est une caractéristique essentielle de l'intervention de réadaptation. La relation qui s'instaure au retour du jeune après un séjour en EI est un ingrédient clé de la gestion du risque. En effet, fortement liée à l'alliance thérapeutique, la réceptivité du jeune à l'intervention exerce une influence sur la diminution de l'actualisation des comportements à risque à l'origine de l'hébergement en EI.

*«Pour moi, la réceptivité du jeune, elle vient beaucoup jouer dans le risque. [...] Pour moi, [la grille de réceptivité] c'est un des outils sur lequel on peut facilement se baser [pour évaluer l'ampleur du risque].»* - **Chef de service; unité d'EI # 5**  
*«[À son retour d'EI,] on essaie d'être plus proche du jeune. On essaie aussi d'être plus à l'écoute de lui. Et lui fournir un petit peu plus de support pour lui permettre de prendre son envol. Mais on est réellement dans de la gestion de risque.»*  
**- Intervenant référent # 23**  
*«Lorsqu'un jeune revient d'EI, on va mettre des moyens en place pour le supporter, pour essayer de diminuer les risques justement. Mais ça reste des moyens d'intervention. C'est d'être près du jeune. Ça reste d'essayer d'être en relation le plus possible avec lui. Ça reste de faire les rencontres d'accompagnement, au même titre qu'on va le faire pour les autres jeunes.»*  
**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 4**

Pour être réceptif aux stratégies d'interventions à privilégier, il faut donc que le jeune puisse avoir été en mesure de rétablir la relation de confiance avec les intervenants du milieu d'appartenance. Dans cette optique, certains participants mentionnent que les éducateurs doivent posséder des qualités essentielles à l'établissement de cette relation. Il s'agit de compétence au niveau du savoir-être: franchise, honnêteté et clarté. En parlant du «*vécu partagé*» dans la relation, certains répondants mentionnent l'importance d'être intègre et franc avec le jeune. Aussi, pour favoriser la réceptivité, l'intervenant doit avoir des attentes réalistes en fonction des capacités du jeune. Par conséquent, le respect du rythme propre à chacun s'avère un élément clé qui favorise la réceptivité à l'intervention.

*«Des fois, les jeunes sont fâchés après l'éducateur de leur unité. Bien, ont-ils été capables de passer par-dessus ça? Ont-ils été capables de se relier? Et de comprendre pourquoi il a été mis en EI?» - Gestionnaire # 1*

*«Donc, l'investissement, le temps qu'on lui consacre et des choses comme l'authenticité et l'honnêteté aussi. Je pense que le fait de demeurer honnête avec le jeune, c'est des choses qui nous reconnaissent en bout de ligne [et qui facilitent l'alliance]».*

**- Intervenant référent # 23**

*«C'est d'y aller au rythme du jeune. [...] C'est souvent comme ça qu'on peut aller les chercher [susciter leur réceptivité].» - Intervenant; unité d'EI # 14*

## 10- Les pratiques émergentes

Au travers le contenu des entretiens, il a été possible de déceler certaines pratiques qui mériteraient, si ce n'est pas le cas, d'être explorées davantage. La première concerne la gestion des ressources humaines dédiée à l'EI. La seconde se rapporte au travail de réflexion effectué sur l'enrichissement des pratiques. En dernier lieu, certaines pratiques d'intervention qui visent à favoriser la continuité du travail clinique amorcé en EI et celui à poursuivre dans le milieu d'origine seront décrites.

### 10.1- Liste de rappel et intervenant flottant

D'abord, certains participants ont mentionné que le département des ressources humaines de leur centre jeunesse a constitué une liste d'intervenants sur appel consacrés spécifiquement à combler les remplacements dans les unités d'EI. Certains répondants émettent l'hypothèse que cette disposition favorise la cohérence des pratiques d'intervention dans les unités puisque les éducateurs de cette liste de rappel ont reçu la formation sur l'EI.

*«[Le centre jeunesse a] commencé à faire une liste orientée des occasionnels qui vont travailler en intensif<sup>64</sup>. [...] Je pense que ça aide les équipes d'intensif à mieux travailler. [...] Ils ont reçu une formation. [...] Donc, ils [les unités d'EI] vont se retrouver avec du personnel plus qualifié pour leur mission. Et c'est avantageux pour tout le monde. Ça c'est sûr, c'est très bien qu'ils aient fait ça.»*

**- Intervenant référent # 20**

Un répondant a spécifié que le centre jeunesse a mis en place un poste d'intervenante mobile afin d'absorber le surcroît de travail dans les unités d'EI. Cet employé est assigné de manière rotative

<sup>64</sup> Le répondant estime cette disposition en vigueur depuis 1 à 2 années.

à une unité d'EI, mais il peut être appelé à intervenir dans une autre unité lorsqu'un besoin supplémentaire se manifeste. Voici comment cette réalité est décrite.

*«Il y a une ressource qui est mobile, [...] c'est une injection de 40 heures semaine, réparties sur cinq jours, pour répondre aux besoins du milieu intensif. [...] [L'intervenant] n'est pas nécessairement dans mon service [...] [, car] il est mobile. Et si, à mettons que moi, j'ai besoin d'accompagnement pour [un jeune] qui est dans un isolement ou dans un retrait pour décanter, cette personne-là on l'appelle et elle va venir directement l'accompagner.» - Chef de service; unité d'EI # 12*

## 10.2- Comité de travail et vignettes cliniques

Pour certains participants, il est essentiel de poursuivre le travail de réflexion suscité par l'avènement de la réforme. Ce questionnaire collectif a pour but d'évaluer les pratiques afin de les améliorer et d'offrir ainsi des services de réadaptation adaptés aux besoins des jeunes. Pour alimenter et soutenir ces pratiques réflexives, certains comités de travail ont dû être constitués. Lors des journées d'étude, l'utilisation de «vignettes cliniques» ou des études de cas sont des outils intéressants qui servent à alimenter les discussions. Il est aussi possible d'employer de tels instruments pour soutenir l'uniformisation des pratiques décisionnelles et d'intervention.

*«On a mis un intervenant [de chacune des unités d'EI] avec la Direction des services professionnels et un chef de service d'EI pour regarder au niveau des pratiques. [...] Est-ce qu'il y a des choses à améliorer au niveau de la compréhension? [...] On se pose la question et je trouve ça intéressant. [...] On a été capable de modifier des choses dans les outils. [...] L'objectif c'est d'arriver à de meilleures pratiques pour que le jeune ait de meilleurs services.» - Chef de service; unité d'EI # 12*  
*«L'utilisation de vignettes c'est intéressant. On peut l'utiliser pour toutes sortes de [situations et] avec différents partenaires dans l'établissement. On en a des bonnes [vignettes], où est-ce qu'on se dit: "hey, qu'est-ce que je ferais [en pareille circonstance]?"» - Chef de service; intervenants référents # 9*

Dans la même optique, certains expriment à quel point il est important de travailler à conscientiser le personnel du centre jeunesse sur les pratiques relatives au programme d'EI. Pour ce faire, une conseillère à l'Accès a été mandatée par la direction pour devenir la responsable de l'information et de la formation.

*«J'ai délégué quelqu'un à qui son mandat, à elle, c'est de travailler avec l'EI [pour] expliquer c'est quoi l'EI à nos intervenants sociaux. C'est quoi leur rôle à eux? [...] Il y a de l'éducation à faire. Il y a de la formation à faire à mon avis.»*  
**- Chef de service; intervenants référents # 9**

### 10.3- Questionnaires d'évaluation et suivi

Trois intervenants ont évoqué qu'une unité d'EI essayait de mettre en place un système de rétroaction du séjour par l'entremise des questionnaires. Le premier s'adresse à l'intervenant de suivi du jeune dans l'unité d'appartenance. Le second est destiné au jeune et vise à faire le point sur son séjour en EI.

*«Le dernier jeune qu'on a envoyé [en EI], en septembre [2010], il y a eu un questionnaire qui a suivi l'intervention. [...] Je pense que le questionnaire c'est quand même un outil intéressant et qui va donner des nouvelles pistes de réflexion, autant le questionnaire pour le jeune que pour les intervenants.»*

**- Intervenant référent # 23**

*«[Le questionnaire de fin de séjour,] c'est sûr que c'est une charge de travail de plus qu'ils ont à faire. [...] Ce que les gens disent c'est qu'ils trouvent ça important parce qu'ils ne perdent pas de vue [le cheminement]. Sans ça, ils embarquent dans le quotidien et ils perdent de vue le [travail accompli en EI par le] jeune.»*

**- Chef de service; unité d'EI # 5**

Dans le but de favoriser la continuité des interventions entre le séjour en EI et le retour du jeune dans son milieu d'origine, certains intervenants ont constaté qu'il arrive qu'un intervenant de l'EI effectue un suivi de la situation du jeune quelque temps après son départ de l'unité. Cette petite rencontre permet de rappeler les engagements et les moyens pris par le jeune durant son séjour en EI tout en effectuant certains rappels à l'équipe d'éducateurs. Pour certains participants, la consolidation de l'implantation de ce mécanisme de suivi permettrait de soutenir la continuité des interventions.

*«Il y avait le spécialiste en activités qui venait vérifier auprès du jeune, "pis tu en es où dans ton plan?" deux semaines après, mais aussi auprès de l'équipe référente: "Hey, n'oubliez pas, il a ça aussi à travailler".»*

**- Chef de service; milieu d'hébergement référent # 6**

*«Notre responsable clinique, [rencontre] nos jeunes qui quittent [l'EI]. Il y a un suivi qui se fait. [...] Après une semaine, il va aller le voir et il va aller vérifier [ce que le jeune retient de son séjour en EI]. [...] Et en même temps, avec l'équipe: votre jeune est sorti d'ici avec des ententes, [...] mais vous autres [les intervenants du milieu d'origine:] "êtes-vous attentifs à ça?"»*

**- Intervenant; unité d'EI # 14**

*«Ça glisse à un moment donné, on perd un petit peu la centration [sur la démarche effectuée par le jeune en EI]. C'est pour ça que ça prendrait des beaux mécanismes de suivi ou des relances.»*

**- Intervenant référent # 23**



\*\*\*

Pour clore ce chapitre, un petit résumé s'impose. Cette section du mémoire a exposé les effets de la réforme entourant l'EI et les pratiques actuellement implantées telles que décrites par les intervenants rencontrés. L'idée a été de dresser un portrait fidèle au discours des répondants. Maintenant que les différentes caractéristiques de la réforme, des pratiques et des composantes du programme d'EI ont été brossées, le prochain chapitre fera des liens entre les différents résultats présentés et d'autres travaux de recherches.

## **CHAPITRE 4: DISCUSSION ET CONCLUSION**

Comme mentionné dans la recension des écrits, les effets d'une réforme juridique peuvent prendre du temps à se manifester dans la pratique. Certains changements seront plus longs que d'autres à se concrétiser. D'une part, ils sont soumis à la force de reproduction des habitudes fortement ancrées dans les mœurs. C'est ce que Lemay (2009) a conceptualisé sous le vocable de l'inertie socioculturelle. D'autre part, certains facteurs organisationnels interfèrent dans la mise en œuvre d'un changement (Gagnon, 2012; Simpson et Flynn, 2009; 2007). Dans cette discussion, les résultats découlant de la collecte de données seront analysés en considérant l'apport de ces facteurs.

Dans un premier temps, les divers impacts produits par l'avènement de la réforme, balisant désormais le recours à l'EI, sur les pratiques seront situés selon la typologie de l'effectivité du droit de Demers (1996). Il sera possible de revenir sur certaines considérations essentielles pour garantir aux jeunes le droit de recevoir des services de réadaptation adaptés à leurs besoins. Notamment, il sera question des répercussions de la mixité de la clientèle sur les conditions d'hébergement dans les unités d'EI. Les enjeux entourant le partenariat et la continuité de l'intervention seront abordés à titre d'éléments clés de la gestion clinique du risque.

En guise de conclusion, certaines réflexions sur les limites de la présente étude ainsi que les perspectives de recherche pour les travaux futurs seront partagées. D'abord, les pratiques décrites par les participants ne peuvent être généralisées à l'ensemble du réseau des centres jeunesse de la province. Ensuite, cette étude ne peut prétendre faire un portrait complet des pratiques, car la représentation des jeunes qui bénéficient du programme d'EI n'a pas fait l'objet d'investigation. Il est également impossible de statuer sur l'efficacité de la mesure à titre de modalité d'intervention. En plus de pallier les limites de l'étude, les travaux futurs devraient tenter d'approfondir les facteurs influençant les décisions prises par les intervenants. Plus spécifiquement, la représentation qu'ont les intervenants du concept de dangerosité devrait être étudiée. Aussi, le fonctionnement et la programmation des unités d'EI se doivent d'être documentés. Finalement, il est primordial d'identifier et de comprendre les variables en lien avec le phénomène de la récurrence des séjours en EI.

## **1- Les impacts de la réforme**

Tel que détaillé dans la recension des écrits, une réforme juridique engendre plusieurs types d'effets. Étant donné que certains changements peuvent être classés dans plus d'une catégorie, la présente section de cette discussion dressa un portrait général de l'état de la situation au regard du discours produit par les participants.

### **1.1- Les effets selon l'intention du législateur**

Certains résultats indiquent que plusieurs des changements produits par la réforme sont cohérents avec la volonté du législateur. Ces effets directement observables sont étroitement en lien avec l'implantation du nouveau cadre juridique.

Premièrement, le témoignage des participants confirme que l'implantation de la réforme a exigé un remaniement de la structure des centres de réadaptation afin de retirer les dispositifs sécuritaires. L'encadrement statique, qui prévalait dans les unités de réadaptation avant la réforme, a été aboli. À cet égard, les unités d'EI de l'époque ont presque toutes été transformées en milieu de vie de type dynamique ou régulier. Par conséquent, les changements inhérents à l'abolition de l'encadrement statique ont été perceptibles dès l'entrée en vigueur de la loi. À ce sujet, certains participants ont qualifié le changement de drastique, survenant du jour au lendemain. C'est sur ce point que la résistance au changement semble être la plus grande, puisque quelques répondants souhaitent le retour des portes barrées.

Deuxièmement, contrairement à ce qui pouvait être le cas avant la réforme, les participants ne considèrent plus comme banal le recours à l'hébergement en EI. En effet, la privation de liberté s'inscrit désormais dans une logique voulant que l'utilisation de cette mesure exceptionnelle en soit une de dernier recours. Il est donc possible ici de constater un changement de mentalité de type symbolique, car la plupart des intervenants mentionnent qu'autrefois le recours à l'EI était très fréquent et parfois même abusif. Dans cette optique, les participants considèrent maintenant la réforme comme pertinente et nécessaire au respect des droits des jeunes de n'être privé de leur liberté qu'en conformité avec les principes de la loi.

Troisièmement, conformément à l'intention du législateur, les normes juridiques régissant l'EI ont permis de clarifier les critères d'admission. Ce faisant, le nombre de jeunes soumis à une

privation de leur liberté en étant hébergés dans une unité d'EI est moins fréquent. Cette diminution de l'utilisation de la mesure d'EI, et par ricochet la baisse du nombre d'unités, s'avère être un résultat tout à fait cohérent avec l'esprit de la réforme. En effet, c'était un des objectifs du législateur que de restreindre l'accès aux mesures privatives de liberté. Aussi, cette réduction du recours à l'EI se confirme par les données obtenues et analysées par la CDPDJ (Lebrun, Noël et Montminy, 2011). En balisant l'accès à l'EI afin de restreindre l'utilisation de l'encadrement statique en centre de réadaptation, les participants constatent que la réforme accroît le respect des droits des jeunes. En effet, la décision d'employer l'EI s'inscrit dans une logique de gradation des mesures et la recherche d'alternatives doit faire partie intégrante du processus décisionnel.

Par contre, pour certains jeunes, manifestant de graves difficultés comportementales ou des problèmes dits de santé mentale, les solutions alternatives à l'EI semblent manquer. Lorsqu'elles existent, à cause des délais imputables aux listes d'attente, il est parfois ardu d'accéder aux services spécialisés que requiert la situation de ces jeunes. Il en découle chez les répondants un sentiment d'impuissance dû à cette perception de manquer de moyens afin d'intervenir le plus tôt possible. À leurs yeux, une intervention rapide permettrait d'éviter la cristallisation des comportements à risque et la dégradation de la situation du jeune. Les réflexions partagées par les experts rencontrés par le CPJ (2004) vont sensiblement dans le même sens. En effet, ils sont d'avis que la prise en charge des certains jeunes en besoin de protection par les centres jeunesse résulterait «d'une absence de services adéquats au bon moment.» (p.66).

Ce constat déplorant le manque d'alternatives au recours à l'EI va donc à l'encontre de l'intention du législateur qui souhaitait, par l'entremise de la réforme, favoriser le développement de solutions de remplacement. Comme le souligne Lemonde (2003), pour diminuer le recours aux placements sécuritaires, la volonté politique et sociale n'est pas suffisante. L'adoption de balises juridiques est un premier pas auquel il faut joindre un investissement sérieux dans les ressources externes. En d'autres mots, prendre en compte les besoins particuliers des jeunes en difficulté implique un véritable projet de société dans lequel il importe de travailler en amont (CPJ, 2004).

## 1.2- Les effets non intentionnels

Au travers le discours des intervenants, il est possible d'identifier plusieurs impacts, découlant de la mise en œuvre de la réforme, qui n'étaient pas prévus par le législateur.

Premièrement, les changements architecturaux du centre de réadaptation ont entraîné un réaménagement dans l'offre de service. Plusieurs intervenants associent le transfert des jeunes autrefois placés dans les unités d'EI vers un milieu de vie moins encadrant avec un accroissement de la lourdeur des problématiques de la clientèle qu'ils reçoivent désormais dans leur ressource d'hébergement. Par contre, cet effet est impossible à relier directement avec la réforme sur l'EI. Il est fort probable que ce phénomène soit la résultante d'un ensemble de facteurs sociaux et qu'il s'inscrive dans un alourdissement plus global de la clientèle prise en charge par les services de protection à l'enfance. À cet égard, certains participants ont émis l'hypothèse que l'alourdissement de la clientèle serait en lien avec les pratiques d'intervention supportant le maintien à tout prix du jeune dans son milieu familial avant d'envisager le recours à une mesure de placement en centre de réadaptation.

Deuxièmement, la surpopulation des unités d'EI jumelée à l'épuisement professionnel et la détresse que cela provoque constituent des effets non intentionnels négatifs. À cet égard, certains participants mentionnent qu'il faut offrir aux unités d'EI des conditions optimales pour accompagner et soutenir les jeunes hébergés. Certains répondants ont mentionné l'importance d'avoir une liste d'intervenants sur appel qui ont été formés aux approches cliniques mises en place dans les unités d'EI. Ce type de pratique favoriserait la cohérence et l'uniformisation des interventions d'un éducateur à l'autre. Aussi, la taille des groupes qui devrait être restreinte à huit jeunes est une préoccupation importante pour plusieurs. Pour vaincre les problèmes découlant de la surpopulation et de la surcharge de travail qui en résulte, l'ajout d'un intervenant flottant ou l'emploi d'une secrétaire pourrait permettre aux éducateurs d'être dégagés de certaines tâches administratives et ainsi accroître leur disponibilité pour l'intervention auprès des jeunes. À ce sujet, pour les experts rencontrés par le CPJ (2004), l'ampleur de la bureaucratie, les contraintes syndicales et l'omniprésence des tâches administratives briment les initiatives du personnel et diminuent le temps consacré à l'intervention, ce qui a pour résultat de nuire au développement de liens significatifs entre les intervenants et les jeunes hébergés.

En dernier lieu, la récurrence des séjours en EI et la prise de risque à l'égard des jeunes fugueurs sont deux autres conséquences non prévues par la réforme. En effet, plusieurs intervenants observent que certains jeunes font plusieurs séjours répétitifs en EI. Aussi, depuis la mise en

œuvre de la loi, les intervenants constatent un accroissement du nombre de fugues. Cette hausse des fugues découle de l'abolition de l'encadrement statique qui prévalait avant la réforme. Pour combler le vide qui résulte de ce changement, certains intervenants ont mentionné qu'ils ont dû développer de nouvelles stratégies d'intervention à l'égard des jeunes fugueurs. Deux tendances ressortent de leur discours. La première, de nature persuasive, cherche à comprendre le sens et les causes de la fugue du point de vue du jeune afin de le convaincre de ne pas mettre son plan à exécution. La seconde s'inscrit dans une logique plus répressive où un régime de vie particulier est mis en place dans l'unité afin de dissuader le jeune de fuguer. Tel qu'il appert dans le discours des participants, il est crucial de comprendre les facteurs contribuant à ces phénomènes afin d'ajuster les pratiques d'intervention en conséquence.

### 1.3- Les effets différés

Plusieurs effets découlant de la réforme ont pris du temps à se concrétiser. Au moment de l'étude, certains d'entre eux étaient encore en cours d'élaboration. Dans cette section, il sera question de la révision des programmes d'intervention, des difficultés relatives au partenariat et à la collaboration ainsi qu'à l'arrimage des pratiques entre les unités d'EI et les unités référentes.

Plusieurs répondants soulignent que l'adoption de la réforme a suscité un mouvement collectif de réflexion sur le processus d'intervention au sein de l'établissement, mais ce sont les pratiques de réadaptation dans les unités d'EI qui ont fait l'objet d'une plus grande attention. L'adoption des cadres de référence et des protocoles visant à supporter l'intervention en lien avec l'utilisation de l'EI s'inscrit dans cette révision des programmes de réadaptation. Aussi, avec le temps, les modifications à la grille d'orientation ont permis de prendre en compte le jugement clinique dans l'évaluation du recours à l'EI. Certains intervenants estiment que ce travail de remise en question des pratiques doit se poursuivre au sein de l'ensemble de l'établissement. Pour ce faire, il faut mettre en place des structures qui valorisent les échanges. Ce temps d'arrêt et questionnement favorise la concertation, le partage d'expertise sur les pratiques et les interventions mises en place dans les différents points de service.

Tous s'entendent sur l'importance du partenariat et de la collaboration entre l'unité d'EI, le milieu référent et le conseiller à l'Accès qui entérine la demande. Par contre, la plupart des répondants ont éprouvé certaines difficultés à ce niveau. Presque tous les intervenants ont

exprimé avoir eu des problèmes de concertation entre eux. Les expériences racontées révèlent que le partenariat et la collaboration entre les intervenants des unités d'EI et les intervenants référents sont difficiles à cause des failles au niveau de la circulation et de la communication des informations. Il ressort de certains discours que parfois, à cause des emplois du temps chargés de tous, les intervenants doivent faire de nombreux appels avant de parler à la bonne personne ou que le message laissé ne se rend pas à destination. Pour faciliter la logistique des appels dans les unités d'EI, un répondant a suggéré qu'une secrétaire devrait être attitrée à cette tâche pendant les heures de bureau la semaine. Cela permettrait aux éducateurs d'avoir plus de temps en présence auprès des jeunes pour intervenir.

Ces difficultés à partager les informations deviennent encore plus évidentes lorsque le jeune hébergé en EI provient d'un autre centre jeunesse. En effet, n'ayant pas accès aux informations colligées dans le système informatique PIJ, les intervenants référents doivent attendre à leur rencontre de suivi à l'unité d'EI pour prendre connaissance du cheminement du jeune. Pour remédier à cette situation, certains intervenants des unités d'EI acheminent les bilans et les réflexions du jeune par courriel ou par fax aux intervenants référents. Ce travail d'échange entre les équipes favorise une lecture commune du cas tout en optimisant la qualité de l'intervention. En effet, il ressort de quelques entretiens que l'absence d'un consensus clinique sur les objectifs poursuivis par le recours à l'EI influencerait à la hausse la durée du séjour. C'est par exemple le cas si l'équipe d'EI ne cerne pas les bons objectifs de réadaptation aux yeux du conseiller à l'Accès ou de l'intervenant référent. Dans une telle situation, le séjour en EI pourrait être prolongé, car les besoins de réadaptation travaillés ne correspondraient pas à ceux de la lecture clinique des autres intervenants.

Les résultats de l'étude montrent que l'uniformisation des pratiques prend du temps, car quatre ans après la mise en œuvre de la réforme il a été possible de déceler des disparités dans les usages relatifs à l'EI. Par exemple, le contenu des activités cliniques et le temps consacré aux périodes de réflexion individuel ne semblent pas être les mêmes d'une unité d'EI à l'autre. Aussi, l'arrimage des pratiques doit être conçu dans l'optique d'établir une continuité de l'intervention entre le séjour en EI et le retour du jeune dans son milieu d'origine (MO). Les répondants mentionnent que l'uniformisation des approches cliniques mises de l'avant dans les unités d'EI favoriserait la continuité du cheminement amorcé. Dans le même ordre d'idées, plusieurs



constatent qu'il manque parfois de continuité entre les moyens identifiés en EI et la possibilité qu'a le jeune d'y recourir lorsqu'il est de retour dans le MO. Le défi se trouve dans la faisabilité. Il est donc important de réfléchir à la compatibilité des moyens proposés au jeune qui séjourne en EI avec les ressources disponibles et les règles de vie en vigueur dans l'unité qui le recevra après.

Deux questions sont sous-jacentes à l'arrimage des pratiques : comment garder la démarche effectuée en EI vivante dans le MO? Et comment favoriser le transfert des habiletés acquises de l'EI au MO? Pour ce faire, quelques répondants ont mentionné qu'un suivi post-hébergement offert systématiquement à tous les jeunes qui quittent l'EI pourrait être une façon intéressante de répondre à ces questions tout en bonifiant l'offre de services. Ce bilan entre le jeune, son éducateur de suivi actuel et un intervenant de l'EI prendrait la forme d'une rencontre ayant lieu quelques jours, au maximum une semaine, après le retour du jeune dans son MO. Si les employés sont ouverts à l'idée et qu'ils ont le soutien requis de la part des administrateurs, ce travail d'équipe pourrait être l'occasion d'un transfert d'expertise très riche pour l'intervention. Bien rodé, ce genre de pratique pourrait devenir un ingrédient clé de la réflexion et de la révision entourant les programmes de réadaptation.

## **2- L'inertie socioculturelle**

Tel qu'il a été explicité dans la recension des écrits, toutes les décisions prises dans le cadre de l'application de la LPJ doivent rester centrées et justifiées sur l'objectif de protection de l'enfant. Pour être conforme à la finalité propre à la LPJ, le recours à l'EI doit être motivé par l'intention de préserver le jeune contre ses conduites à risque qui le mettent en danger. Au regard de cette injonction et des droits fondamentaux de l'enfant, l'utilisation de l'EI pour les jeunes délinquants non judiciairisés est fortement questionnable. En effet, employer la mesure d'EI dans le but de protéger la société contre les conduites délinquantes d'un jeune résulte d'une motivation pénale et relève de la LSJPA. Pour certains des intervenants rencontrés, il est clair que le recours à l'EI ne peut pas servir à pallier le système pénal. Par contre, dans d'autres cas, il a été possible de constater les traces d'un raisonnement axé sur une motivation pénale. C'est le cas de ceux qui affirment qu'il est de leur devoir de protéger la société ou les autres.

Comment comprendre l'existence d'une telle situation? Deux explications plausibles seront mises à profit. Premièrement, dans le libellé de l'article 11.1.1 de la LPJ, en employant la terminologie

«*danger pour lui-même ou pour autrui*<sup>65</sup>» le législateur ouvre lui-même la porte à cette rationalité pénale. L'inclusion de la dimension «*pour autrui*» serait-elle inconstitutionnelle et contraire aux droits fondamentaux? Cette question mériterait d'être approfondie par une recherche dans le domaine du droit, car il est possible de croire qu'en adoptant cette disposition le législateur ait donné à la LPJ des pouvoirs pénaux qui ne lui appartiennent pas. Deuxièmement, ce phénomène peut être compris au regard du concept de l'inertie socioculturelle de Lemay (2009) voulant que l'habitude explique le maintien de cette association en protection et punition. En effet, l'adoption des premières lois consacrées à l'enfance visait, d'abord et avant tout, la protection de la société et le maintien de l'ordre social menacé par la criminalité juvénile (Dupont-Bouchat, 2003; Malouin, 1996). Dès lors, le placement en institution des jeunes abandonnés ou maltraités était le moyen privilégié pour les empêcher de sombrer dans un mode de vie axé sur la délinquance.

Un deuxième constat qui peut s'expliquer par le phénomène d'inertie socioculturelle est celui de la mixité des clientèles. La mixité des cadres légaux réfère au fait de placer dans les mêmes unités d'EI des jeunes pris en charge par la LPJ avec ceux dont l'intervention s'effectue en vertu de la LSJPA. Certains intervenants expliquent le fondement de cette pratique en fonction des attributs de ces jeunes qui à leurs yeux seraient similaires. Trop centrés sur des ressemblances au niveau des caractéristiques personnelles et celles relatives aux comportements, ils finissent donc par croire que ces jeunes ont les mêmes besoins et qu'ils devraient être traités de la même façon.

À l'heure actuelle, à notre connaissance, aucune démonstration empirique ne supporte ce rationnel voulant que les jeunes en protection référés en EI aient vraiment les mêmes besoins d'intervention que les jeunes délinquants qui y sont placés. À cet égard, le CPJ (2004) souligne que la délinquance, qui relève de l'application de la LSJPA, ne doit pas être associée avec les troubles de comportements qui sont régis par la LSSSS ou par la LPJ. Les premiers sont des actes répréhensibles et définis légalement en vertu du Code criminel tandis que les seconds réfèrent à des conduites susceptibles de nuire à la sécurité et au développement du jeune. Bref, pour cette instance, le profil et les problématiques vécues par les jeunes délinquants diffèrent du portrait clinique des jeunes pris en charge pour leur besoin de protection.

---

<sup>65</sup> Nous soulignons.

Cet argumentaire basé sur des hypothèses cliniques peut être considéré comme une forme d'inertie. En effet, tel que décrit dans l'historique sur le développement du système de protection de la jeunesse, à l'époque des écoles de réforme et d'industrie les jeunes qui sont aujourd'hui pris en charge pour leurs besoins de protection étaient autrefois traités de la même manière que les jeunes reconnus coupables d'un crime. L'influence des facteurs économiques explique aussi cette résistance au changement (Dupont-Bouchat, 2003). Pour certains des intervenants rencontrés, la mixité des clientèles se justifie par l'obligation de rentabiliser les places disponibles dans les unités d'EI. Ayant un volume plus restreint de demandes d'orientation pour les jeunes en protection, les places vacantes sont comblées par l'hébergement des jeunes délinquants. Fort probablement qu'autrefois la même logique du moindre coût motivait l'absence de distinction entre jeunes à protéger et jeunes à punir.

Au regard des pratiques d'intervention, le cadre légal étant différent, le sens du recours à la privation de liberté n'est pas le même et il importe que cela soit clairement expliqué au jeune. En vertu de la LSJPA, il s'agit d'une peine en garde fermée dont le but est la protection de la société et la responsabilisation du jeune par rapport à ses actes délictueux. La durée de celle-ci est prédéterminée puisque fixée au préalable par le tribunal. Le recours à l'hébergement en EI dans le cadre de l'application de la LPJ est une mesure de protection, car on considère que la sécurité ou le développement du jeune est compromis. Conformément à l'esprit de la loi, le jeune doit se mettre en danger. La durée de la mesure dépend des critères de terminaison qui sont liés à l'atteinte des objectifs de protection et de réduction du risque.

En lien avec la mixité de la clientèle, deux questions mériteraient d'être approfondies dans les recherches futures. Premièrement, quel est l'impact de la mixité sur les conditions d'hébergement dans les unités? Sur ce point, les avis des intervenants rencontrés divergent. Pour certains, la mixité nuit à l'atmosphère dans l'unité et à l'intervention tandis que pour d'autres cela n'est pas le cas. Tout comme certains des intervenants ayant participé à la présente recherche, plusieurs des usagers rencontrés par le CPJ (2004) déplorent cette cohabitation entre jeunes en besoin de protection et jeunes délinquants. En s'appuyant sur la vulnérabilité des premiers par rapport aux mauvaises influences des seconds et l'entrave au processus de réadaptation que produit la mixité des cadres légaux, le CPJ est d'avis qu'une telle situation ne devrait plus exister en centre jeunesse. Conformément aux recommandations du CPJ, il importe donc de développer et de

mettre en œuvre des programmes de réadaptation spécifiques pour chacune de ces clientèles. Un portrait de la situation concernant les répercussions de la mixité sur l'intervention serait donc requis. Cela permettrait de répondre à la seconde question. Ce type de pratique entrave-t-il le droit des jeunes de recevoir des services adaptés à leurs besoins particuliers?

### **3- La santé mentale des jeunes**

Pour plusieurs intervenants, les jeunes orientés en EI manifesteraient des problématiques liées à la santé mentale. Par contre, cette notion de troubles de santé mentale a été très peu approfondie. Plusieurs diagnostics semblent y être associés. D'une part, il est parfois question de problématiques légères et modérées comme le déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité ou le trouble oppositionnel. D'autre part, les intervenants font aussi référence à des problèmes sévères de santé mentale. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de troubles de l'attachement, de psychose, de dépression ou de trouble borderline. Idem pour la déficience intellectuelle dont la gravité n'est pas spécifiée.

Au regard de ce constat, les travaux futurs devraient permettre de spécifier l'ampleur et la nature des problèmes de santé mentale chez les jeunes qui sont orientés en EI. Le recensement effectué par le comité de travail mandaté par le MSSS (2007) dresse un portrait de la prévalence des troubles de santé mentale en centre jeunesse. Au regard de cette étude, 45% des 3591 jeunes hébergés<sup>66</sup> entre le 30 janvier et le 5 février 2006 ont un diagnostic inscrit à leur dossier. Le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité est le diagnostic le plus fréquent. Le quart des jeunes présente un cumul de diagnostics.

Au plan de l'intervention, le CPJ (2004) trouve qu'il est inadmissible de recourir à l'hébergement sécuritaire en centre de réadaptation pour des jeunes présentant des tendances suicidaires ou des troubles de santé mentale. Il ressort de leur étude que la présence de jeunes éprouvant des problèmes de santé mentale entrave les activités, perturbe le fonctionnement harmonieux de tout le groupe et nuit à la réadaptation des autres bénéficiaires. Le CPJ déplore cette hétérogénéité de la clientèle et recommande donc l'uniformisation du profil des jeunes cohabitant dans une même unité de vie. Tel que le mentionne le comité de travail sur la santé mentale des jeunes suivis par

---

<sup>66</sup> Ont été exclus du recensement les jeunes placés en famille d'accueil.

les centres jeunesse (MSSS, 2007), la gravité et la comorbidité des troubles mentaux exigent le recours à des services spécialisés en pédopsychiatrie ou en psychiatrie. À cet égard, le traitement et l'hébergement des jeunes souffrant de graves problématiques de santé mentale doivent être soutenus par le développement d'un solide partenariat entre les centres jeunesse et les centres psychiatriques et hospitaliers (CPJ, 2004).

#### **4- Gestion du risque et révision**

Présente avant, pendant et après l'hébergement en EI, la gestion clinique du risque est une composante intégrante des pratiques d'intervention. Seulement trois des vingt-cinq participants ont explicitement référé au modèle du risque, des besoins et de la réceptivité développé par Andrews et ses collègues (1990). Étant donné les nombreuses formations données auprès des intervenants, ce résultat est surprenant. En effet, selon les informations colligées dans les formulaires d'informations professionnelles, dix-huit intervenants ont répondu avoir suivi le premier module de formation sur l'hébergement dans une unité d'EI et neuf ont reçu le second module sur l'intervention de réadaptation.

Comment expliquer cette situation? Plusieurs hypothèses peuvent être mises de l'avant. Premièrement, il est possible de croire que c'est la notion de risque qui correspond le plus à la réalité vécue, et c'est la raison pour laquelle ce concept a été le plus longuement élaboré par les participants. Deuxièmement, plusieurs intervenants ont fait référence au principe de la réceptivité sans employer le terme. À ce sujet, il a été question du modelage, du jeu de rôle et de l'importance de tenir compte des intérêts du jeune afin de le mobiliser positivement dans une démarche de changement. Finalement, le principe qui semble le moins bien intégré est celui des besoins d'intervention. Lorsque questionnés sur cet aspect, les intervenants mentionnent que les jeunes référés en EI ont besoin de sécurité, de protection et d'encadrement.

Le défi majeur réside dans l'évaluation du niveau de risque qui persiste à la fin du séjour en EI. L'incertitude du pronostic entourant la dangerosité et la récurrence des comportements complique la tâche de la révision. La prédiction entourant la persistance des conduites du jeune lorsqu'il sera de retour dans son MO est l'étape cruciale du processus de gestion du risque au moment de la révision. D'où l'importance d'évaluer les facteurs de réceptivité. Afin de soutenir l'exercice du

jugement clinique des intervenants, un outil répertoriant seize indices de réceptivité a été conçu (Lafortune et Fenchel, 2011).

Lors du retour du jeune dans son milieu d'origine, l'enjeu de la gestion du risque se situe au niveau du maintien et du transfert des acquis. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en place des modalités de réinsertion qui favoriseront un retour sécuritaire du jeune ainsi que sa réintégration dans un environnement moins encadrant. À cet égard, une période de transition entre l'EI et l'unité qui accueillera le jeune après son séjour s'impose. Ce relâchement graduel de l'intensité de l'intervention vise à mettre à l'épreuve l'intégration des acquis. Comme l'indique la recommandation du Conseil de l'Europe concernant les jeunes placés dans les institutions de protection à l'enfance, la fin d'une mesure de placement implique une évaluation des besoins et un plan de suivi garantissant un soutien approprié doit être constitué afin de favoriser la réintégration (Gudbrandsson, 2006). Sensiblement dans le même ordre d'idées, certains des intervenants rencontrés prônent une approche de réduction des méfaits et valorisent la mise en place d'un plan de prévention de la rechute. D'autres soulignent l'importance de développer des stratégies d'intervention qui s'appuient sur les forces et les centres d'intérêt propres à chaque jeune.

## **5- Conclusion**

L'objectif de ce mémoire était de dresser un portrait du changement dans les pratiques mises en vigueur après la réforme relative à l'hébergement sécuritaire des jeunes pris en charge en vertu de la LPJ. Pour ce faire, une méthodologie qualitative basée sur la collecte d'entretien semi-dirigé auprès de vingt-cinq intervenants des centres jeunesse de Montréal et de Laval a été privilégiée. Les entrevues réalisées auprès des participants abordaient tant le sujet de l'implantation des nouvelles dispositions législatives et réglementaires imposées par la réforme que les aspects associés à la programmation des unités d'EI et des principes de la gestion du risque.

D'un côté, les résultats indiquent que le retrait des dispositifs sécuritaires à l'architecture des centres jeunesse et la clarification des critères d'admission à l'EI sont des changements qui confortent le respect du droit à la liberté de ces jeunes placés par les services de protection à l'enfance. Ces données reflètent la volonté et l'intention du législateur. De l'autre côté, malgré l'adoption de la réforme concernant l'hébergement sécuritaire pour les jeunes en besoin de

protection, force est de constater que l'héritage du passé des institutions pour mineurs constitue un obstacle à la volonté de changement. En effet, l'inertie socioculturelle permet d'expliquer à la fois le recours à l'EI pour les jeunes délinquants non judiciairisés et la mixité des clientèles. En d'autres mots, «le poids des infrastructures héritées du “temps des prisons” pèse trop lourdement pour qu'elles puissent être abandonnées.» (Dupont-Bouchat, 2003 : 234).

### 5.1- Les limites de l'étude

Il est possible d'identifier plusieurs limites à cette recherche. Premièrement, une seule étude sur le sujet n'est pas suffisante pour généraliser les résultats qui en découlent (Groulx, 1998). En d'autres mots, les pratiques en vigueur au CJM-IU et au CJL ne sont peut-être pas semblables à celles qui prévalent dans les autres centres jeunesse du Québec. Pour le savoir, il faudra procéder à une étude comme celle-ci dans d'autres régions.

Deuxièmement, étant donné que le point de vue des principaux intéressés, c'est-à-dire ceux qui ont séjourné dans une unité d'EI, n'est pas pris en compte, cette recherche ne peut prétendre cerner toute la réalité inhérente aux pratiques relatives à l'EI. En effet, comme le mentionne Groulx (1998: 29) : « On ne peut comprendre la dynamique interne d'un programme ou d'une intervention destinés aux usagers sans appréhender de l'intérieur la façon dont ceux-ci ont vécu comme participants leur expérience, car ils sont les artisans principaux du changement à réaliser. ». De plus, cet auteur mentionne aussi qu'en partant de l'expérience des bénéficiaires il est possible de mieux comprendre les relations entre les facteurs à l'œuvre dans le processus de changement, ce qui contribue à évaluer les interventions en cause sous un angle nouveau. Effectivement, toujours selon Groulx, tenir compte de l'avis des usagers permet de saisir des phénomènes différents de ceux observés dans le discours des intervenants ou des gestionnaires. Par conséquent, les travaux futurs devront s'intéresser à la perception qu'ont les jeunes ayant séjourné dans une unité d'EI. Tel que le rappelle le CPJ (2004), il importe d'écouter ce que les jeunes ont à dire sur leur expérience puisque l'amélioration du système mis en place et la qualité des services offerts dépendent de leur opinion.

Finalement, il existe d'autres limites à cette étude qui se situent plus au niveau de l'efficacité du programme d'EI comme modalité thérapeutique. Ainsi, pour connaître l'impact du programme sur la réadaptation des jeunes les travaux futurs devront se pencher sur cette facette de manière

quantitative. Des mesures avant et après le séjour des jeunes en EI permettraient de connaître à quel niveau ce programme influence le développement des jeunes. De plus, un item appréciant s'il y a eu un passage à l'acte après un séjour dans une unité EI pourrait permettre, dans un devis longitudinal, de mieux comprendre les variables en lien avec la récurrence des séjours. Bref, il est essentiel d'accroître les connaissances empiriques sur l'efficacité de ce programme d'intervention. Ce type de recherche sera utile pour l'élaboration de critères de révision plus objectifs.

## 5.2- Les travaux futurs

Outre ce qui a été mentionné à la section précédente, les futures recherches devront s'attarder à approfondir les questionnements suscités par la présente étude. Trois réflexions seront développées. La première concerne le processus décisionnel des intervenants. La seconde aborde l'uniformisation des pratiques d'intervention d'une unité d'EI à l'autre. La dernière traitera du phénomène de la récurrence des séjours.

Premièrement, cette recherche a permis de mettre en lumière le fait que les motivations évoquées pour recourir au programme d'EI peuvent parfois différer de celles qui sont prévues par la loi. D'une part, il a été possible de constater que certaines décisions peuvent parfois être prises à l'intérieur d'une rationalité pénale, dans le but de protéger la société contre le jeune qui commet des délits. D'autre part, il a été possible d'observer par le biais du discours de certains intervenants que le recours à l'EI peut suppléer une impasse thérapeutique découlant du manque d'alternative. Par conséquent, dans les travaux futurs il faudrait approfondir les motivations supportant l'orientation des jeunes en EI. Il serait intéressant de définir, selon la perception des intervenants, le concept de dangerosité pour soi et pour autrui. Dans cette optique, un devis de recherche construit sur des vignettes de cas cliniques pourrait permettre de comparer le processus décisionnel des intervenants sur une base similaire.

Deuxièmement, au travers le discours des participants, il a été possible de constater des divergences dans les pratiques entre les différentes unités d'EI. En effet, la détermination des objectifs d'intervention en lien avec le séjour ne semble pas uniforme d'une unité à l'autre. Ce même constat s'applique aux périodes de réflexion individuelle, à la possibilité de sorties à l'extérieur ainsi qu'à la programmation offerte aux jeunes hébergés en vertu de la LSJPA. Par



conséquent, des travaux futurs devraient être consacrés à la description de la programmation et du fonctionnement des unités d'EI.

Finalement, il apparaît important de mieux comprendre le phénomène de la récurrence des séjours en EI. En d'autres mots, qui sont ces jeunes qui bénéficient à plusieurs reprises de la mesure d'EI? Est-il possible d'identifier certaines variables qui permettraient de distinguer ceux qui retournent en EI de manière récurrente des autres pour qui un seul séjour permet de freiner les manifestations comportementales à risque? Les jeunes qui ont recours à l'EI à plusieurs reprises ont-ils un profil différent de ceux qui font un seul séjour? La durée de l'hébergement en EI influence-t-elle la récurrence des séjours? Ce sont toutes des questions qui mériteraient d'être posées dans les travaux futurs sur l'EI.

## Références bibliographiques

- American Academy of Child and Adolescent Psychiatry (1997). Practice parameters for the assessment and treatment of children and adolescents with conduct disorder. *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, vol.36 (10supp), p.122s-134s.
- American Academy of Child and Adolescent Psychiatry (2005). Practice parameter for the assessment and treatment of youth in juvenile detention and correctional facilities. *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, vol.44 (10), p.1085-1098.
- American Academy of Child and Adolescent Psychiatry (2007). Practice parameter for the assessment and treatment of children and adolescents with oppositional defiant disorder. *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, vol.46 (1), p.126-141.
- Andrews, D.A., Bonta, J. et Hoge, R.D. (1990). Classification for effective rehabilitation: Rediscovering psychology. *Criminal Justice and Behavior*, 17 (1), 19-52.
- Andrews, D.A., Bonta, J. et Wormith, J.S. (2006). The recent past and near future of risk and/or need assessment. *Crime & Delinquency*, 52 (1), 7-27.
- Andrews, D.A. et Dowden, C. (2006). Risk principle of case classification in correctional treatment: A meta-analytic investigation. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 50 (1), 88-100.
- Association des Centres jeunesse du Québec (2007). *Cadre de référence pour l'adoption d'un protocole relatif à la mise en place d'un programme de réadaptation avec hébergement dans une unité d'encadrement intensif*. Avis # 2.4.1. Adopté par la Conférence des directeurs généraux le 15 novembre 2007. Document non publié.
- Association des Centres jeunesse du Québec (2000). *Cadre de référence pour l'adoption d'une politique relative à la mise en place d'un programme d'encadrement intensif*. Document non publié.
- Bélanger, M., Bernard, C. et Montminy, K. (2005). *Mémoire à la commission des affaires sociales de l'assemblée nationale. Projet de loi No 125. Loi modifiant la loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives*. Document adopté lors de la 509<sup>e</sup> séance de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse.
- Bilodeau, C. (1993). Ne tirez pas sur le "placeur"!, *Prisme*, 3(4), 480-489.
- Blanchet, A. et Gotman, A. (2007). *L'entretien*. (2<sup>e</sup> éd). Série « L'enquête et ses méthodes ». Armand Colin.
- Boudreau, J. (1993). A-t-on le choix? Des mesures alternatives : un critère déterminant dans la décision de placement. *Prisme*, 3 (4), 490-502.
- Boulais, J-F (1990). *Loi sur la protection de la jeunesse. Texte annoté*. (2<sup>e</sup> éd.). Montréal, Québec : Société Québécoise d'information juridique.

- Boulais, J-F. (2003). *Loi sur la protection de la jeunesse. Texte annoté*. (5<sup>e</sup> éd.). Montréal, Québec : Société Québécoise d'information juridique.
- Brault, N., Lachance, P. et Sarrazin, G. (2009). *L'hébergement dans une unité d'encadrement intensif ; module I*. Québec : Ministère de la Santé et des Services sociaux - Programme national de formation - manuel du formateur.
- Brault, N. et Lafortune, D. (2009). *L'intervention de réadaptation dans une unité d'encadrement intensif ; module II*. Québec : Ministère de la Santé et des Services sociaux - Programme national de formation - manuel du formateur.
- Bureau international des droits des enfants (2009). *Connaître les droits de l'enfant. Comprendre la convention relative aux droits de l'enfant au Québec*. Montréal : La courte échelle.
- Centre jeunesse de Montréal – Institut Universitaire (2009). Rapport annuel : 2008-2009. Disponible à l'adresse : (consulté la dernière fois le 24-10-09) [http://www.centrejeunessedemontreal.qc.ca/pdf/cjm/rapport\\_annuel\\_2009.pdf](http://www.centrejeunessedemontreal.qc.ca/pdf/cjm/rapport_annuel_2009.pdf)
- Centre jeunesse de Montréal – Institut Universitaire (2008). Protocole sur le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif dans les installations du CJM-IU. Manuel de gestion, adopté au conseil d'administration le 11 février 2008.
- Cliche, M-A. (2007). *Maltraiter ou punir? La violence envers les enfants dans les familles québécoise 1850-1969*. Montréal, Québec : Les Éditions Boréal.
- Conseil permanent de la jeunesse (2004). *Les jeunes en centres jeunesse prennent la parole! Avis*. Gouvernement du Québec, 98p.
- Côté, G. (2001). Les instruments d'évaluation du risque de comportements violents : mise en perspective critique. *Criminologie*, 34 (1), 31-45.
- Demers, L. (2009). Le système de protection au Québec : l'organisation des services en soutien aux enfants en difficulté et à leur famille. *Santé, société et solidarité*, n° 1, 81-89.
- Demers, V. (1996). Cadre théorique de l'effectivité : les effets du droit. Dans V. Demers (Ed), *Le contrôle des fumeurs. Une étude d'effectivité du droit* (pp.67-86). Montréal, Québec : Les Éditions Thémis.
- Despatie, S., Dunberry, D. et Waddell (2009). L'encadrement intensif, un an après..., *Défi jeunesse*, 15 (2), 17-19.
- Desrosiers, J. (2005). *Isolement et mesures disciplinaires dans les centres de réadaptation pour jeunes*. Montréal : Wilson & Lafleur Ltée.
- Desrosiers, J. et Lemonde, L. (2000). Les centres de réadaptation : protéger les uns et punir les autres. *Revue Juridique Themis*, 435-485. Consulté le 11 février, 2009, dans la base de données de LAW SOURCE

- Desrosiers, J. et Lemonde, L. (2007). Les modifications à la loi sur la protection de la jeunesse concernant les mesures privatives de liberté dans les centres de réadaptation. *Revue de Droit Université de Sherbrooke*, 393-452. Consulté le 11 février, 2009, dans la base de données de LAW SOURCE
- Drapeau, S., S. Beaudoin et R. Marcotte (2000). La résilience des jeunes en contexte de placement : Implications pour l'intervention. *Intervention*, automne-hiver, n°112, 37-43.
- Dupont-Bouchat, M-S. (2003). Le mouvement international en faveur de la protection de l'enfance (1880-1914). *Revue d'histoire de l'enfance «irrégulière»*, n°5, 207-235.
- Flores, A.W., Travis, L.F et Latessa, E.J. (2003). *Case classification for juvenile corrections : an assessment of the Youth Level of Service / Case Management Inventory*. Center for Criminal Justice Research, University of Cincinnati, 103 pages. Cincinnati : Ohio.
- Gagnon, Y-C. (2012). *Réussir le changement. Mobiliser et soutenir le personnel*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec.
- Gauthier, N. et Tardif, G. (2009). Profil des adolescentes ayant obtenu un placement dans une unité à encadrement intensif des Centres jeunesse de l'Outaouais. *Défi jeunesse*, 16 (1), 26-33.
- Gendreau, G. (1998). *Bosco la tendresse. Boscoville : un débat de société*. Montréal : Éditions Sciences et culture.
- Gordon, T. (2003). *Éduquer sans punir. Apprendre l'autodiscipline aux enfants*. Montréal : Les Éditions de l'Homme.
- Granger, L. et Chevrel, A. (1999). L'évaluation de la dangerosité. Dans L. Brunet (Ed.), *L'expertise psycholégale. Balises méthodologiques et déontologiques* (pp. 207-227) Sainte-foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Groulx, L-H, (1998). Sens et usage de la recherche qualitative en travail social. Dans Poupart, Groulx, Mayer, Deslauriers, Laperrière et Pires (Eds), *La recherche qualitative : diversité des champs et des pratiques au Québec* (pp.1-51). Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur
- Gudbrandsson, B. (2006). *Droits des enfants placés et en situation de risque*. Strasbourg : Éditions du Conseil de l'Europe.
- Joyal, R. (1999). *Les enfants, la société et l'État au Québec. 1608-1989 : jalons*. Montréal : Éditions Hurtubise.
- Joyal, R. (2000a). L'Acte concernant les écoles d'industrie (1869). Une mesure de prophylaxie sociale dans un Québec en voie d'urbanisation. Dans R. Joyal (Ed.) *Entre surveillance et compassion. L'évolution de la protection de l'enfance au Québec. Des origines à nos jours* (pp.35-48). Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.

- Joyal, R. (2000b). Les lois de protection de la jeunesse de 1950-1951. Un accommodement historique sous le signe du paternaliste d'État et d'Église. Dans R. Joyal (Ed.) *Entre surveillance et compassion. L'évolution de la protection de l'enfance au Québec. Des origines à nos jours* (pp.163-178). Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Joyal, R., Noël, J-F. et Feliciati, C.C. (2005). Rapport final de la Conférence tenue à Montréal du 18 au 20 novembre 2004. Mise en œuvre des droits de l'enfant. Perspective nationales et internationales. Cowansville : Les Éditions Yvon Blais.
- Joyal, R. et Provost, M. (2000). La loi sur la protection de la jeunesse de 1977. Une maturation laborieuse, un texte porteur. Dans R. Joyal (Ed.) *Entre surveillance et compassion. L'évolution de la protection de l'enfance au Québec. Des origines à nos jours* (pp.177-221). Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Kirouack, M.C. (2009). Le consentement aux soins et les expertises psychosociales : limite du droit à l'inviolabilité. Dans *L'enfant : sujet ou objet de droit, qu'en est-il?* (pp.211-319). Cowansville : Les Éditions Yvon Blais.
- Lafortune, D. (2002). Les mesures privatives de liberté dans les centres de réadaptation pour jeunes : punition ou traitement? Quelques fondements cliniques des privations de liberté...veiller sur ou surveiller? Allocution présentée au Congrès de l'*Association Francophone pour le Savoir* en mai 2002 à Québec. Document non publié.
- Lafortune, D. et Fenchel, F (2011). Inventaire des indices de réceptivité (version 2). 18pé Document non publié.
- Lafortune, D. et Fenchel, F (2010). *Guide de cotation de la grille d'orientation vers un programme d'encadrement intensif version 6*. Association des Centre jeunesse du Québec. 24p. Document non publié.
- Lafortune, D., Lachance, P. et Fenchel, F (2010). «La grille d'orientation vers un programme d'encadrement intensif». Dans D. Lafortune, M-M. Cousineau et S. Tremblay (Ed). *Pratiques innovantes auprès des jeunes en difficulté* (pp. 417-437). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- LeBlanc, M. (2003). La réadaptation des adolescents ayant des difficultés d'adaptation : recherches empiriques et interventions professionnelles. Dans M. LeBlanc, M. Ouimet et D. Szabo (Ed.), *Traité de criminologie empirique* (pp.678-717), 3<sup>ième</sup> édition, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- LeBlanc, M (1995). *Les adolescents en difficulté dans les années 1990. Y a-t-il trop d'adolescents placés en internat aux Centres jeunesse de Montréal*. Conférence prononcée devant la Direction des services de réadaptation pour adolescents des Centres jeunesse de Montréal le 15 février 1995.
- Lebrun, A., Noël, V. et Montminy, K. (2011). *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection de la jeunesse (article 156.1 de la LPJ)*. Commission des droits de la personne et de

- la jeunesse. Document adopté à la 564<sup>e</sup> séance extraordinaire de la Commission. Résolution COM-564-3.1.1
- Lemay, V. (2000). *Évaluation scolaire et justice sociale. Droit, éducation et société*. Montréal : Éditions du Renouveau pédagogique.
- Lemay, V. (2006). La difficulté de la tâche d'évaluation/orientation. Exploits et déboires d'une action publique d'un genre nouveau. *Défi jeunesse*, 12(2), 23-33.
- Lemay, V. (2009). Mutations contemporaines des représentations de l'enfant par le droit : quel impact sur la représentation de l'enfant devant les tribunaux? Dans B. Moore, C. Bideau-Cayre, V. Lemay (Eds), *La représentation de l'enfant devant les tribunaux* (pp.3-44). Montréal : Les éditions Thémis.
- Lemay, V. (2011). *L'autorité contractuelle, mouvance internationale et interdisciplinaire. Théorie et sociologie d'une intervention publique québécoise de protection de la jeunesse par l'enchâssement législatif d'un outil de travail social*. Berlin : Éditions universitaires européennes.
- Lemondé, L. (2003). Le taux de placement des jeunes en institution : l'écart entre la Belgique et le Québec. *Criminologie*, 36(1), 177-198.
- Lipsey, M.K. (1995). What do we learn from 400 research studies on the effectiveness of treatment with juvenile delinquents? Dans J. McGuire (Ed), *What works: reducing reoffending guidelines from research and practice* (pp.63-78).
- Malouin, M-P. (1996). *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*. Éditions Bellarmin.
- Mayer, R. et Ouellet, F. (1991). Les techniques d'échantillonnage. Dans R. Mayer et F. Ouellet (Eds), *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux* (pp. 377-399). Boucherville, Québec : Gaëtan Morin Éditeur.
- Miller W.R. et Rollnick, S. (2006). *L'entretien motivationnel. Aider la personne à engager le changement*. Paris : InterEditions-Dunod.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux, (2007). *Proposition d'orientations relatives aux services de réadaptation pour les jeunes présentant, outre des problèmes de comportement ou un besoin de protection, des troubles mentaux et qui sont hébergés dans les ressources des centres jeunesse du Québec*. Rapport du comité de travail sur la santé mentale des jeunes suivis par les centres jeunesse. Gouvernement du Québec, 68p.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux, (2005). *Standards de pratiques en matière d'hébergement dans un milieu restrictif de liberté en vertu de la loi sur la protection de la jeunesse*. Document de travail non publié.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux, (2006). *Orientations du ministère de la Santé et des Services sociaux concernant l'élaboration du Règlement du l'hébergement en unité*

- d'encadrement intensif dans le cadre du projet de loi 125*. Direction générale des services sociaux. Document non publié.
- Naves, P. et Touahria-Gaillard, A. (2009). La consolidation pragmatique et très élaborée de la loi québécoise sur la protection de la jeunesse. *Santé, société et solidarité*, n° 1, 69-74.
- Paillé, P. (1996). De l'analyse qualitative en général et de l'analyse thématique en particulier. *Revue de l'association pour la recherche qualitative*, vol. 15, 179-194.
- Paupé, R. et Touchette, L. (2010). L'implantation de programme d'intervention probants dans les milieux de pratique : un défi réalisable? Dans M. Déry, A-S Denault, J-P Lemelin (Eds), *Aide aux jeunes en difficultés de comportement. Regards sur nos pratiques* (pp.7-23). Groupe de recherche sur les inadaptations sociales de l'enfance de l'Université de Sherbrooke.
- Paupé, R., Toupin, J. et Déry M. (2000). Que savons-nous sur les caractéristiques des jeunes et des familles desservies par les centres jeunesse, leurs parcours dans les services et l'impact des interventions? *L'enjeu spécial : regard des chercheurs sur le placement d'enfants*, 7(1), p. 3-13.
- Pires, A.P. (1997a). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales. Dans Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer et Pires (Eds), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp.3-54). Montréal, Gaëtan Morin Éditeur.
- Pires, A.P. (1997b). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer et Pires (Eds), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp.112-169). Montréal, Gaëtan Morin Éditeur.
- Pratt, J. (2001). Dangereusité, risque et technologie du pouvoir. *Criminologie*, 34 (1), 101-121.
- Prochaska, DiClemente et Norcross, (1992). In search of how people change : Applications to addictive behaviors. *American Psychologist*, 47(9), 1102-1114.
- Prochaska, Norcross et DiClemente, (1994). *Changing for Good*. New York : Avon Books.
- Savoie-Zajc, L. (2010). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (Dir), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition (pp.337-360). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Simpson, D.D. et Flynn, P.M. (2007). Moving innovations into treatment: A stage-based approach to program change. *Journal of substance abuse treatment*, 33 (2), 111-120.
- Simpson, D.D. et Flynn, P.M. (2009). *Organizational readiness for change, overview of evidence*. Disponible à l'adresse : (consulté la dernière fois le 09-02-10)  
[www.ibr.tcu.edu/evidence/evi-orc.html](http://www.ibr.tcu.edu/evidence/evi-orc.html)
- St-Antoine, M. (1994). La souffrance de l'enfant placé: à la recherche de l'objet perdu. *Prisme*, 4 (2-3), p. 254-267.

- Tessier, H. (1998). *La légalité de l'encadrement intensif en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse* (réalisé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse).
- Trépanier, J. (2000). Protéger pour prévenir la délinquance. L'émergence de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 et sa mise en application à Montréal. Dans R. Joyal (Ed.) *Entre surveillance et compassion. L'évolution de la protection de l'enfance au Québec. Des origines à nos jours* (pp.49-95). Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Waddell, C., Lipman, E. et Offord, D. (1999). Conduct disorder: practice parameters for assessment, treatment, and prevention. *The Canadian Journal of Psychiatry*, vol. 44 (2suppl), p.35s-39s.



## **ANNEXE 1**

## Annexe 1 : Article 11.1.1 de la LPJ et le Règlement

**Libellé de l'article 11.1.1 de la LPJ :**

«Lorsque l'enfant est hébergé à la suite d'une mesure de protection immédiate ou d'une ordonnance rendue par le tribunal en vertu de la présente loi et qu'il y a un risque sérieux qu'il présente un danger pour lui-même ou pour autrui, l'hébergement de cet enfant peut s'effectuer dans une unité d'encadrement intensif maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation, laquelle encadre de façon importante son comportement et ses déplacements en raison de l'aménagement physique plus restrictif et des conditions de vie propres à cette unité.

Un tel hébergement doit prendre fin dès que sont disparus les motifs qui l'ont justifié. Dans le cas d'une mesure de protection immédiate, la durée de cet hébergement ne peut dépasser le délai prévu à l'article 46.

Le recours à un tel hébergement doit s'effectuer à la suite d'une décision du directeur général de l'établissement ou de la personne qu'il autorise par écrit et en conformité avec les conditions prévues par règlement et doit faire l'objet d'une mention détaillée au dossier de l'enfant, qui en précise les motifs le justifiant ainsi que la période de son application. Les informations contenues dans ce règlement doivent être remises à l'enfant, s'il est en mesure de les comprendre, de même qu'aux parents de l'enfant et leur être expliquées.

L'enfant ou ses parents peuvent saisir le tribunal d'une telle décision du directeur général. Cette demande est instruite et jugée d'urgence.»

**Les dispositions du Règlement :**

« 1. La décision du directeur général d'un établissement ou de la personne qu'il autorise par écrit de recourir à l'hébergement en unité d'encadrement intensif doit être rendue par écrit et motivée. Elle doit s'appuyer sur une évaluation de l'enfant qui démontre qu'il y a un risque sérieux que cet enfant présente un danger pour lui-même ou pour autrui.

Cette évaluation doit s'effectuer à l'aide d'outils reconnus et doit considérer :

- 1° la gravité, l'intensité, le degré de dangerosité et la récurrence des comportements de l'enfant ;
- 2° les caractéristiques de l'enfant ;
- 3° les antécédents de l'enfant et la progression d'ensemble de la démarche de réadaptation ;
- 4° l'analyse des alternatives à un tel hébergement.

2. Lorsqu'un enfant fait l'objet d'un hébergement en unité d'encadrement intensif, celui-ci doit bénéficier, en outre des services et activités de réadaptation dont la scolarisation, d'un accompagnement clinique soutenu et personnalisé.

Le plan d'intervention élaboré pour cet enfant doit tenir compte de cette situation.

**3.** Le directeur général de l'établissement ou la personne qu'il autorise par écrit doit réviser la situation de l'enfant dès que l'évolution de la situation clinique de l'enfant le rend nécessaire afin de s'assurer que le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif est toujours justifié.

L'enfant ne peut être maintenu dans une telle unité pour une période de plus d'un mois sans une réévaluation de son opportunité.

**4.** Le conseil d'administration de chaque établissement qui exploite un centre de réadaptation doit adopter un protocole sur le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif dans ses installations en conformité avec le présent règlement.

Ce protocole doit contenir les informations suivantes :

1° l'énoncé du cadre légal ;

2° les balises et les processus cliniques et administratifs ;

3° les outils cliniques requis et reconnus, notamment la grille d'orientation vers un programme d'encadrement intensif.

Le directeur général de l'établissement ou la personne qu'il autorise par écrit doit s'assurer du respect du protocole.

**5.** L'enfant et ses parents doivent être informés des motifs justifiant la décision de recourir à l'hébergement en unité d'encadrement intensif et des recours possibles, notamment devant le tribunal, à l'égard de cette décision.

**6.** Le directeur général de l'établissement ou la personne qu'il autorise par écrit doit rendre compte au conseil d'administration, à tous les 6 mois ou sur demande de ce dernier, des situations où il a eu recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif.

**7.** À moins que le directeur de la protection de la jeunesse ne l'autorise lui-même, un enfant de moins de 14 ans ne peut faire l'objet d'un hébergement en unité d'encadrement intensif.

**8.** (Omis) »

## **ANNEXE 2**

Annexe 2 : Références des jugements concernant les requêtes en contestation de l'encadrement  
intensif

1. Robert Levesque - 14 mars 2008

Protection de la jeunesse - 0819, 2008 QCCQ 2738 (CanLII)

2. Omer Boudreau – 20 mars 2008

Protection de la jeunesse - 0822, 2008 QCCQ 3356 (CanLII)

3. Michèle Lefebvre – 16 avril 2008

Protection de la jeunesse - 0830, 2008 QCCQ 3371 (CanLII)

4. Jean Lebel – 29 avril 2008

Protection de la jeunesse — 087794, 2008 QCCQ 14919 (CanLII)

5. Jacques Roy - 17 mars 2010

Protection de la jeunesse — 1021, 2010 QCCQ 5145 (CanLII)

6. Doris Thibault – 20 octobre 2011

Protection de la jeunesse — 115856, 2011 QCCQ 18053 (CanLII)

7. Doris Thibault – 2 février 2012

Protection de la jeunesse — 1221, 2012 QCCQ 1093 (CanLII)

## **ANNEXE 3**

## Lettre utilisée pour le recrutement des participants

Bonjour Mme/M. XXX,

Nous recherchons des intervenants pour mener une étude qui porte sur les pratiques actuelles entourant le programme de réadaptation avec hébergement dans une unité d'encadrement intensif depuis l'entrée en vigueur de l'article 11.1.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse*.

Dans un premier temps, nous cherchons à décrire la perception des intervenants par rapport à la mise en œuvre de ces nouvelles balises légales et administratives. Dans un second temps, nous voulons connaître la manière dont les intervenants situent le but et les objectifs de ce programme dans le continuum des services offerts. Troisièmement, nous désirons identifier les critères sous-jacents à la décision de recourir à cette mesure de réadaptation. Finalement, nous espérons cerner les représentations conceptuelles sur lesquels les intervenants justifient leurs décisions.

C'est dans cette optique que nous nous permettons de solliciter votre participation à cette recherche. Celle-ci est volontaire et tous les renseignements que vous nous donnerez demeureront confidentiels. Pour participer à cette recherche, il faut travailler dans une unité d'encadrement intensif, être un chef de service, un conseiller clinique ou un conseiller à l'Accès et les intervenants référents doivent avoir effectué au moins une référence vers le programme d'encadrement intensif depuis le changement de législation.

Votre participation consistera à compléter une entrevue d'environ 1h30, qui aux fins d'analyse sera enregistrée, et à remplir un court formulaire sur vos informations professionnelles. Vous avez le choix de réaliser l'entretien dans un local de votre choix du centre jeunesse ou si vous préférez, vous pouvez prendre entente avec la chercheuse pour que celle-ci réserve un local à l'Université de Montréal. Si tel s'avère être le cas, le déplacement sera à vos frais. Aucun risque n'est envisagé pour votre participation à cette recherche. Les seuls inconvénients à votre participation concernent le temps et/ou le déplacement que vous devez consacrer à l'entretien. Cependant, celui-ci s'effectuera pendant vos heures régulières de travail. Aucune compensation ou indemnité ne vous sera versée pour votre participation à cette étude.

En participant à cette recherche, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur les pratiques concernant le recours au programme d'hébergement avec encadrement intensif. Dans ce sens, votre implication dans cette étude vous permettra de prendre part à la réflexion collective entamée. C'est une occasion qui vous permettra de mettre à profit votre expérience pratique et clinique au développement du savoir scientifique.

Pour participer à cette étude, vous devez remplir la fiche d'intérêt en pièce jointe, et la retournée par courriel à la chercheuse, à l'adresse suivante : [REDACTED]

Par la suite, celle-ci vous confirmera le moment de l'entretien en tenant compte de vos disponibilités inscrites sur la fiche d'intérêt. Si cela n'est pas possible, la chercheuse vous téléphonera dans le plus bref délai afin de convenir d'un autre moment.

En cas de non-réponse, de votre part, à ce courriel, la chercheuse vous relancera en vous téléphonant.

En dernier lieu, nous vous invitons à partager cette invitation à tous ceux qui pourraient être intéressés par le projet.

Merci d'avance!  
Au plaisir de m'entretenir avec vous !

Katie Lavoie, candidate à la maîtrise en criminologie.  
Université de Montréal.

Pour toutes questions relatives à cette recherche, veuillez communiquer de préférence avec la chercheuse principale par courriel à l'adresse ci-dessus. Vous pouvez aussi communiquer avec Denis Lafortune (directeur de recherche) au [REDACTED] ou [REDACTED]. Veuillez noter que Violaine Lemay (professeure à la Faculté de droit et directrice du programme de doctorat en science humaine appliquée de l'Université de Montréal) codirigera ce projet de maîtrise.



## FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

**Titre de la recherche :** Les pratiques entourant le programme d'hébergement avec encadrement intensif : une analyse qualitative de la perception des intervenants.

**Chercheuse :** *Katie Lavoie, B.Sc., candidate à la maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal*

**Directeur de recherche :** *Denis Lafortune, Ph.D., professeur agrégé, École de criminologie, Université de Montréal*

**Codirectrice :** *Violaine Lemay, LL.D., professeure agrégée, Faculté de droit, Université de Montréal*

### A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

#### 1. Objectifs de la recherche

Connaître et décrire les pratiques actuelles, telles que perçues par les intervenants, entourant le programme d'encadrement intensif (EI), notamment, en ce qui concerne : la mise en place des *nouvelles balises légales et administratives*, des *objectifs poursuivis*, des *critères décisionnels*, ainsi que du *modèle conceptuel* le plus souvent utilisé pour justifier les décisions.

#### 2. Participation à la recherche

Votre participation à cette recherche consiste à compléter :

- 1) une entrevue enregistrée d'approximativement 1 heure trente minutes qui portera sur votre perception du programme d'encadrement intensif depuis la mise en place des nouvelles balises légales et administratives.
- 2) un court formulaire sur vos informations professionnelles (ex : âge, scolarité, expérience, etc.).

#### 3. Critères d'inclusion ou d'exclusion

Pour participer à cette recherche, les candidats doivent travailler dans une unité d'encadrement intensif, être un chef de service, un conseiller clinique ou un conseiller à l'Accès et les intervenants référents doivent avoir effectué au moins une référence vers le programme d'encadrement intensif depuis le changement de législation.

#### 4. Confidentialité et anonymat des informations

Les renseignements que vous nous donnerez demeureront confidentiels. Vos réponses personnelles ne seront divulguées à personne, incluant les autres membres du personnel du CJM-IU et du CJL, et ne seront utilisées que pour ce projet de recherche. Les renseignements et données obtenus dans cette recherche ainsi que le présent formulaire de consentement seront conservés dans un classeur sous clé au bureau du directeur de la chercheuse situé à l'École de criminologie à l'Université de Montréal. Seulement la chercheuse principale, son directeur et sa codirectrice auront accès aux données.

Chaque participant à la recherche se verra attribuer un numéro (code) et seuls la chercheuse principale, son directeur et sa codirectrice auront accès à la liste des participants et des numéros attribués. Seul ce code figurera sur l'enregistrement et le formulaire d'information professionnels. Les enregistrements audio seront temporairement conservés sur une clé USB qui sera mise dans le

classeur avec les autres données. Tous les enregistrements audio seront détruits immédiatement après leur retranscription. Seulement les transcriptions (verbatim) seront conservées et conformément aux règlements d'éthiques établies par l'Université de Montréal, toutes les données recueillies seront détruites 7 ans après la fin de la recherche.

Il est possible que nous devions permettre l'accès aux dossiers de recherche au comité d'éthique de la recherche du CJM-IU à des fins de vérification ou de gestion de la recherche. Cependant, une politique stricte de confidentialité est mise de l'avant.

## **5. Diffusion des résultats**

Les résultats de la recherche serviront à la rédaction d'un mémoire de maîtrise et seront possiblement publiés ou diffusés sous la forme d'article scientifique. Aucune information permettant d'identifier les participants ne sera inscrite dans les résultats, car ceux-ci seront traités en tant que données de groupe. Au besoin, des pseudonymes seront utilisés. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des résultats généraux de la recherche, veuillez en informer la chercheuse qui prendra vos coordonnées électroniques afin de vous les faire parvenir par courriel.

## **6. Avantages**

Vous ne retirerez aucun avantage personnel à participer à ce projet de recherche. Cependant, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur les pratiques concernant le recours au programme d'hébergement avec encadrement intensif. Dans ce sens, votre participation à cette étude vous permettra de mieux développer votre position par rapport aux pratiques concernant ce programme. En permettant de dresser un portrait général des pratiques, vous prenez part à la réflexion collective entamée. C'est une occasion qui vous permettra de mettre à profit votre expérience pratique et clinique au développement du savoir scientifique.

## **7. Risques et inconvénients**

Aucun risque n'est envisagé pour votre participation à cette recherche. Les seuls inconvénients associés à votre participation concernent le temps et/ou le déplacement que vous devez consacrer pour réaliser l'entretien. Cependant, celui-ci s'effectuera pendant vos heures régulières de travail.

## **8. Droit de retrait**

Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps par avis verbal, et ce, sans préjudice, sans que cela nuise à vos relations avec les autres membres du personnel du CJM-IU et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec la chercheuse ou son directeur aux coordonnées indiqués à la dernière page de ce document. Si vous vous retirez de la recherche, les données qui auront été recueillies au moment de votre retrait seront détruites.

## **9. Indemnité**

Aucune compensation financière ne sera versée pour votre participation à la présente recherche.

## **B) CONSENTEMENT**

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.

### **i) Consentement du participant à la recherche**

Je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps par simple avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

☐ OUI ☐ NON

Je consens à ce que l'entrevue soit enregistrée à l'aide d'un appareil numérique.

☐ OUI ☐ NON

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Code d'entrevue : \_\_\_\_\_

## ii) Déclaration du chercheur

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer du projet, vous pouvez communiquer avec Katie Lavoie, chercheuse principale, à l'adresse courriel suivante :

\_\_\_\_\_

Si vous avez des questions additionnelles, vous pouvez communiquer avec le professeur Denis Lafortune, directeur de recherche, au numéro de téléphone suivant : \_\_\_\_\_ ou par courriel à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_

Si vous souhaitez vous renseigner sur vos droits ou pour formuler toute plainte, vous pouvez contacter le Comité d'éthique de la recherche du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire au numéro suivant : \_\_\_\_\_.

**Un exemplaire du formulaire de consentement signé vous sera remis.**

L'original du formulaire sera conservé à l'Université de Montréal selon les modalités prévues au point 4.

Le projet de recherche et le formulaire de consentement ont été approuvés par le CER du CJM-IU le 18 février 2011.

No de dossier CER CJM-IU : 11-01 / 001

**Formulaire d'informations professionnelles**

- 1) Code d'entretien : \_\_\_\_\_
- 2) Lorsqu'ils seront disponibles, désirez-vous recevoir par courriel, un résumé des résultats généraux? ☐ OUI ☐ NON
- 3) Âge : \_\_\_\_\_
- 4) Sexe : \_\_\_\_\_
- 5) Nombre d'années d'expérience au centre jeunesse : \_\_\_\_\_
- 6) Fonction (poste) :
  - a) Intervenant référent ☐
    - Urgences sociales ☐
    - Évaluation / orientation ☐
    - Application des mesures ☐
    - Autre ☐ Précisez : \_\_\_\_\_
  - b) Conseiller à l'Accès ☐
  - c) Intervenant d'une unité EI ☐
  - d) Chef de services ☐
  - e) Conseiller clinique ☐
  - f) Autre ☐ Précisez : \_\_\_\_\_
- 7) Dernier niveau de scolarité complété : \_\_\_\_\_
- 8) Domaine d'étude : \_\_\_\_\_
- 9) Nombre approximatif de référence(s) à EI depuis le changement légal : \_\_\_\_\_
- 10) Avez-vous suivi la formation sur l'hébergement dans une unité d'EI (module 1)?  
☐ OUI ☐ NON Si oui, précisez quand : \_\_\_\_\_
- 11) Avez-vous suivi la formation sur l'intervention dans une unité d'EI (module 2)?  
☐ OUI ☐ NON Si oui, précisez quand : \_\_\_\_\_
- 12) Approche théorique
  - a) Psychodynamique ☐
  - b) Cognitivo-comportementale ☐
  - c) Psychoéducation ☐
  - d) Différentielle ☐
  - e) Gestion clinique du risque (RBR) ☐
  - f) Cognitivo-développementale ☐
  - g) Autre ☐ Précisez : \_\_\_\_\_

### Fiche d'intérêt

Je désire participer à la recherche sur les pratiques actuelles entourant le programme de réadaptation avec hébergement dans une unité d'encadrement intensif.

Ma participation à cette étude consistera à compléter :

- a) Un entretien qui portera sur ma perception du programme d'encadrement intensif depuis la mise en place des nouvelles balises légales et administratives (durée +/- 1H30). Afin de faciliter les analyses, cet entretien sera enregistré sur un support audio. Cependant, les enregistrements audio seront détruits dès leur retranscription terminée.
- b) Un court formulaire portant sur mes informations professionnelles (durée +/- 15mins).

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Mode de communication préféré :

☐ Courriel ☐ Téléphone

Adresse e-mail :

Téléphone au bureau :

Disponibilités de 2 heures (3 dates si possible) :

Lieu de l'entretien :

- ☐ Dans un local ou bureau du centre jeunesse (emplacement à la charge du participant)
- ☐ Dans un local de l'Université de Montréal (emplacement à la charge de la chercheure - déplacement aux frais du participant)

**Ce formulaire doit être retourné à Katie Lavoie, à l'adresse courriel suivante :**

████████████████████

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer du projet, vous pouvez communiquer avec Katie Lavoie, chercheuse principale, à l'adresse ci-dessus.

Si vous avez des questions additionnelles, vous pouvez communiquer avec le professeur Denis Lafortune, directeur de recherche, au numéro de téléphone suivant : ██████████ ou par courriel à l'adresse suivante : ██████████

## **ANNEXE 4**

## Plan d'entretien thématique (version 3)

**1- Impact de la nouvelle législation dans la pratique**

*Que pensez-vous de l'introduction en 2007 du nouvel article de loi (11.1.1) balisant désormais EI?  
De quelle manière le nouveau cadre légal a-t-il influencé votre représentation du programme d'EI?*

- But de la réforme
- Changement de pratique - organisationnel
- Réaménagement des ressources
- Droits à considérer

**2- Processus décisionnel conduisant à l'orientation vers EI**

*Comment prenez-vous la décision d'orienter un jeune en EI?*

- Motifs et cpt à risque
- Gravité – Intensité – Récurrence – Dangersité – Alternatives – Jugement clinique
- Grille d'orientation
- Évaluation de l'attitude (non-entente sur le projet de vie, objectifs de travail, motivation, changement, réceptivité)
- Intérêt vs Besoins
- - de 14 ans

**3- Le séjour en EI**

*Comment se déroule un séjour en EI?*

- Préparation du jeune et de ses parents
- Objectifs du séjour
- Plan d'intervention
- Durée du séjour
- Arrimage des interventions : avant et après le séjour EI
- Programmation : contenu des activités de réadaptation – scolarisation – auto-réflexion vs suivi individuel
- Accompagnement soutenu et personnalisé

**4- La révision – réévaluation**

*Comment déterminez-vous la fin du séjour? Comment évaluez-vous le cheminement du jeune?*

- Critères de décision
- Qui décide?
- Évaluation du changement et l'atteinte des objectifs
- Fin de la mesure (transfert)

**5- La gestion clinique du risque**

*Que veut dire pour vous, et dans le cadre de votre pratique, la notion de gestion clinique du risque?*

- Nature du risque
- Évaluation
- Risque résiduel
- Gestion – moyens

**6- Questions de clôture**

- Comment entrevoyez-vous l'avenir des pratiques concernant le recours à EI?
- Selon vous, quels sont les défis à relever, les changements à venir?